

Après l'interruption des livraisons d'armes soviétiques à Bagdad et le gel des avoirs dans les pays occidentaux

Moscou et Washington se concertent pour condamner l'agression irakienne contre le Koweït

Tardifs remords

La communauté internationale a vivement réagi au coup de force de Saddam Hussein contre le Koweït : les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, en donnant de la voix et en décrétant des mesures de gel des avoirs irakiens et koweïtiens ; le président Bush, en décrétant un boycott économique total de l'Irak et en provoquant d'urgence une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU ; ce dernier, en adoptant une résolution condamnant l'invasion irakienne, avec une unanimité rare. L'URSS, enfin, et c'est un signe des temps, en se montrant immédiatement et énergiquement solidaire de cette réprobation internationale, ainsi qu'en suspendant ses livraisons d'armes à Bagdad, son principal partenaire commercial dans la région.

Cette levée de boucliers n'a cependant pas été, jusqu'à présent, M. Saddam Hussein. La communauté internationale a réagi promptement dès lors que le délit était devenu flagrant, mais elle n'a pas eu le prévenir. On a beau jeu aujourd'hui, notamment en Israël, de conspuer la passivité du monde occidental ces dernières semaines, de lui reprocher surtout les lourdes complaisances qu'il eut par le passé, et la France en premier, envers Saddam Hussein, et de comparer la montée en puissance de celui qui se veut le nouvel homme fort de la région avec celle de Hitler, à laquelle le monde assista, inerte, dans les années trente.

MAIS la victime de l'Irak, cette fois, est une victime riche, et l'enjeu économique pour les Occidentaux considérable. Si le scepticisme et le pessimisme israéliens ne sont pas sans fondement, la communauté internationale a cependant des cartes à jouer.

La priorité a été pour l'instant, en particulier dans l'optique américaine, d'isoler politiquement l'Irak. Une voix manque encore, de façon criante, au concert des condamnations : celle du monde arabe, où seuls le Maroc, l'Algérie, le Liban ont dénoncé l'agression, tandis que les autres États, par crainte qu'une intervention étrangère n'embrase toute la région, ou par crainte de l'Irak tout simplement, ont fait preuve jusqu'à présent d'une remarquable circonspection.

LES États-Unis ont besoin de la coopération de certains de ces pays, comme de celle de l'Europe et du Japon, pour réussir la seconde phase de la riposte : l'isolement économique de l'Irak. La belle unanimité risquée en effet de se briser devant la perspective d'une troisième crise pétrolière mondiale. La montée des prix du pétrole qui résulterait d'un embargo généralisé sur le pétrole irakien devrait être compensée notamment par l'effet stabilisateur d'une augmentation de la production de l'Arabie saoudite. Ryad est donc aux premières loges, et cela appelle vraisemblablement une protection internationale des champs de pétrole saoudiens.

On voit mal, donc, comment la communauté internationale, si elle est décidée à réagir efficacement, pourrait s'en tenir à des sanctions économiques sans envisager en même temps de les soutenir militairement. Mais l'ONU, après tout, est aussi faite pour cela.

Après avoir condamné l'Irak au Conseil de sécurité de l'ONU, en exigeant un retrait immédiat du Koweït, Américains et Soviétiques ont entamé d'intenses consultations pour aller au-delà et parvenir à une position commune sur le conflit. Dans ce but, le secrétaire d'État américain, James Baker, était attendu à Moscou, vendredi 3 juillet, dans la soirée. L'URSS a condamné très fermement l'invasion du Koweït et a décidé d'arrêter ses livraisons d'armes à l'Irak. Pour leur part les pays arabes

éprouvent beaucoup plus de difficultés à définir leur attitude. Au Koweït, les troupes irakiennes ont étendu leur contrôle. Après les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, le Japon et l'Allemagne ont décidé, vendredi 3 août, de geler les avoirs financiers du Koweït. Comme Washington, Tokyo pourrait arrêter un embargo sur tous les échanges avec l'Irak. Sur les marchés, les cours du pétrole continuent d'augmenter. La Bourse de Tokyo a encore perdu 2,4 % vendredi.

La plus grande banque mondiale

Tandis que les forces irakiennes poursuivent leur invasion du Koweït, et qu'à New York, au Caire et à Moscou se jouent de subtiles parties diplomatiques, à Cannes, jeudi 2 août, un homme seul, inconnu du grand public et pourtant tout-puissant livre dans l'ombre une bataille financière décisive. Khalid Abu Al Saud, conseiller financier de l'émir du Koweït, qui gère depuis trente ans le formidable patrimoine financier du petit État, appelle à la rescousse tous les grands argentiers occidentaux.

Une demande : gèle d'urgence tous nos avoirs, pour éviter que l'Irak ne s'en empare. Et un mes-

sage implicite : avec nous vous êtes tranquilles, ces dépôts resteront chez vous ; avec Bagdad, ils seront immédiatement absorbés dans le gouffre financier et disparaîtront.

Si Bagdad a pour lui l'avantage des canons, le Koweït lui n'a qu'un atout : son énorme poids économique et financier. « L'Irak vient de prendre le contrôle de la plus grande banque mondiale », ironise M. Peter Bogin, de la société Cambridge Energy Associates. « C'est le hold up du siècle », renchérit un banquier.

Jeudi les milieux pétroliers n'étaient pas les seuls à s'agiter : dans toutes les capitales, les financiers s'interrogeaient avec

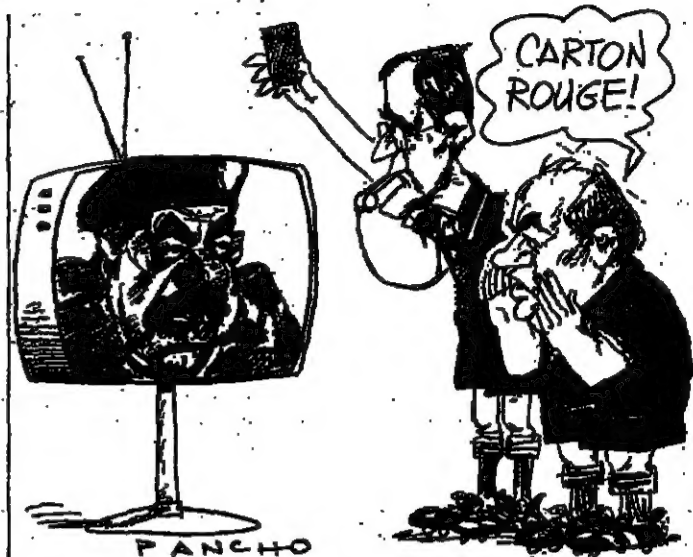
quelque anxiété sur les conséquences possibles de l'invasion du Koweït. Les conséquences pétrolières sont évidentes : une hausse plus ou moins marquée des cours du brut. Les retombées financières le sont moins.

C'est la première fois qu'un pays s'approprie une puissance financière telle (1) qu'elle menace à son tour les plus grandes institutions.

VÉRONIQUE MAURUS

Lire la suite page 6

(1) Le Koweït a toujours maintenu une grande discrétion sur le montant exact de l'ensemble de son patrimoine.



Lire également

- L'Arabie sans frontières
- La grande prudence du monde arabe
- Saddam Hussein, client privilégié des marchands d'armes français
- Paris pourrait reconsidérer ses relations avec Bagdad
- Le gouvernement français gèle les avoirs des deux États
- Les réactions internationales

Pages 3 à 6

Un point de vue du secrétaire général du RPR

Fin de partie

par Alain Juppé

Sous le soleil radieux d'un été qui comble les Français en vacances, la vieille carcasse du socialisme n'en finit pas de se décomposer. Depuis quelques mois, l'état de l'animal avait empiré sous l'effet de plusieurs maladies incurables : abolition présidentielle ; lutte au couteau entre les prétendants au trône ; banalisation des scandales.

Face aux bouleversements qui ont changé l'Europe et le monde, notre diplomatie est restée pétrifiée. Comme si l'énormité de l'événement n'était pas à notre mesure, nous avons regardé, en silence, se jouer une pièce où nous ne savions quel rôle prendre. L'accord proprement histori-

que conclu entre M. Kohl et M. Gorbatchev n'a guère troublé la torpeur française et n'a suscité, chez nos gouvernants, que des commentaires résignés.

An cours de son premier septennat, M. Mitterrand avait su trouver, en quelques circonstances, des phrases fortes. On se souvient de son discours au Bundestag, où il disait en substance : « Les pacifistes sont à l'Ouest, mais les fusées sont à l'Est. »

Rien de tel depuis 1988. Le président semble victime d'une sorte de lassitude intérieure. On l'imagine en spectateur blasé des révolutions européennes, se murmurant à lui-même : « A quoi bon tant d'agitation ! »

Il est vrai que, tout autour de lui, la galaxie socialiste fait entendre une musique entêtante.

L'action politique de ses « amis » n'a pas d'autre but que de se placer en bon rang sur la liste des prétendants à sa succession. Le principal sujet de curiosité des observateurs est de déterminer quand et comment M. Mitterrand parviendra à se débarrasser d'un dauphin qui n'est pas vraiment selon son cœur. Rude tâche car M. Rocard est passé maître dans l'art de la mise en scène médiatique.

Que croyez-vous qu'il allât faire au Japon ? Convaincre les Japonais de modifier leurs comportements commerciaux ? Mais chacun sait que la politique commerciale est, depuis belle lurette, de compétence communautaire et qu'en la matière il vaut mieux agir durement à Bruxelles qu'à aller faire le matamore à Tokyo.

Lire la suite page 7

Un record pour Florence Arthaud

La navigatrice a battu le record de la traversée de l'Atlantique en solitaire

page 9

La réforme des services secrets

Un projet de statut commun pour les 3 500 agents civils et militaires de la DGSE

page 8

Bernard Tapie, député

Des appréciations diverses dans sa circonscription

page 7

Affluence en Autriche

Le tourisme bénéficie de l'unification allemande et de l'ouverture des pays de l'Est

page 17

Frissons fin de siècle

Le feuilleton de JEAN-PIERRE RIOUX

15. - Les enfants du Captain Cap

page 2

SANS VISA

Moscou entre l'Amérique et les Romanov

La table n° Les jeux

pages 11 à 13

Le sommaire complet se trouve page 22

DE L'INVENTEUR À LA CARTE À PUCE : La ruée vers l'or du verbe !

Roland Morin, touché par la passion de la langue, a mené une enquête sur le verbe, de l'inventeur à la carte à puce. Il a découvert que le verbe est le cœur de la civilisation, qu'il est le lien entre l'homme et le monde, qu'il est le moteur de la culture, qu'il est le fondement de la pensée, qu'il est le socle de la morale, qu'il est le pilier de la religion, qu'il est le support de la science, qu'il est le cadre de la politique, qu'il est le véhicule de l'art, qu'il est le véhicule de la poésie, qu'il est le véhicule de la philosophie, qu'il est le véhicule de la spiritualité, qu'il est le véhicule de la vie.

Le Quotidien de Paris.

Advertisement for Belfond and Telecarte 50. It features a small image of a person and text describing the services offered.

Mort de Norbert Elias

Le philosophe d'origine allemande était l'un des penseurs majeurs de l'histoire européenne

Le philosophe, sociologue et historien d'origine allemande Norbert Elias est mort à quatre-vingt-trois ans, le 1^{er} août, à son domicile d'Amsterdam.

Norbert Elias était reconnu dans le monde entier comme l'un des penseurs majeurs de notre histoire européenne et comme le pionnier d'une nouvelle manière de lire l'évolution de l'homme occidental du Moyen Âge à nos jours. Pourtant, son œuvre principale, le *Processus de civilisation*, parue à Berne en 1939, était passée presque inaperçue ; et il avait fallu attendre 1973 et 1975 pour que les deux parties de ce livre, la *Civilisation des mœurs* et

la *Dynamique de l'Occident*, soient traduites en France (Calmann-Lévy). Encore cette traduction - à laquelle il convient d'ajouter la *Société de cour* (Calmann-Lévy, 1974) - est-elle amputée de chapitres très importants. Cette reconnaissance tardive est probablement liée à l'histoire personnelle de Norbert Elias. Né en 1887 à Breslau, dans l'actuelle Pologne, le sociologue avait fui l'Allemagne nazie en 1933 pour se réfugier à Paris, puis en Grande-Bretagne où il avait acquis la nationalité britannique. Modeste, discret, fuyant les mondanités aussi bien que les colloques, Norbert Elias poursuivait son œuvre à l'écart.

PIERRE LEPAPE
Lire la suite page 8

M 0147 - 804 0 - 5 00 F



هكنا من العمل

Frissons fin de siècle

1889 - 1900

par Jean-Pierre Rioux

15. Les enfants du Captain Cap

L'Almanach Vermot fixe les canons de l'humour.
Bergson publie le Rire.
Alphonse Allais invente l'essoreuse de poche.
Ubu reste incompris.

LIVRER, au profit de la vieille race française, le bon combat contre les pontifes, les croque-morts, les coupeurs de cheveux en quatre, les égoïstes, les soi-disant psychologues, en un mot les brutes comme les prétentieux et toutes autres bêtes assommantes et maléfiques : tel est l'ambitieux programme de ce « journal humoristique paraissant le samedi », le Rire, dont le premier numéro sort le 10 novembre 1894, sur douze pages vendues quinze centimes. Cet appel du Rire au rire sera entendu, et la feuille de Félix Juven poursuivra une heureuse carrière jusqu'en 1940. Et formera, mine de rien, deux générations de lecteurs très coopératifs à l'art de la gauloiserie accablante, du calembour topique et de l'écaille assassine. Dans un pays si hautement civilisé où le mot « tournure », signale Jules Renard, « s'applique également au derrière des femmes et à l'esprit des hommes », il était bon qu'un organe établisse une liaison durable et zgomatique entre les vendeurs professionnels des cotons de Montmartre et une foule d'amateurs bien disposés : « Que chacun, supplient les rédacteurs de ce numéro !, envoie des observations sur son entourage, sur son monde, des mots recueillis, des charges, des essais de dessins ».

La formule et le succès du Rire donnent de précieuses indications sur une propension très « fin de siècle » à la bonne humeur incisive. Non pas qu'on ait alors bradé les héritages. De joyeux loustics aiment comme par le passé les tables d'hôtes des auberges, ou les repas de première communion. De subtils patoisants à l'aphorisme vengeur égayent sans broncher leurs villages reculés. Et les sociabilités minimales de la boutique, de l'atelier, du cercle ou du zinc ont encore, en toute circonstance et à chaque heure, un tour qui sait être plaisant, dans les mille nuances et déclinaisons régionales d'un *good temper* français, qui va jusqu'à surprendre l'humour anglo-saxon. Toutefois est déjà bien amorcée une sorte de nationalisation du rire, sur le modèle, inévitable dans ce pays de centralisation, de ce qu'on nommait à l'époque l'esprit « bien » ou « très parisien ».

A preuve, la prolifération jusqu'au cœur des provinces d'une grande presse nationale qui fait la part belle à la caricature et à l'histoire drôle, notamment dans ses suppléments illustrés en fin de semaine ; ou la profusion des almanachs édités par les journaux et les organisations les plus variées, qui appliquent scrupuleusement chaque année les recettes d'un humour moyen, pratique et pittoresque dont l'*Almanach Vermot* fixe les canons. Des feuilles spécialisées, légères et corrosives à la fois, entretiennent cette excitation généralisée en louvoyant plus ou moins habilement dans les écueils du genre. Le Rire en est un bon exemple, qui doit son audience au sage équilibre préservé tout au long : « Être très gai, très divertissant, sans être graveleux ou vulgaire ».

Sa formule est immuable, distribuée dans des rubriques fixes : « La vie risible », où les contributions des lecteurs sont importantes. « Les chansons pour rire » dénichées par Jules Jouy, les « Fantaisies illustrées » en noir et en couleur, alimentées par une kyrielle de dessinateurs et de caricaturistes talentueux comme Forain, Willette, Caran d'Ache, Jossot, Léandre, Rabier, Vallotton, Steinlen et Toulouse-Lautrec, ou

signées par des humoristes au goût du jour, un Tristan Bernard, un Jules Renard, un Alphonse Allais : puis « Le rire à l'étranger », à peine teinté de chauvinisme tricolore. « Les gâtes de la rampe » qui épingle l'activité théâtrale, « Le rire hors-séance » qui transpose ses recettes sur la scène des Folies-Bourbon et, bichonné par une rédaction unanime, « Le petit panorama du cycle », qui célèbre l'activité physique la plus plaisante du siècle. Mais, pour la première fois dans cette presse-là, des numéros thématiques viennent rompre la monotonie : les premiers, inévitablement, prennent pour cibles les « bleus » à la caserne, les ronds-de-cuir au bureau et les tribunaux comiques.

Les dérives grivoises, qui prolifèrent par ailleurs sous le manteau, ou dans le cadre, assez bon enfant, de lois et arrêts de 1881 et 1882 qui veillent sur la liberté des bonnes mœurs dans les magazines spécialisés, sont repêchées à temps : le Rire sait endiguer le déferlement des réclames pour les « Curiosités singulières, intimes et littéraires », qui donnent les adresses très transparentes où l'on peut se procurer « photos d'après nature », albums du type *Le Couché d'une fiancée*, efficaces élixirs pour « Décoter et pétarader » et autres appareillages. Par contre, crayonneurs et reporters ont carte blanche pour dénoncer inlassablement le conformisme « bourgeois », la bêtise humaine et les tares sociales les plus voyantes : si cette critique n'a pas encore la virulence qu'on trouve à partir de 1901 dans la très anarchisante *Assiette au beurre*, elle n'est jamais démentie au Rire, pas plus chez ses confrères et rivaux, le *Sourire* ou la *Belle Humeur*. Oui, on sut rire sans être inévitablement léger à la veille de la Belle Époque.

On pourrait même soutenir que toutes les figures du rire cohabitent avant 1900, Marcel Schwob, préfacant trente ans plus tard *Messieurs les ronds-de-cuir* de son ami Courteline, rappellerait que le rire était alors un signe de supériorité des individus libres sur la grotesque massivité dont le XX^e siècle allait les accabler et surtout que « le rire, c'était se laisser surprendre par une négligence des lois : on croyait donc à l'ordre universel et à une magnifique hiérarchie des causes finales ». Toute la charge subversive du rire renvoyait assurément à une inquiétude sur l'avenir, à une obsession de la décadence, à un doute sur la rectitude du Progrès.

HENRI Bergson ne dit pas autre chose dans son essai sur le Rire qui paraît dans la *Revue de Paris* en février et mars 1899 : « Dans cette présomption (à rire) nous démentirions d'ailleurs bien vite un peu d'égoïsme et, derrière l'égoïsme lui-même, quelque chose de moins spontané et de plus amer, je ne sais quel pessimisme naissant qui s'affirme de plus en plus à mesure que le rieur raisonne davantage son rire ». Mais il ajoute que le rire révèle tout autant les redoutables capacités d'une société moderne à gérer le doute : « Il nous a paru que la société, à mesure qu'elle se perfectionnait, obtenait de ses membres une souplesse d'adaptation de plus en plus grande, qu'elle tendait à s'équilibrer de mieux en mieux au fond, qu'elle chassait de plus en plus à la surface les perturbations inséparables d'une si grande masse, et que le rire accomplissait une fonction utile en soulignant la forme de ces ondu-



Attirant les meilleurs humoristes et les caricaturistes à la mode, le Rire poursuivra sa carrière jusqu'en 1940.

lations ». Le rire, conclut-il, est une écume qui « signale à l'extérieur de la vie sociale les révoltes superficielles. Il dessine instantanément la forme mobile de ces ébranlements. Il est, lui aussi, une mousse à base de sel. Comme la mousse, il pétille. C'est de la gaieté ».

Un rire-miroir, ou reflet, traverse donc une production multiforme, de la caricature au conte cruel, de l'apôtre en bas de page à la pièce de boulevard, de la chronique régulière à la chanson d'un soir. Il épouse toutes les passions politiques et se déchaîne particulièrement au temps de l'affaire Dreyfus : quinze jours après le « J'accuse » de Zola, le 5 février 1898, parut par exemple le *Pst!*, petit journal sans texte de Forain et Caran d'Ache, d'un rare antidreyfusisme, puis en réplique, le 17, le *Sifflet d'Idole* et Courteline, aussi vivement dreyfusard. Ses thèmes de prédilection sont puisés dans les obsessions et les combats de l'heure, l'anticléricalisme, l'antisémitisme ou l'orgueil national face à l'Allemagne et à l'Angleterre. Mais il stigmatise aussi traverses et types sociaux, domestiques s'ingérant leurs maîtres, bourgeois en villégiature, officiers hautains, gens du beau monde, ouvriers en grève, courtiers de jupons ou exploiters des pauvres.

Ainsi une comédie humaine et politique est-elle mise en musique et paroles par une bande de bons garçons dont le quartier général préféré était le Montmartre du *Chat Noir* et du *Lapin Agile*. Là, les humoristes en tous genres, éternels étudiants, surnuméraires auxquels l'Hôtel de Ville ou quelque ministère laissent les loisirs de la vie de bureau, petits-bourgeois assez casaniers qui mimaient la vie de bohème, rapins montés en graine et échiottes courant les salles de rédaction, communiquaient dans l'esprit de cabaret et la joyeuseté carnavalesque, égratignaient sans se lasser. L'œuvre d'un Courteline résume assez bien les ambitions humoristiques de la plupart d'entre eux : agiter des héros minuscules, cocus bêtes, abrutis du billard et de la manille, cabots ou tyrans ; étirer une vision sociale féroce mais courte, en fouaillant les travers des militaires, des juges, des bureaucrates et des petites femmes, en glorifiant par contre les humbles efflanqués, les filles mères, les farceurs impénitents et les putes au grand cœur.

Un Alphonse Allais a suivi longtemps la même voie. Depuis *A se tordre* en 1891 jusqu'à la publication en 1902 des aventures complètes du *Captain Cap*, il a vendu ses multiples inventions et mystifications dans la presse, toutes rédigées à la hâte sur le coin d'une table de bistrot : Allais reste le tendre inventeur de

l'aquarium en verre dépoli pour cyprins timides, du tire-bouchon mû par la force des marées ou de l'essoreuse de poche, l'agent électoral en farces et attraits de ce Captain Cap dont la candidature a ravagé, on s'en souvient, le IX^e arrondissement en 1893.

MAIS, peu à peu, à force de mettre le monde à l'envers, l'humoriste si bien à l'aise dans l'air du temps gagne les rives plus escarpées de l'humour noir et du non-sens. Il soupçonne que seule la bouffonnerie peut ébranler les certitudes et exprimer la crise des valeurs : d'aventures en brevages, Cap « abuse de sa science pour jeter la trouble dans un intérieur bourgeois ». Cette navigation d'Alais, suivie par une minuscule flottille d'humoristes conscients, renoue avec la grande tradition des « Hirsutes », « Hydopathes », « Zutistes », « Fumistes » et autres spécialistes des « Arts incohérents » dont la verve, apparue après la Commune, languissait un peu vers 1890. Ainsi la Nef des Fous de quelques illuminés du langage entre-t-elle subrepticement dans les eaux de l'*Almanach Vermot*.

Ce passage du persiflage à un « maboulisme » fin de siècle dont les Surréalistes plus tard s'inspireront, nul ne l'a mieux fait sentir sans doute que le jeune Alfred Jarry, le potache pataphysique. La relève était bien là, et le malentendu aussi, en ce soir tumultueux du 10 décembre 1896, pour la première d'*Ubu roi* au Théâtre de l'Œuvre. Rien n'y fit, ni la conférence préliminaire et méthodologique de Jarry en costume de clown, ni le choc de cette Pologne, « c'est-à-dire Nulle Part », qui enveloppe l'action, ni la gigue improvisée par Firmin Gémier transpirant sous le masque d'Ubu. Lugné-Poe, qui a monté le spectacle à la hâte, vient tout juste d'imposer qu'on éteigne les lumières (innovation qui agace les spectateurs jusqu'alors habitués à une salle éclairée tout au long) que le « *Merdre !* » a aussitôt tétanisé. S'ensuit le plus déhissant scandale que Paris ait connu, depuis la bataille d'Hernani en 1830 et avant le *Sacre du printemps* en 1913. Francisque Sarcey, l'omnipotent critique, est traité de « vieux salaud » par quelques amis de l'auteur. Colette rugit de rire en criant : « Enchaînons ! ». Et Jules Lemaitre, inquiet, interroge : « C'est bien une plaisanterie, n'est-ce pas ? » Parmi les plus acharnés à insulter Jarry, Courteline se distingue. Hors de lui, debout sur un strapontin au fort de l'empoignade, il hurle sans humour aucun : « Vous ne voyez pas que l'auteur se fout de vous ? ». Il a tort. Le bon esprit du temps

prend sans doute sa revanche sur Jarry en raffolant de l'adjectif « ubuesque » après avoir vomi la pièce. Bonnard baptise son basset du nom du roi de Pologne. Et Mallarmé appelle ses chats « M. et M^{me} Ubu ». Mais le malaise s'installe. Le calembour a été bousculé par le mot-valise, un mélange de proteste et de tragique a démodé les ronds humoristiques où l'on venait chercher le réconfort à bon compte. « Il n'est pas étonnant que le public ait été stupéfait à la vue de son double ignoble », conclut fièrement Jarry. Les ficelles du rire fin de siècle tentent toujours d'empaqueter gentiment la satire, mais voilà que s'avance le nouveau siècle, avec son « rire à mort » dont parlera Bataille.

A preuve de son essoufflement et de sa subversion par des formes amusantes autrement corrosives, l'échec de cette « Maison du Rire », que les maîtres de l'humour en place, Juvénal en tête, avaient à grands frais installée à Paris pour égarer l'Exposition de 1900. Les foutes ne s'y pressaient guère. Un seul hôte de marque l'honora d'une visite. Un grand vieillard à barbe blanche égaré par le nouveau siècle, avec son « rire à mort » dont parlera Bataille.

Prochain épisode Bernadette et Thérèse

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».

• Vendredi 3 août : Les enfants du Captain Cap.

• Lundi 6 août : Bernadette et Thérèse.

Pour en savoir plus

► *Œuvres anthèmes*, d'Alphonse Allais, Robert Laffont, 1989.
► *Anthologie de l'humour noir*, d'André Breton, Le Livre de Poche, 1989.
► *Les Arts incohérents (1882-1893)*, de Catherine Charpin, Syros Alternatives, 1990.
► *Montmartre du plaisir et du crime*, de Louis Chevalier, Robert Laffont, 1980.
► *L'Esprit fumiste et les firs fin de siècle*, Anthologie, de Daniel Grojnowski et Bernard Sarrazin, José Cerd, 1990.
► *Tout Ubu*, d'Alfred Jarry, Le Livre de Poche, 1985.
► *La Caricature et la Presse sous la III^e République*, de Jacques Lathève, A. Colin, 1961.

Les forces de

Le Caire du

مركز لادبيل

L'occupation du Koweït par l'Irak

Les forces de Bagdad consolident leur emprise sur l'émirat

L'Irak, dont l'intervention a été condamnée à travers le monde, consolidait, vendredi 3 août, son emprise sur le Koweït après avoir annoncé que le « gouvernement provisoire » installé par ses troupes confisquerait les avoirs de l'émir, de sa famille et de ses ministres.

Environ 200 chars irakiens se sont déployés jeudi soir dans la capitale, certains pointant leurs canons vers le Golfe, où croisent huit navires de guerre américains et vers lequel a été dépêché le porte-avions « Independence ».

Le calme – ponctué de tirs sporadiques – est revenu vendredi en début de matinée sur Koweït, où les envahisseurs semblaient avoir eu raison des dernières poches de résistance. Toutefois, des témoins ont fait état de violents échanges de tirs, vendredi, autour de la principale garnison de l'armée koweïtienne, située à Chouwaik, dans le nord de l'émirat. Selon un premier bilan, les combats auraient

fait de 100 à 200 morts du côté koweïtien. En outre, selon les services du groupe d'assurance Lloyd's, une partie des soldats irakiens qui ont pris le contrôle de l'aéroport et du palais de l'émir se sont dirigés vers le sud de la capitale, du côté des gisements de pétrole de Mina-el-Ahmedi.

Appels à la résistance

L'émir Jaber, dont un frère cadet a été tué dans les combats, s'est réfugié en Arabie saoudite, où il devait rencontrer vendredi d'autres dirigeants arabes à Djeddah. Quant au « gouvernement provisoire du Koweït libre », monté en éponge par Bagdad mais dont on ignore tout, il a imposé un couvre-feu et annoncé la fermeture des frontières ainsi que des ports et aéroports.

Ayant affirmé, selon les organes de presse irakiens, avoir renversé le régime de l'émir Jaber – qu'il accuse d'avoir dilapidé les richesses nationales – ce mystérieux « gouvernement provisoire » a annoncé avoir dissous

l'Assemblée consultative et assuré qu'il « procédera, après qu'il aura assuré la stabilité nécessaire dans le pays, à l'organisation d'élections libres et honnêtes en vue de constituer un conseil représentatif du peuple ». Ce conseil décidera de la nature du régime et de la gestion des affaires fondamentales du Koweït, toujours selon le « gouvernement provisoire », qui a tenu à préciser que « la réparation du tort porté à l'Irak par l'ancien régime corrompu sera en tête de ses responsabilités nationales, arabes et morales ».

Mais, alors que les irakiens assurent contrôler la situation sur l'ensemble du territoire koweïtien, un appel à la résistance émanant du prince héritier et premier ministre, cheikh Saad el Abdullah el Sabah, a été diffusé jeudi soir par la radio et la télévision koweïtiennes.

Parallèlement, M. Abdel Rahman el Awadi, ministre d'Etat koweïtien aux affaires de la présidence du Conseil, a annoncé au Caire, où se déroule une réunion de la Conférence islamique, que son pays réclamait l'envoi d'une force arabe conjointe afin d'obliger

l'Irak à se retirer. D'autres représentants koweïtiens ont demandé une intervention militaire américaine. De son côté, Washington a réclamé des informations sur plusieurs ouvriers américains de l'industrie pétrolière qui ont disparu pendant l'invasion. « S'ils sont menacés ou maltraités, cela aurait un très fort impact aux Etats-Unis, car il est de ma responsabilité de protéger les citoyens américains », a déclaré le président George Bush à la presse.

Par ailleurs, dans l'un de ses communiqués, le « gouvernement provisoire du Koweït libre » a accusé cheikh Jaber et sa « clique » d'avoir gaspillé leur fortune « dans leur poursuite du plaisir », ajoutant qu'il était « grand temps de restituer ces fonds détournés à leurs propriétaires légitimes, les fils du peuple koweïtien ».

Ce « gouvernement » a confisqué les avoirs de cheikh Jaber, du prince héritier et du ministre de la défense Nguaf el Ahmed el Jaber, ainsi que ceux des ambassadeurs du Koweït aux Etats-Unis, auprès de l'ONU et de la Ligue arabe. Il a également mis en

garde « les banques étrangères auprès desquelles ils ont déposé leur argent contre toute manipulation de ces fonds qui porterait atteinte au peuple koweïtien ».

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont gelé ou placé sous contrôle les avoirs koweïtiens sur leur territoire pour les soustraire à un gouvernement sous tutelle irakienne.

Pour sa part, l'Irak a répliqué au gel de ses avoirs aux Etats-Unis en suspendant le remboursement de ses dettes à ce dernier pays.

Tandis que les pays arabes – particulièrement prudents jusqu'à présent – se concertent pour tenter de trouver une réponse commune aux événements du Golfe, une station de radio koweïtienne, Houna Koweït (« Ici Koweït »), qui diffusait encore près de vingt-quatre heures après l'invasion du pays par l'Irak, a lancé vendredi un appel à l'aide désespérée aux pays arabes. « Où sont les accords arabes ? Où sont les accords du Koweït ? Où sont les accords islamiques ? C'est le moment de les appliquer ». – (Reuters, AFP, AP.)

Le Caire : la colère contenue du président Moubarak

LE CAIRE

de notre correspondant

Le président égyptien Hosni Moubarak a jusqu'à présent contenu sa colère contre l'Irak. Le Raïs semble en effet avoir ressenti l'invasion du Koweït comme un camouflet personnel.

Au cours de sa tentative de médiation la semaine dernière, il avait non seulement cru aux assurances irakiennes de non-agression mais encore s'était presque fait le porte-parole du président Saddam Hussein. Il avait publiquement affirmé que « le sage » président irakien n'avait pas l'intention d'agresser le Koweït et démentit les

informations sur l'envoi de renforts irakiens à la frontière.

Aujourd'hui, le Raïs a le sentiment de s'être fait piéger et d'avoir même été un outil entre les mains des irakiens pour calmer les appréhensions koweïtiennes et internationales, permettant ainsi à Bagdad de réaliser son attaque surprise.

S'il ne donne pas libre cours à sa colère, indique-t-on de source égyptienne, c'est par souci de ne pas compromettre le sort du million d'Égyptiens résidant en Irak et des dizaines de milliers travaillant au Koweït. Cela ne l'a toutefois pas empêché de donner le feu vert à la presse officielle qui, vendredi 3 août, s'est déchaînée contre

l'Irak. Al-Ahram qui consacre une « une » spéciale à l'invasion, titre sur huit colonnes : « Effrayante catastrophe arabe ». Dans son éditorial, le journal qualifie l'agression irakienne de « jour le plus noir dans l'histoire des Arabes ». « Nous sommes arrivés à un stade où l'un d'entre nous s'efforce de faire tomber le temple sur la tête de tout le monde (...) pour une poignée de terre, un puits de pétrole ou quelques milliards de dollars », ajoute le journal. Al-Gomhouria accuse de son côté l'Irak « d'avoir succombé à l'amour de l'or qui est derrière toutes les catastrophes » et d'avoir ouvert la voie à l'ingérence étrangère.

ALEXANDRE BUCCIANTI

La grande prudence du monde arabe

Malgré les appels répétés à l'aide et à la solidarité arabe lancés par l'émirat, trois pays arabes seulement, le Maroc, l'Algérie et le Liban se sont joints, jeudi 2 août, à la condamnation quasi unanime dans le monde de l'intervention armée irakienne contre le Koweït.

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

Après trois réunions dont la dernière s'est tenue en présence du vice-premier ministre irakien, M. Saadoun Hamadi, au Caire, les ministres des affaires étrangères arabes n'ont pu, en raison de leurs divergences, se mettre d'accord sur la rédaction d'un communiqué commun et ont reporté à vendredi dans la soirée leur prise de décision.

Celle-ci devrait suivre la tenue d'un mini-sommet à Djeddah réunissant autour du roi Fahd d'Arabie saoudite l'émir du Koweït, Cheikh Jaber, réfugié dans le royaume, le président égyptien Hosni Moubarak, le roi Hussein de Jordanie, qui s'est rendu jeudi à Alexandrie, Cheikh Zayed, des Émirats arabes unis, et si ses pairs arrivent à le convaincre d'y participer, le président irakien Saddam Hussein.

Les ministres arabes ont toutefois accepté le principe de la tenue rapide d'un sommet arabe réclame par la Syrie. Le président Assad s'était tôt jeudi entretenu par téléphone à ce sujet avec ses collègues saoudien, égyptien et jordanien.

Le mal aimé du monde

La prudence qui caractérise la réaction générale dans le monde arabe s'explique sans doute à la fois par la crainte qu'inspire l'Irak à nombre de pays, et par le fait que l'intervention étrangère qui pourrait embraser la région tant les réactions du président irakien, qui avait promis à plusieurs de ses pairs de ne pas intervenir militairement au Koweït, sont inattendues et peuvent être violentes et la difficulté de mettre en place une réponse appropriée à cette agression.

Lors de la réunion du Caire, l'Arabie saoudite, dont la presse officielle a réagi avec une extrême prudence, se serait toutefois prononcée pour une condamnation de l'intervention irakienne, condamnation rejetée notamment par le Yémen et le Soudan « pour ne pas donner de prétexte à une intervention des Etats-Unis ».

En affirmant que le roi Fahd, qui s'est entretenu avec le président américain George Bush, « tente de calmer la situation et d'assurer un retour à la normale au Koweït », la télévision saoudienne laisse cependant entendre que celui-ci souhaite bien voir rétablir sur son trône l'émir Jaber.

Mais pour Bagdad l'éviction par la force de la monarchie koweïtienne est un fait inéluctable, le vice-premier ministre irakien l'a affirmé aux chefs des diplomates

arabes : « La monarchie koweïtienne est finie, ne perdez pas votre temps à la défendre », leur a-t-il dit, d'emblée, à son arrivée au Caire.

Cela ne peut en effet qu'inquiéter très sérieusement les monarchies du Golfe dont la seule parade aux ambitions des deux puissances régionales, l'Irak et l'Iran, avaient été, en 1981, la création du Conseil de coopération du Golfe (CCG) : Arabie saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn, ÉAU, Oman. Malgré plusieurs demandes, Bagdad n'a jamais pu adhérer à ce « club » qui à ses débuts n'avait pas vu d'un très mauvais œil le déclenchement de la guerre Irak-Iran, y voyant d'abord un moyen d'affaiblir ces deux puissances voisines qui n'ont eu de cesse de s'affronter pour affirmer leur suprématie sur le Golfe.

Ce n'est qu'au fil des ans et devant la crainte grandissante que leur inspirait le militarisme chite iranien que les pays arabes dans leur quasi-unanimité, à l'exception notable de la Syrie, ont soutenu pleinement l'Irak mais jamais, faut-il le préciser, avec un très grand enthousiasme en ce qui concerne la plupart d'entre eux.

« L'Irak a le sentiment d'être le mal aimé du monde », nous disait récemment un diplomate arabe en poste à Bagdad, mais il faut bien dire que Bagdad n'a jamais rien fait pour démentir une réputation justifiée de brutalité, de violence et de coup de force. Ce n'est pas le dernier épisode en date contre le Koweït qui sera de nature à faire changer les choses.

Depuis la fin de la guerre irakienne, les ambitions déclarées du président Saddam Hussein au leadership du monde arabe, sa course effrénée au développement réussi de sa puissance militaire ne font qu'inquiéter les pays arabes, qui se méfient en définitive d'un homme que rien ne semble devoir arrêter quand il a décidé quelque chose.

La première initiative du président irakien pour asseoir son leadership sur le monde arabe, la création du Conseil de coopération arabe (CCA) : Irak, Égypte, Jordanie et Yémen, avait été particulièrement mal reçue à Ryad, qui voyait dans la participation du Yémen, alors du Nord seulement, une tentative d'encerclement qui pourrait se révéler dangereuse à terme.

Depuis, le CCA n'a pas répondu aux attentes irakiennes, l'Égypte, dès sa réintégration officielle dans la Ligue arabe, prenant ses distances politiques vis-à-vis d'une instance au sein de laquelle elle avait d'autant moins intérêt à s'isoler que, cherchant elle aussi à retrouver une place de premier plan dans le monde arabe, elle se devait d'avoir des bonnes relations avec tout le monde.

Ennemi de longue date du président irakien, le président Assad de Syrie pourrait en tous cas bien bénéficier des initiatives intempêtes de Bagdad, nombre de pays arabes, dans le Golfe en particulier, considérant Damas comme le seul contrepois possible à l'Irak. En décidant le principe d'un sommet arabe sur le conflit irako-koweïtien réclamé par la Syrie, les ministres des affaires étrangères arabes ont offert à cet égard une revanche au président Assad dont

le pays n'avait pas participé au dernier sommet tenu à Bagdad sur l'insistance de l'Irak.

Nul doute que le président Assad va pouvoir négocier plus solidement son rôle de contrepois à Bagdad, et ceci d'autant plus que grâce aux accords de Taïef sur le Liban il n'est plus officiellement accusé d'être un obstacle au règlement de la crise libanaise.

L'Irak, qui n'a eu de cesse au Liban de contrebalancer l'action syrienne en aidant tour à tour toutes les forces hostiles à Damas, est aujourd'hui isolé sur ce dossier. Sa position intransigeante avait effrayé en mai 1989 ses pairs, notamment lors du sommet de Casablanca que le président irakien avait quitté avant son terme pour marquer sa désapprobation des mesures prises.

L'embarras de l'OLP

L'embarras des principaux alliés de l'Irak, l'OLP dont les instances dirigeantes réunies à Tunis n'ont toujours pas fait connaître leur réaction et la Jordanie qui s'est beaucoup rapprochée de l'Irak par crainte d'Israël et devant le blocage du processus de paix, est en tous les cas perplexe.

A Amman on ne cache pas en privé que les déclarations agressives du président irakien pèsent quelque peu les officiels jordaniens dont les tentatives pour modérer l'Irak ou tout au moins lui donner une image plus positive ont été vaines.

L'OLP, coincée entre l'Égypte de plus en plus alignée sur la position américaine dans le conflit du Moyen-Orient et l'Irak, dont le comportement n'est pas de nature à aider les démarches de la centrale palestinienne au moment où celle-ci s'accroche toujours à son initiative de paix, a une marge de manœuvre limitée.

Cela d'autant plus que Bagdad a repris l'ancien avec les formations palestiniennes les plus hostiles à l'OLP comme l'organisation d'Abou Nidal par exemple et maintient une attitude ambiguë dans le conflit israélo-palestinien. Ne dit-on pas de très bonne source palestinienne que si la Libye a organisé militairement le raid avorté du FLP d'Abou Abbas sur une plage israélienne qui a abouti à la suspension du dialogue arabo-palestinien, celui-ci a été financé par l'Irak ?

Jusqu'au Maghreb on s'inquiète du rôle irakien, notamment à propos de la Mauritanie où Bagdad joue à merveille des conflits internes. La Libye n'oublie sans doute pas non plus l'aide apportée par l'Irak au président tchadien Hissène Habré dans son conflit avec Tripoli.

Même s'ils déclarent vouloir circonscrire ce nouveau conflit arabe dans un cadre strictement arabe, on peut imaginer que les chefs d'Etat réunis à Djeddah, et dont les éventuelles décisions devraient donner le ton à la réaction globale du monde arabe, prendront contact avec Washington, dont les intérêts dans le Golfe ne peuvent être ignorés, pour savoir exactement ce qui peut être fait.

FRANÇOISE CHIPAUX

La monarchie koweïtienne

Du consensus tribal aux prérogatives des princes

La disparition de l'émirat du Koweït en tant qu'Etat souverain indépendant marque la fin d'un régime qui, malgré tous ses défauts et limites, représentait dans la région du Golfe le cas exemplaire d'une monarchie fondée sur des principes démocratiques.

Contrairement aux autres monarchies pétrolières, la dynastie d'Al Sabah avait, depuis sa création au dix-huitième siècle, fondé son pouvoir non sur la force, ainsi que c'est l'usage chez ses voisins, mais sur le consensus tribal.

Ces tendances devaient se renforcer au début des années 60, lorsque le onzième émir de la lignée des Sabah cheikh, Abdallah al Salem al Sabah engagea l'émirat qui venait de proclamer son indépendance dans la voie d'une démocratie certes limitée, mais bien réelle.

Cheikh Abdallah dota l'émirat en 1962 d'une Constitution libérale – trop libérale, diront par la suite ses détracteurs au sein de la famille régnante – qui, tout en sauvegardant les prérogatives de la dynastie, organisait la vie politique selon des normes quasi démocratiques.

L'émir du Koweït conservait, il est vrai, un pouvoir personnel très large, mais une Assemblée élue au suffrage restreint assurait un semblant de participation des principales forces politiques du pays au pouvoir.

Dans l'esprit de ce grand libéral que fut l'émir Abdallah, le père de la Constitution de 1962, cette formule de gouvernement à l'époque unique en son genre au sein du monde arabe, constituait le meilleur moyen de regrouper la nation koweïtienne autour du palais, au moment où le jeune émirat était menacé par les revendications annexionnistes du général Kassim.

Les successeurs de l'émir Abdallah, décédé en 1965, cheikh Saïyah (1965-1977) et

l'actuel émir Jaber, ne se sont pas, hélas, montrés à la hauteur de leur aîné. Soumis aux pressions de leurs voisins conservateurs inquiets d'une possible contagion démocratique et des « durs » de la famille régnante qui souhaitaient un Parlement docile et des députés « raisonnables » qui se contentaient de jouer les figurants, ils ont à deux reprises, en 1976 et 1985, suspendu certains articles de la Constitution devenus la bête noire des princes du palais et dissous le Parlement, considéré comme « le mauvais exemple » qu'il fallait à tout prix neutraliser.

Enterrer le Parlement

Dans ce domaine, la responsabilité de la famille Al Sabah est écrasante. Après la disparition de l'émir Abdallah, ses successeurs s'écartèrent peu à peu de l'esprit et de la lettre de la Constitution de 1962, devenue un document gênant et une espèce de carcan qui limitait leur liberté. On a parlé, à un certain moment, d'une opposition entre les deux branches de la famille régnante Al Sabah : les Jaber et les Salem, ces derniers étant considérés comme favorables au maintien d'une vie parlementaire démocratique.

Il a fallu vite déchanter, et toute la famille a applaudi des deux mains la récente décision de l'émir Jaber de créer un conseil national provisoire (le Monde du 16 juillet) dont l'objectif inavoué était d'enterrer définitivement l'idée d'un Parlement moderne qui serait un véritable instrument de contrôle de l'exécutif, ainsi que le souhaitaient les dirigeants du mouvement constitutionnel.

Les membres de la famille d'Al Sabah-près de deux mille princes – n'ont jamais accepté le désir des députés de mettre leur nez dans ce qu'ils considéraient comme étant leurs affaires pri-

vées. Jaloux de leurs prérogatives, et souhaitant qu'aucun obstacle ne vienne entraver un pouvoir entaché de nombreux abus commis par les jeunes émir, engagés dans des affaires lucratives, les membres de la famille régnante ont, en fin de compte, tué la poule aux œufs d'or.

Car il est évident que l'une des raisons qui ont poussé Saddam Hussein à envahir l'émirat a été sa ferme conviction que la crise interne provoquée au Koweït par l'affaire du Conseil national provisoire avait considérablement affaibli l'autorité et le prestige des Al Sabah et facilité de son entreprise. Depuis le scandale financier du Souk el Manachij et la manière dont il a résolu en faveur de certains membres de la famille royale, le capital de confiance dont jouissait le palais s'est graduellement effrité.

Les Koweïtiens, en particulier l'élite intellectuelle de l'émirat, qui jouent un rôle primordial dans la vie politique, se sont aperçus finalement qu'ils étaient gouvernés par des princes qui pensaient surtout à leurs propres intérêts matériels. La mise à l'écart du Parlement a par ailleurs creusé le fossé entre les émir et certaines couches de la population pour qui l'Assemblée nationale constituait l'unique moyen d'exprimer leurs doléances.

Le système parlementaire koweïtien, malgré ses imperfections, forçait le respect, même chez ses adversaires. En le supprimant, l'émirat a perdu une part importante de sa crédibilité. Cela explique pourquoi les pays arabes qui, par le passé, éprouvaient une crainte respectueuse à l'égard du Koweït et de sa politique, se sont montrés aussi indifférents dans l'épreuve que traversait actuellement l'émirat.

JEAN GUEYRAS

L'OCCUPATION DU KOWEÏT PAR L'IRAK

Les réactions internationales

La volonté affichée par Moscou et Washington de parvenir à une « position commune » pour condamner l'invasion du Koweït par l'Irak et pour mettre l'embargo sur les livraisons d'armes au régime de M. Saddam Hussein s'est notamment traduite par l'annonce de la visite inopinée à Moscou, ce vendredi soir 3 août, de M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, de retour de Mongolie, et la publication attendue d'un communiqué conjoint américain-soviétique.

A Bruxelles, les Douze ont eux aussi « condamné fermement » l'invasion et réclament « le retrait immédiat » des envahisseurs. Dans un communiqué, ils ont estimé que « l'agression militaire » irakienne constituait « une violation manifeste et flagrante de la Charte des Nations unies, et une menace grave pour la sécurité internationale ».

L'Italie a condamné sans réserve l'invasion, de même que l'Espagne; mais cette dernière a déclaré n'avoir pas l'intention d'imiter les Etats-Unis en gelant les avoirs koweïtiens sur son territoire.

Le premier ministre britannique a fermement condamné l'invasion, rapporte notre correspondant à Londres. M^{me} Margaret Thatcher, qui se trouvait à Aspen (Colorado), a déclaré jeudi 2 août à l'issue d'entretiens avec le président Bush que « l'Irak a violé les frontières et envahi le territoire d'un pays membre de l'ONU, ce qui est totalement inacceptable. La continuation de cette situation constituerait une menace grave pour la sécurité des petits pays ».

Dès l'annonce de l'invasion, Londres a écarté toute intervention armée séparée, malgré les liens militaires très étroits entretenus avec le Koweït. Le traité de défense mutuelle entre la Grande-Bretagne, qui a accordé l'indépendance au Koweït en 1961, et l'émirat, a été abrogé en 1971. Le ministère de la Défense a ordonné à deux bâtiments de la Royal Navy de mouiller à 700 kilomètres des côtes du Koweït, au large de Dubaï. Sur le plan diplomatique, la marge de manœuvre de M^{me} Thatcher est très limitée. Plusieurs événements, récents, dont

l'exécution du journaliste de l'Observer, Farzad Bazoft (le Monde du 16 mars), le démantèlement d'un réseau d'exportation vers l'Irak de composants nucléaires et la saisie du « super-canon » destiné à Bagdad, ont conduit la Grande-Bretagne et l'Irak au bord de la rupture. Les autorités britanniques craignent aussi d'élever le ton pour ne pas compromettre le sort d'un homme d'affaires, M. Ian Richter, emprisonné en Irak depuis 1986.

Le Conseil fédéral (gouvernement) suisse a pour sa part indiqué qu'il attendait des banques helvétiques qu'elles fassent preuve de « diligence accrue » afin de protéger les avoirs de l'Etat koweïtien en Suisse. Il a en particulier demandé de contrôler « avec soin » l'identité du titulaire et du bénéficiaire lors de tout retrait de capitaux koweïtiens.

A Ankara, le ministère turc des affaires étrangères s'est déclaré « profondément inquiet » de la violation de la souveraineté du Koweït. « Nous souhaitons que cette crise dans une région voisine de notre pays et qui pourrait causer la montée d'autres tensions déjà

existantes dans la région soit résolue dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Koweït ». Après avoir attendu plusieurs heures avant de réagir, l'Iran a « condamné l'agression militaire irakienne contre le Koweït », demandant « le retrait des troupes irakiennes aux frontières internationalement reconnues ». « L'Iran déclare que, en tant que plus grand pays de la région et ayant le plus haut degré d'intérêts dans la région, il ne peut pas rester indifférent à tout développement mettant en danger sa sécurité nationale et la stabilité régionale », a ajouté la communiqué du ministère des affaires étrangères.

Ce dernier précise néanmoins que l'Iran respectera le principe de non-ingérence, « bien que les récents développements soient la conséquence d'une collaboration passée avec l'agresseur que l'Iran n'a cessé de désigner aux pays de la région ». — (AFP, Reuters, AP, UPI.)

Washington : priorité à la concertation diplomatique mais aucune option n'est écartée

Isoler politiquement et économiquement l'Irak, tel semble être, jusqu'à nouvel ordre, l'objectif déclaré des dirigeants américains. Objectif dont la réalisation semble moins évidente, et le président Bush, qui, jeudi 2 août, dans la matinée, indiquait qu'« aucune action militaire n'était envisagée », n'en déclarait pas moins, dans l'après-midi, qu'une série d'options, y compris d'« ordre militaire », avaient été discutées à la Maison Blanche par les experts du Conseil national de sécurité.

WASHINGTON

Correspondance

A dire vrai, les milieux officiels ont été pris par surprise, en début, semblait-il, de mise en garde répétée de la CIA, qui, attaquée par plusieurs membres du Congrès pour l'« insuffisance » de ses agents dans cette affaire, a cru bon, jeudi, de faire une mise au point officielle pour préciser que « les informations utiles avaient été transmises en temps nécessaire aux autorités ».

La classe politique n'en reste pas moins déconcertée par une invasion irakienne à laquelle elle ne s'attendait

plus. L'opinion qui prévalait jusqu'ici à Washington était que la concentration massive des forces irakiennes à la frontière serait suffisante pour intimider les Koweïtiens et leur faire accepter, du moins partiellement, les exigences de Saddam Hussein.

Ainsi, cette agression entretient-elle de nouvelles spéculations sur les intentions du leader irakien. Va-t-il retirer ses troupes dans un délai relativement court après avoir consolidé le nouveau gouvernement « provisoire » de sa convenue, ou bien va-t-il s'engager dans une action offensive dirigée contre l'Arabie saoudite ?

Selon le sénateur Boren, président de la commission spécialisée dans les affaires de renseignement, toute tentative contre les champs pétroliers saoudiens représenterait « une menace directe contre notre sécurité nationale, et ne pourrait être tolérée ».

En tout cas, cette incertitude incite les dirigeants américains à la prudence. La présence navale américaine a été renforcée dans le Golfe (le Monde du 3 août), mais la supériorité massive de l'Irak, en hommes et en matériel, rend pratiquement impossible une action militaire américaine à terre. Le Pentagone a fait savoir qu'il faudrait quarante-cinq jours pour mobiliser une force d'intervention en mesure de contenir l'armée irakienne. Mais, soumise aux fortes pressions du

Congrès, retentissant des clameurs de ceux qui réclament une action militaire immédiate contre le « fou de Bagdad », il sera difficile à l'administration Bush d'éviter une action aéronavale limitée, dans l'hypothèse où des citoyens américains seraient tués par les forces irakiennes.

« Revirement subtil » de l'Union soviétique

A ce propos, selon un responsable du département d'Etat, huit Américains qui travaillaient sur des exploitations pétrolières au Koweït seraient portés disparus ou auraient été « déplacés par les forces irakiennes ».

Dans l'immédiat, cependant, il ressort clairement des déclarations du président Bush et de M^{me} Thatcher — de passage dans le Colorado — que la préoccupation prioritaire est de mettre au point une action diplomatique et concertée entre les alliés des Etats-Unis et, de préférence, dans le cadre des Nations unies. A cet égard, on se félicite des mesures de gel des investissements irakiens et koweïtiens prises simultanément à Londres et à Paris.

De même, la décision de Moscou de suspendre ses envois d'armements est considérée comme un « revirement subtil ». « Le secrétaire d'Etat Baker ne s'arrêterait pas à Moscou

[après avoir écouté sa visite en Mongolie] si un bon niveau de coopération avec l'URSS n'existait pas » devait ajouter le président américain.

En tout cas, l'attitude du Kremlin, estime-t-on, semble pour l'instant favorable à établir une action collective nécessaire pour imposer des sanctions qui, comme l'a souligné M^{me} Thatcher, ne sont efficaces que si elles sont appliquées par tous les pays membres des Nations unies.

D'autre part, le président Bush s'est dit « encouragé » par ses conversations avec les dirigeants des pays arabes modérés, qui, a-t-il dit, recherchent une « solution arabe ». Mais, dans l'entourage présidentiel, on souhaite que ces pays prennent des initiatives plus « vigoureuses » pour dénouer une crise dans laquelle ils sont les premiers menacés.

L'embargo commercial affectera les exportations de pétrole irakien représentant 7,3 % du total des importations pétrolières et 3,6 % des besoins des Etats-Unis. Le consommateur américain ne devrait pas en souffrir, tout au moins pendant plusieurs mois, mais l'inévitable hausse du prix du pétrole va fortement alourdir la facture pétrolière des Etats-Unis, juste au moment où l'économie américaine est menacée de récession.

HENRI PIERRE

Moscou : interruption des livraisons d'armes à Bagdad

MOSCOU

de notre correspondant

Réagissant avec une grande rapidité, quelques heures seulement après l'entrée des troupes irakiennes au Koweït, l'URSS a décidé jeudi 2 août d'interrompre ses livraisons d'armements à l'Irak. Moscou manifeste ainsi sa volonté de ne pas voir cette nouvelle guerre du Golfe s'étendre, avec tous les dangers de dérapage que cela comporte dans cette région hautement sensible.

L'URSS est le principal fournisseur d'armes de Bagdad et les deux pays sont liés depuis 1972 par un traité d'amitié et de coopération, renouvelé en 1987. En dépit de ces liens étroits, l'Irak a toujours été un allié ombrageux pour le Kremlin, qui avait réussi à préserver un savant équilibre entre Bagdad et Téhéran durant le conflit irano-irakien. Au début des affrontements, en 1980, Moscou avait d'ailleurs interrompu ses livraisons d'armes à Bagdad, avant de les reprendre en 1982, au moment où les troupes irakiennes connaissaient des difficultés grandissantes face à celles de l'imam Khomeini.

Les autorités soviétiques entretiennent également de bonnes relations avec l'Irak, qui a accordé récemment à l'URSS un crédit à moyen terme de 300 millions de dollars et acheté des armes soviétiques. Aussi, tout en condamnant clairement l'action irakienne et en appelant au

« retrait immédiat » des troupes de Bagdad, Moscou a donc évité de se prononcer sur le fond du différend qui oppose l'Irak au Koweït.

L'URSS considère que l'action de Bagdad est « contraire aux intérêts des Etats arabes » et entend agir « conformément aux principes du respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures ». Ce conflit donne surtout à l'URSS l'occasion d'illustrer sa volonté de concertation avec les Etats-Unis dans les affaires internationales, volonté qui était très sensible dans les conversations d'Irkoutsk, mercredi et jeudi, entre le chef de la diplomatie soviétique Edouard Chevardnadze et son homologue américain James Baker (le Monde du 3 août). Ce dernier avait alors demandé que l'URSS interrompe ses livraisons d'armements à l'Irak. C'est chose faite.

L'agence Tass a rappelé dans un commentaire que récemment encore « pratiquement tout conflit régional conduisait automatiquement à un développement de la confrontation entre l'Est et l'Ouest ». Le signe le plus tangible du passage de la confrontation à la concertation entre les deux Grands sur les conflits régionaux étant bien entendu la venue imprévue de James Baker vendredi à Moscou pour élaborer une « position commune » en accord avec les dirigeants soviétiques sur l'invasion du Koweït. — (Interim.)

Tokyo : une action « extrêmement regrettable »

TOKYO

de notre correspondant

Le Japon, dont plus de 10 % des approvisionnements en pétrole proviennent du Koweït et de l'Irak, a condamné l'action de Bagdad, la qualifiant d'« extrêmement regrettable ». Si cette nouvelle déstabilisation au Proche-Orient n'a pas suscité les réactions de panique qui avaient suivi la première crise pétrolière, le Japon n'en est pas moins préoccupé par une situation qui ne manquera pas de peser sur le voyage que M. Toshiki Kaifu doit effectuer au milieu de ce mois en Arabie saoudite, en Egypte, en Jordanie, à Oman et en Turquie.

Première visite d'un chef de gouvernement japonais dans la région depuis 1978, cette initiative a pour but de consolider sur le plan diplomatique une politique visant à garantir les approvisionnements japonais en pétrole.

Réorientation des approvisionnements

Troisième consommateur de pétrole du monde (dont il dépend encore à 57 % pour ses approvisionnements en énergie), le Japon n'est certes pas dans la situation délicate qui fut la sienne en 1973. Désormais très présent dans la région, il y mène une politique plus assurée. Il a d'autre part diversifié ses sources d'approvisionnement (qui demeurent cependant pour 80 % les pays de l'OPEP) et augmenté ses réserves (cent-quarante-deux jours).

Tokyo s'est surtout lancé dans une politique d'aide et de grands projets afin de s'assurer la coopération des capitaux de la région. Toshiba et Mitsubishi Heavy Industry sont, par exemple, engagés dans la construction d'une centrale électrique d'un coût de 328 milliards de yens au Koweït.

Préoccupés par la réduction de la production aux Etats-Unis et en

URSS, l'accroissement de la demande en Europe et les divergences au sein de l'OPEP, le Japon a réorienté sa politique d'approvisionnement dans deux directions. Tout d'abord, les entreprises japonaises du secteur énergétique ont été encouragées à passer des accords de production avec des partenaires étrangers et à prendre des participations dans des concessions, voire à acheter des compagnies pétrolières. Aujourd'hui, 13 % des importations proviennent de sociétés liées à des entreprises japonaises (contre 8,9 % au début des années 80).

Mitsubishi Oil vient d'acheter la filiale américaine de l'Australian Bond Corp., qui dispose de concessions en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Japex s'est lancé dans des explorations avec les Chinois et a commencé à produire en Oman. Les Japonais sont engagés dans une soixantaine d'explorations, dont une vingtaine seraient déjà en exploitation.

Ces initiatives bénéficient de l'appui de la Japan National Oil Corp., entreprise publique qui finance les projets et prend à sa charge une partie du risque d'exploration. Les acquisitions ou prises de participation sont en outre financées grâce à des prêts à des taux préférentiels de la Banque d'import-export.

Second volet de cette politique : le développement des transferts de technologie vers le Proche-Orient. Le groupe Mitsui aide ainsi le Koweït à construire une usine d'éthylène tandis que Mitsubishi installe une liaison par câble électrique entre l'Egypte et la Jordanie.

Tokyo, qui avait suspendu son aide à l'Irak à la suite de la guerre avec l'Iran, envisageait ces dernières semaines de la rétablir. Mais ce qui était qualifié à Tokyo de « diplomatie des canons » de Bagdad avait jusqu'à présent dissuadé les Japonais de modifier leur position. A plus forte raison aujourd'hui.

PHILIPPE PONS

Jérusalem : il est temps que les Occidentaux prennent conscience de la menace

JÉRUSALEM

de notre correspondant

D'un bout à l'autre de l'échiquier politique, le ton est à l'inquiétude croissante, et les scénarios les plus pessimistes sont dans toutes les têtes. Les dirigeants israéliens ont pas attendu l'invasion du Koweït pour être convaincus des dangers que représente le régime irakien ; ils disaient depuis plusieurs semaines déjà — et ont répété toute la journée du jeudi 2 août — que le président Saddam Hussein n'était pas homme à profiter des menaces en l'air.

Comme il ne se passe guère de semaine sans que le chef de l'Etat irakien lance de nouvelles tirades bellicistes à l'encontre d'Israël, les mêmes responsables se voient encore un peu plus renforcés dans leurs craintes. Leur souci était, cependant, de ne pas ajouter à la tension, d'éviter de se laisser entraîner dans un cycle de menaces et contre-menaces et d'adopter un profil bas : « Je ne pense pas qu'une quelconque opération militaire israélienne soit nécessaire », a répété, jeudi, à plusieurs reprises, le ministre de la Défense, M. Moshe Arens.

Mais à l'instar de la plupart des commentateurs locaux, le ministre estime que Saddam Hussein ne s'arrêtera pas là : « Il va chercher d'autres cibles », a dit M. Arens, convaincu que les Occidentaux le laisseront faire sans réagir. Le ministre a repris une comparaison qui était, vendredi, dans tous les journaux israéliens : « A ceux qui ont connu les années 30, cela rappelle la montée d'Hitler — la différence est que nous disposons maintenant d'une armée forte. »

Ancien ministre de la Défense, le travailliste Itzhak Rabin explique en substance : Saddam Hussein peut entraîner la région dans un cycle de radicalisation auquel ne pourront résister ni la Jordanie, ni l'Egypte, ni

la Syrie, qui, obligés de « suivre », s'aligneront sur le ton et la ligne de Bagdad.

Au bout de cette logique — et beaucoup pensent qu'elle est aujourd'hui en marche — il y a la re-création d'un front est contre Israël avec toutes les conséquences que cela signifie. Ce n'est pas par hasard, ni simplement pour empêcher une coupe dans son budget, que le chef de l'Etat-major, le général Dan Shomron, un homme qui est tout le contraire d'un alarmiste, déclarait mercredi à la commission de la Défense de la Knesset : « La mise en garde que je lance contre le danger irakien ressemble à celle lancée par l'Etat-major à la veille de la guerre du Kippour » (en 1973).

« Lignes rouges »

Dès lors, les dirigeants israéliens se sont aussi attachés jeudi à rappeler qu'il y avait des « lignes rouges » dont le franchissement signifierait une menace directe pour l'Etat hébreu. « Elles sont bien connues de tout le monde », disait-on au ministère des Affaires étrangères. M. Arens a mis les points sur les « i » en rappelant que tout déplacement de force irakien à l'intérieur du territoire jordanien constituerait un casus belli pour Israël. Le problème, c'est que les dirigeants israéliens ne sont nullement convaincus que la clarté du signal est bien parvenue par son destinataire irakien.

A tout le moins, ce dernier ne donne-t-il guère l'impression de se soucier des réactions des Occidentaux, que les Israéliens accusent d'avoir été indifférents ou complaisants face à la montée en puissance de l'Irak.

Inévitablement, les dirigeants israéliens, du moins ceux de la droite aujourd'hui au pouvoir, n'ont pu s'empêcher de s'adresser jeudi à leurs collègues occidentaux sur le thème du « On vous l'avait pourtant

bien dit... ». Sous-entendu : il est temps que les Américains et les Européens — ces derniers, notamment la France, étant souvent des fournisseurs de matériel militaire à l'Irak — comprennent la menace que représente le régime de Saddam Hussein et accordent un peu plus de crédit aux mises en garde du Likoud. Son chef, le premier ministre Itzhak Shamir, ne cesse de répéter qu'Israël ne peut s'occuper prioritairement de la question palestinienne alors que la course aux armements se poursuit dans la région et que la première menace pesant sur l'Etat hébreu vient d'abord de pays arabes tels que l'Irak ou la Syrie.

« La communauté internationale », a dit M. Avi Pazner, porte-parole du premier ministre, « doit ouvrir les yeux et prendre conscience que le problème prioritaire n'est pas entre Israël et les Palestiniens mais que l'Irak est le principal facteur de déstabilisation dans la région ».

La réaction du ministère des Affaires étrangères était la même : « Nous condamnons cet acte d'agression flagrant (...), déclare un communiqué, une opération qui démontre où se trouve le vrai danger dans la région. » A l'exception de celle du travailliste Ezer Weizman, peu nombreuses étaient les voix qui ont fait valoir, jeudi, que la menace irakienne ne dispensait aucunement Israël de rechercher un règlement du conflit avec les Palestiniens.

Le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, dira la semaine prochaine, à Washington, à son homologue américain, M. James Baker, qu'Israël estime, plus que jamais, que seul un développement de la coopération stratégique entre les deux pays est de nature à dissuader Saddam Hussein d'aller plus loin dans l'escalade.

ALAIN FRACHON

Dans la presse britannique

« Un Hitler arabe »

Les journaux britanniques condamnent vendredi 3 août l'invasion du Koweït par l'Irak, plusieurs d'entre eux assimilant l'invasion irakienne aux opérations allemandes du début de la seconde guerre mondiale.

Dans un éditorial publié à la une de l'« Evening Standard », Robert Maxwell écrit que d'autres pays du Golfe sont menacés par l'Irak et que Saddam Hussein compte utiliser les réserves pétrolières de la région pour rançonner le monde. « Nous avons affaire à un Hitler arabe, la formule est la même : un différend forgé de toutes pièces ; des négociations empreintes de mauvaise foi ; et puis l'invasion, préparée bien avant. » « Qui sera le prochain ? Les Emirats arabes unis ? L'Arabie saoudite ? Israël ? »

Le Guardian qualifie l'invasion irakienne d'acte d'agression flagrant qui « s'ajoute à une liste indiscutable d'autres actes de même nature survenus depuis un demi-siècle, notamment ceux en Pologne, à Pearl Harbor, de Suez et en Hongrie ». Le quotidien Today, dans un commentaire de première page intitulé « Hitler Hussein », s'enrichit : « Depuis l'invasion de la Pologne par Hitler dans les années 30, jamais un pays n'avait annexé un voisin avec un tel cynisme. »

(Publié)

TAPIS : LE GRAND VOYAGE
Du Xin Jiang à Kairouan, les motifs, les techniques, l'histoire et le marché d'une œuvre d'art très recherchée. Un reportage couleur réalisé par Roland Gille, conseiller scientifique de l'exposition Tapis d'Orient.
Dans le numéro double de juillet-août d'« Arabes » en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy 75017 Paris (Tél. : 46.22.34.14)

L'OCCUPATION

La France pourrait

L'OCCUPATION DU KOWEÏT PAR L'IRAK

Après avoir entretenu avec Bagdad d'étroites relations

La France pourrait « revoir sa position » dans la région déclare M. Roland Dumas

Les circonstances de l'agression irakienne contre le Koweït amèneront certainement la France à revoir sa « position dans cette région », a déclaré, jeudi 2 août, M. Roland Dumas, qui a condamné « l'agresseur » et a évoqué la possibilité, pour la communauté internationale, de prendre des sanctions contre l'Irak, auxquelles Paris s'associerait. Peu après un communiqué de Matignon annonçant la décision du gouvernement de contrôler les avoirs irakiens et koweïtiens en France (voir ci-contre).

Qualifiant l'opération de l'Irak d'« inadmissible », le ministre des affaires étrangères a souligné sur TF1 qu'elle intervenait dans « une zone particulièrement sensible, avec le risque rémanent d'une reprise du conflit avec l'Iran ». M. Dumas a également rappelé les difficultés de l'Irak à payer ses dettes, ce qui, a-t-il dit, « nous a amenés à suspendre toute livraison d'armement, et

je ne vois pas dans les circonstances actuelles de raison de les reprendre ».

Est-ce la fin d'une grande et belle amitié qui, en dépit de quelques vicissitudes financières et politiques qu'elle a connues, lie Paris et Bagdad depuis seize ans, par-delà les clivages politiques ?

Ce n'est pas sûr si l'on prend en compte l'ampleur des intérêts en jeu et la pugnacité des partisans avoués d'un soutien quasi-inconditionnel au régime du président Saddam Hussein ; à moins que, cette fois, la France – de même que l'ensemble des Occidentaux – soit réellement décidée à « marquer un coup d'arrêt » aux ambitions du président Saddam Hussein qui ont fini par mettre en danger tous les États de la région.

Une solide « amitié »

Nouées en 1974 par M. Jacques Chirac alors qu'il était premier ministre, les relations privilégiées entre les deux pays ont pris l'allure, avec le gonflement des échanges économico-militaires,

d'une solide « amitié » que ni la droite ni la gauche n'a remise en cause, les uns et les autres cherchant, au contraire, à la développer ; y compris lorsque le gouvernement et l'armée irakiens se sont livrés à des exodes tels que l'utilisation d'armes chimiques contre les forces iraniennes ou contre les populations civiles – comme ce fut le cas à la fin de la guerre irano-irakienne, en 1988.

Si le ton n'est plus aujourd'hui aux envolées telles que celle par laquelle M. Chirac accueillait M. Saddam Hussein à Paris en 1975 (« Vous êtes mon ami personnel. Soyez assuré de mon estime, de ma considération et de mon affection »), l'alliance est restée, jusqu'à présent, assez solide pour résister à quelques refroidissements (par exemple en 1989) liés aux difficultés de l'Irak à rembourser ses énormes dettes : 28 milliards de francs environ (Le Monde du 3 août).

On a pu, certes, détecter un léger « flottement » lorsque M. Dumas a pris la tête du ministère des affaires étrangères, avec une tentative d'inflexion de la politique

française face au conflit irano-irakien. Mais cette réorientation n'a, finalement, pas nui aux relations avec l'Irak, en dépit de « boudoirs » réciproques : elle n'a, surtout, pas empêché la poursuite des ventes d'armes à Bagdad, principal pilier de l'amitié entre les deux capitales – la France est, derrière l'URSS, le deuxième fournisseur de l'Irak auquel elle fournit 20 % de son armement.

Le soutien actif de Paris ne s'est jamais démenti, et en janvier dernier, c'est, avait-on alors dit à Paris, pour affirmer la pérennité des liens entre les deux pays que M. Jean-Pierre Chevènement s'était rendu en visite officielle en Irak.

Il est vrai que l'un des arguments avancés à Paris, tout au long de la guerre du Golfe, pour justifier un indéfectible soutien à l'Irak – à savoir, la nécessité de préserver la position de la France dans le monde arabe – ne tient plus à partir du moment où c'est, cette fois, à un autre pays arabe que les Irakiens se sont attaqués. Un État qui, de plus, est un important client de Paris dans la région.

YVES HELLER

Un client privilégié des fournisseurs d'armements français

Client privilégié des « marchands de canons » français durant la guerre du Golfe, qui l'opposa à l'Iran de l'imam Khomeiny de 1980 à juin 1988, Saddam Hussein dispose aujourd'hui d'un arsenal made in France des plus conséquents. Il peut ainsi aligner près de 210 Mirage-3 et F1 – armés de missiles Exocet pour la plupart, – 80 hélicoptères d'attaque de type Gazelle, 100 postes de tir de missiles Hot, des lance-missiles Milan, et plusieurs centaines de véhicules de transport de personnel de type Panhard.

Face à cet armement, les troupes du cheikh Djafar Al Ahmed Al Salah ne pouvaient opposer qu'un bien maigre équipement en matériel de guerre estampillé en France : l'armée koweïtienne ne dispose en effet que de 42 Mirage-F1 de défense aérienne et d'entraînement (achetés entre 1984 et 1986), 16 hélicoptères Puma et 12 Gazelle, 22 postes de tir Hot et 40 mortiers de 120 mm Brandt. Il y avait bien eu en septembre 1989 des négociations quant à la fourniture par la France d'une quinzaine de Mirage-2000 au Koweït, mais rien de concret n'avait abouti.

Du côté irakien, on espérait également, à la même époque, s'équiper en Mirage-2000, auprès des usines Dassault, mais à une bien autre échelle : la signature d'un contrat de 22 milliards de francs, pour 50 de ces appareils, avait en effet été envisagée. Mais ici la rupture des discussions a une cause beaucoup plus évidente, la dette du régime de Bagdad auprès du gouvernement français. Ce sont en effet plus de 8 milliards de dollars que doit le leader du parti Baas irakien depuis la fin de la guerre avec l'Iran.

Dans l'état actuel des choses et de l'avancement du conflit avec le Koweït, il est en fait très improbable que la France reprenne ses livraisons d'armes aux deux belligérents. Ce qu'a d'ailleurs confirmé le chef de la diplomatie, M. Roland Dumas, sur TF1, jeudi 2 août : le non-paiement des échéances par Bagdad a amené Paris « à prendre ses distances ». Et pourtant, malgré ses difficultés, l'homme fort de Bagdad avait, en janvier dernier, sorti de son chapeau l'argent nécessaire pour payer cash 900 millions d'équipements électroniques ultra-sophistiqués chez Thomson-CSF.

Dans la presse parisienne L'« Anschluss »

Les quotidiens parisiens consacrent tous leur « une » et leurs éditions à l'offensive de l'Irak sur le Koweït. La condamnation est unanime. Jean-Michel Helvig, dans Libération, comme Jacques Jacquart-Francillon, dans le Figaro, évoquent tous deux l'Anschluss de 1938 proclamé par l'Allemagne hitlérienne entre le Reich et l'Autriche, pour qualifier l'attitude du président Saddam Hussein. « Saddam Hussein, écrit Libération, ajoute au cynisme de son adversaire (Hitler) le fait de détourner à ses propres fins une force militaire, sinon politique, que lui aura fournie un monde occidental – URSS comprise – qui jure, un peu tard, qu'on ne l'y reprendra plus ».

Pour Paul Cambon, du Quotidien de Paris, Saddam Hussein a « la logique de son cynisme ». Et si l'intervention irakienne a provoqué un réel effet de surprise, indique l'éditorialiste, c'est « parce que personne en Occident n'ose imaginer que les menaces guerrières soient un jour mises à exécution ».

Pour Jean-Michel Helvig, de Libération, cette offensive est aujourd'hui rendue possible par la nouvelle distribution des cartes entre les deux Super-Grands. « En se repliant, écrit-il, sur leurs intérêts continentaux, sinon leurs egoïsmes nationaux, l'URSS et les États-Unis ont laissé le champ libre à des appétits régionaux, qui n'ont plus de permission à demander, ni de comptes à rendre et qui peuvent

à l'occasion prendre la forme d'un gangstérisme pur et simple ».

Responsable aussi, sous la plume des éditorialistes, la France et ses livraisons d'armes à l'Irak. Le Figaro relève, ainsi, que « le gouvernement français condamne comme tout le monde et se hâte de dire que, si nous avons beaucoup pêché dans le passé en vendant beaucoup d'armes à Bagdad, nous sommes, aujourd'hui, blancs comme neige, puisque nous n'en livrons plus... pour la bonne raison que nos factures sont demeurées impayées ».

Quant aux conséquences de l'intervention irakienne, si chacun souligne, comme Jacques Coubar dans l'Humanité, que « le danger est réel de voir l'incendie s'étendre », c'est, toutefois, l'« union sacrée » affichée par la communauté internationale dans la condamnation de l'intervention qui retient toutes les attentions et suscite un peu d'« espoir ». « Comme si, écrit Libération, dans un monde « déréglé », se redessinaient un code minimum de bonne conduite. C'est, pour l'heure, un indice d'optimisme ». Dans le Figaro, Jacques Jacquart-Francillon écrit, pour sa part, que la double condamnation américaine et soviétique démontre, au moins, l'hypothèse d'un « Munich corrigé par Moscou et Washington ». « Est-ce suffisant, s'interroge l'éditorialiste, ne faudra-t-il pas passer aux actes ? »

Le gouvernement gèle les avoirs des deux États

Le Journal officiel du vendredi 3 août a publié un décret signé par le premier ministre par intérim, M. Pierre Bérégovoy, instaurant un gel des avoirs financiers du Koweït et de l'Irak en France. Selon le décret, « sont soumis à autorisation préalable du ministre chargé de l'économie les opérations de change, les mouvements de capitaux et les règlements de toute nature entre la France et l'étranger effectués pour le compte de personnes physiques ou morales résidant au Koweït et en Irak ou de nationalité koweïtienne ou irakienne, (ainsi que) la constitution et la liquidation d'investissements d'origine koweïtienne et irakienne en France ».

Le décret, « vu l'urgence, entrera immédiatement en vigueur ». La mesure, ferme, décidée par le gouvernement français, est similaire à celle prise par les États-Unis quelques heures auparavant, ne vise pas tant à bloquer les avoirs irakiens en France qu'à protéger ceux du Koweït. En effet, tout transfert d'actifs, que ce soit le produit de la vente

d'un bien immobilier, d'une participation dans une entreprise ou d'un portefeuille de titres financiers, devra Jrccevoir l'agrément du ministère des finances, même s'il n'est pas réalisé directement par des personnes koweïtiennes ou irakiennes.

De source officielle française, on estime que le montant des dépôts irakiens et koweïtiens dans les banques françaises – qui ne comprend pas les actifs immobiliers et les participations d'entreprises – atteint 9 milliards de francs environ, dont 7,5 milliards pour le Koweït, et 1,5 milliard pour l'Irak.

La Grande-Bretagne a également pris des mesures visant à protéger les avoirs koweïtiens, sans geler ceux de l'Irak. La Belgique a annoncé vendredi 3 août son intention de mettre en place un dispositif similaire. Les autorités suisses ont, pour leur part, demandé à leurs banques d'exercer une « vigilance accrue » dans le cas d'opérations touchant des actifs irakiens et koweïtiens.

Dans les états-majors politiques

Réprobation générale

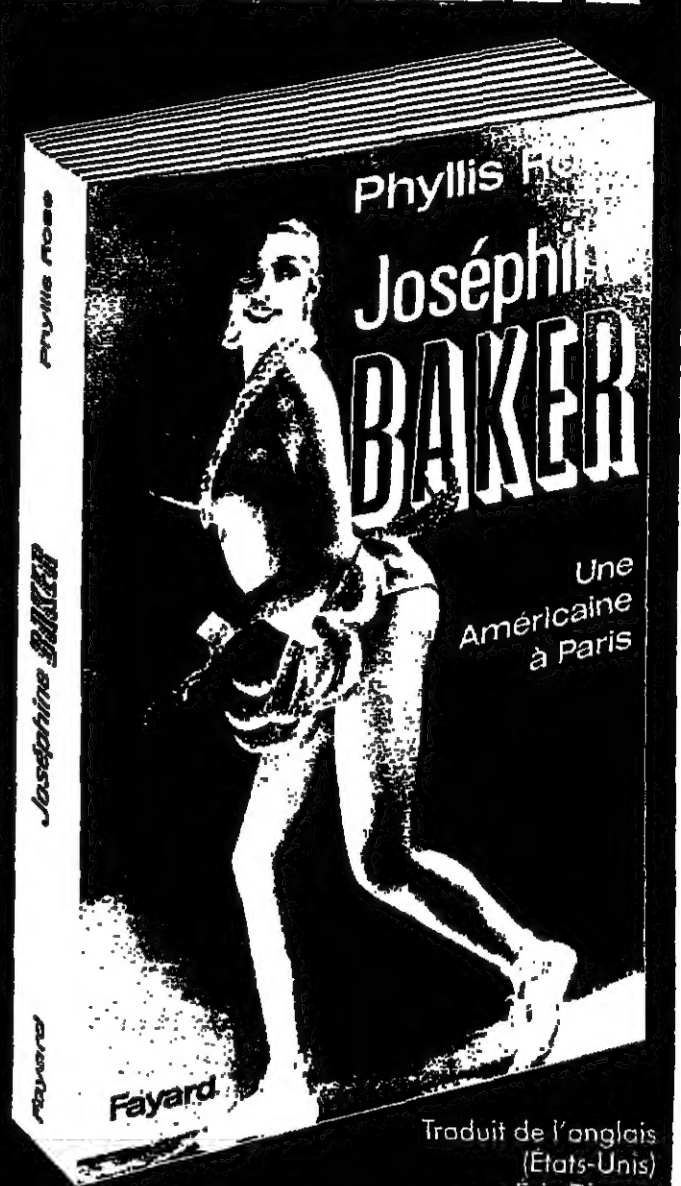
Interrogé par RTL sur l'attitude de la France à l'égard de l'Irak, M. Pierre Bérégovoy, qui assure la fonction de premier ministre par intérim, a déclaré, jeudi soir : « Si l'Irak continue à manifester une volonté d'agression, si l'Irak ne respecte pas les décisions des Nations unies, s'il entend mettre sous sa férule, sous sa bannière, les peuples de cette région du monde, les relations entre la France et l'Irak s'en trouveront détériorées et notre diplomatie aura à en tirer les conséquences. La réprobation de l'agression irakienne est générale dans les milieux politiques. Le Parti socialiste a condamné « fermement », jeudi 2 août, ce qu'il considère comme « une violation caractéristique du droit international et de la Charte des Nations unies » et demanda « le retrait immédiat des troupes irakiennes ».

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, s'est élevé en termes similaires contre cet « acte de violence inadmissible » et il a demandé que « la France suscite au plus vite une réunion des membres de la Communauté européenne pour que l'Europe joue un rôle actif dans un règlement international rapide de ce conflit ».

M. Philippe Vasseur, membre du secrétariat national du Parti républicain, estime que « l'invasion du Koweït par l'armée irakienne » est « intolérable ». « Nous devons la rejeter, la condamner et la combattre », a-t-il dit. Ces événements, selon lui, mettent « en lumière les insuffisances et les fautes d'un Occident timoré jusqu'à la lâcheté ».

Pour les Verts, le « gouvernement français », qui est « un des principaux alliés de Saddam Hussein », doit décréter « un embargo immédiat sur toutes (les) relations commerciales [de la France] avec l'Irak ». « Cet embargo devrait être maintenu jusqu'au retrait total des troupes irakiennes du territoire koweïtien », a ajouté M. Patrick Miran, délégué aux relations internationales du mouvement écologiste.

TOUTE LA VIE DE JOSEPHINE BAKER



Traduit de l'anglais (États-Unis) par Eric Diacon
394 p. - 120 F

Si la vedette de la Revue nègre vaut bien une biographie, ce n'est pas seulement pour son aptitude à faire faire à son corps exceptionnel, vêtu d'un régime de bananes, les pitreries d'un âge primitif, ni pour la beauté exotique de sa danse tout en gesticulations. En plus d'une destinée romanesque scandée par le combat antiraciste et la participation, pendant la guerre, aux services français de contre-espionnage, ce « joli gavroche café au lait » contribue à réformer en France la vision des Noirs, de l'Amérique, de la danse, des mœurs et des pensées, représentant presque à lui seul la modernité de l'entre-deux-guerres.

Marion Van Renterghem, Figaro Magazine

Phyllis Rose a retracé la vie de Joséphine Baker de main de maître.

Christine Amoth, Le Parisien

FAYARD

Le Monde
L'ÉDUCATION
JUILLET/AOÛT
DOSSIER SPÉCIAL
S'INSCRIRE
EN PREMIÈRE ANNÉE DE FAC
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'OCCUPATION DU KOWEÏT PAR L'IRAK

L'Arabie sans frontières

par Michel Foucher

Le régime de Bagdad a atteint en une nuit l'un des buts de guerre qu'il s'était fixés dix ans plus tôt en lançant une offensive militaire contre l'Irak dans le secteur stratégique du Chatti-el-Arab : maîtriser une ouverture libre de tout regard hostile sur le golfe Arabo-Persique.

Son accès lui était doublement bloqué : à l'est, par le contrôle irakien sur le Chatti-el-Arab ; à l'ouest, par la présence koweïtienne sur la petite île inondable de Warba et la très grande île de terre ferme de Boubiyane, qui ferment la branche nord-ouest, dite Abd-Allah, du Golfe, et soumettent le trafic du port irakien d'Oumm-Qasr, alternatif à Fao, à un droit de regard du Koweït.

L'attaque irakienne n'a rien d'un orage dans un ciel serein. Les revendications territoriales de Bagdad ne sont pas nouvelles et ne constituent, en réalité, que l'argument d'un contentieux beaucoup plus radical. Vu de Bagdad, le Koweït n'a pas plus de légitimité que le Liban vu de Damas.

N'est-ce pas ce qu'en d'autres termes déclarait Saddam Hussein il y a peu au sommet arabe de Casablanca (« Les gros peuvent manger les petits »). Il reprenait par là la position constante des dirigeants irakiens face à ce protectorat établi par Londres sur un rayon de 64 kilomètres autour du port de Koweït, rendu autonome en 1913 en échange d'une participation des tribus régionales à la guerre contre les Ottomans qui occupaient le Chatti-el-Arab.

Déjà, en juin 1961, une semaine après la proclamation de l'indépendance du Koweït, le général Kassim, premier ministre irakien, revendiquait la totalité du territoire du nouvel Etat, rappelant que ce dernier avait été une partie intégrante du wilayat ottoman de Bassorah ; aussi l'Irak. Etat successeur, ne considérait-il le cheikh de Koweït que comme un qaim maqam, un simple préfet représentant le gouverneur de Bassorah.

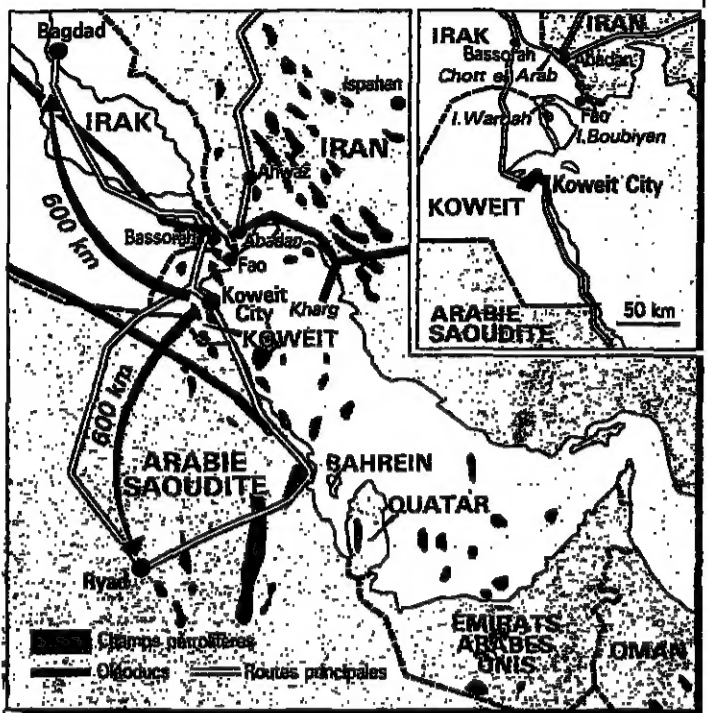
Certes, en 1963, son successeur, Arif, reconnut le Koweït, d'unent protégé par les forces britanniques, mais pas ses frontières, très grossièrement définies dans un échange de lettres de 1930-entre le cheikh Ahmad et le premier ministre irakien en des termes représentant le tracé garanti par les Britanniques à leur protectorat.

Le litige sur les deux îles mentionnées se développa donc au

point qu'en 1973 les troupes irakiennes occupèrent un poste frontalier ; elles ne se retirèrent que sous l'effet de la désapprobation arabe générale. On connaît la suite de cet échec irakien : accord frontalier signé à Alger en 1975 entre l'Irak et l'Iran, au profit de ce dernier, puis tentative de le corriger par les armes à partir de 1980 ; nouvel échec malgré huit ans de

bitution est-elle plus vaste ? S'il s'avère que le Koweït occupé militairement devient une simple préfecture, sous couvert de gouvernement révolutionnaire allié, gérée depuis Bassorah ou Bagdad, le Moyen-Orient entre dans une période de profonds bouleversements.

Le premier enjeu n'en est rien moins que le contrôle de la pénin-



guerre. Bref, deux options récurrentes au service d'un objectif permanent.

Le premier enjeu

L'importance de ces îles aux yeux de Bagdad était liée à la mise en exploitation du champ pétrolier voisin de Kowmala et au développement du port d'Oumm-Qasr. L'enjeu de la négociation amorcée en 1973, poursuivie en 1981, était d'échanger Warba et la moitié de Boubiyane - qui serait louée pour quatre-vingt-dix-neuf ans à l'Irak - contre la reconnaissance par Bagdad des autres frontières du Koweït. Le désaccord a persisté.

Est-ce désormais que l'Irak est en mesure d'imposer ou bien l'am-

arabique. D'une part, les principales réserves de pétrole saoudien se situent dans la partie nord-est de la péninsule, c'est-à-dire au sud du Koweït ; la ville de Koweït est aussi proche de Ryad que de Bagdad, et il n'y a pas là l'équivalent topographique des montagnes du Zagros et du plateau iranien pour ralentir une éventuelle agression militaire. L'Arabie est vulnérable, malgré son armement sophistiqué.

D'autre part, au sud-ouest, l'unification des deux Yémens souligne assez que le régime saoudien n'est plus une puissance régionale capable de diviser pour régner. Ajoutons-y le lourd contentieux persistant entre les deux Etats sur les provinces d'Asir, de Najran et de Jizane, conquises en 1934 sur le Yémen et figurant toujours sur ses

propres cartes. Se dessinait alors un scénario redoutable où la vaste confédération de tribus rassemblées par Ibn Saoud se trouverait bientôt menacée dans deux de ses régions les plus sensibles, l'Arabie du Nord-Est, l'Arabie du Sud-Ouest, sous l'effet d'une alliance entre Bagdad et Sanaa.

Mais il y a plus grave. Si la force prime le droit, les puissances « régionales », sous le prétexte commode de l'équilibre, en viendront bientôt à imposer définitivement leur contrôle sur les espaces depuis longtemps convoités et à dominer les nombreuses populations minoritaires, de la montagne chrétienne du Liban à la Cisjordanie en passant par l'Asir et les émirs chiites de la rive occidentale du golfe devenu « irako-persique ». La grande Arabie saoudite serait la première victime d'un nouveau partage non avoué de type Sykes-Picot (I) version fin de siècle et, d'un même mouvement, tous les groupes minoritaires du Levant et du Moyen-Orient seraient sacrifiés à une Realpolitik qui, cette fois, ne serait pas d'importation.

Face à un tel risque, l'indispensable rappel du principe de respect des souverainetés territoriales n'est-il qu'un vœu pieux ? Dans cette vaste région où tous les Etats sans exception peuvent faire fond sur des contentieux spatiaux et qui est l'ensemble géopolitique dans le monde où les limites d'Etat sont le moins clairement définies, il est temps que les dirigeants dépassent la seule incantation d'un « monde arabe » dont le flou territorial sert à masquer des ambitions élitiques concordes. Il est urgent aussi qu'ils modèrent la définition que donnait Ibn Saoud de la frontière : « Une ligne imaginaire dans le désert ouvert où les tribus ont l'habitude de se déplacer ».

Michel Foucher est géographe et dirige l'Observatoire européen de géopolitique.

(1) Accords secrets entre la Grande-Bretagne et la France, conclus durant la première guerre mondiale (1916) par Sir Mark Sykes et Georges Picot, qui aboutirent au démembrement de l'empire ottoman et au partage du Proche-Orient (Irak, Palestine, Syrie et Liban) en zones d'influence britannique et française. [N.D.L.R.]

« La seule autorité reconnue par la City : l'émir et sa famille »

LONDRES

Face à la cathédrale Saint-Paul, Saint Vedest House, un immeuble discret de Cheapside, en plein cœur de la City, apparaît écrasé par la masse des gratte-ciel de verre et de métal. L'absence de plaque, la petite porte d'entrée ouverte sur un corridor en marbre bariolé par deux gardes, les vitres blindées, les rideaux perpétuellement tirés et les quatre caméras de surveillance soulignent le goût du secret du mystérieux propriétaire du « 150 ». Son portrait trône dans l'ascenseur dont tous les boutons sont à clé : l'émir du Koweït, le cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah. Il s'agit du siège du Koweït Investment Office (KIO), bras séculier de l'émirat en Europe.

Comme les Etats-Unis, la France et la Suisse, la Grande-Bretagne a gelé les avoirs koweïtiens pour les protéger contre toutes les tentatives de minimisation irakiennes par un gouvernement fantoche interposé. D'après des rumeurs qui circulent jeudi dans le cœur de la City, c'est à l'issue d'un accord conclu grâce à la médiation de la Banque d'Angleterre entre le secrétaire d'Etat au ministère du Commerce et de l'Industrie chargé des affaires de la City, M. John Tiddwood, et les représentants du KIO, que l'ambassadeur du Koweït auprès de la Cour de Saint-James a introduit au Foreign Office la requête de la mise sous séquestre d'avoirs en Grande-Bretagne, estimés à 15 milliards de livres (150 milliards de francs). A Londres, l'Irak n'a pratiquement pas d'avoirs, rien que des dettes.

Le portefeuille britannique du KIO comprend des participations dans BP (9,8 %), Midland Bank (10,8 %) le groupe financier Dewey Warren (21 %) sans

oublier d'énormes investissements dans l'immobilier (notamment le grand projet du London Bridge City qui sort de terre dans le quartier des docks), l'assurance et l'hôtellerie. La City a toujours su s'accommoder des richesses d'autrui et en profiter à bon escient. Le gel des avoirs du KIO la prive toutefois d'un joli pactole de commissions.

Théoriquement, il y a séparation totale entre la richesse de la famille royale et celle de l'Etat. Mais, en réalité, les responsables qui contrôlent la dispersion des fonds sont tous des membres de la famille royale ou ses associés. « Le contrôle de l'émir et de ses proches sur les avoirs du pays est virtuellement total », déclare un banquier.

« Les gestionnaires des fonds du KIO n'auraient jamais accepté des ordres de vente provenant d'un gouvernement croupion. La seule autorité reconnue dans la City est celle de l'émir et de sa famille. D'ailleurs, les contrats d'administration des comptes du KIO comprennent toujours une clause de ce genre », ajoute notre interlocuteur.

Toute tentative de l'Irak de s'emparer du bas de laine du KIO se serait heurtée, de toute manière, à un autre obstacle de taille : en tant qu'Etat monarchique, l'émirat bénéficie en Grande-Bretagne, ex-puissance tutélaire, du principe d'immunité souveraine. Le micro-Etat pétrolier de Brundis dispose du même avantage. En vertu de ce statut accordé lors de l'indépendance, les opérations du KIO ont lieu sur le rattachement de la Banque d'Angleterre, ce qui garantit le secret des transactions. Le KIO ne paie pas d'impôts en Grande-Bretagne.

MARC ROZEN

Sérénité à la Bourse de Francfort

Le gouvernement fédéral ouest-allemand a annoncé vendredi 3 août dans la matinée un gel des avoirs koweïtiens en RFA. Outre-Rhin, les milieux économiques et financiers restaient relativement sereins, malgré l'importance des intérêts du Koweït dans de nombreuses grandes firmes du pays.

FRANCFORT

correspondance

La Bourse de Francfort semblait toujours plus préoccupée, jeudi 2 août, par les difficultés financières de la RDA et l'appel au secours lancé par Berlin-Est pour obtenir des aides supplémentaires de Bonn que par la crise dans le Golfe. Certes, les principales valeurs ont enregistré des baisses, et les plus importants reculs ont concerné les entreprises dans lesquelles le Koweït a des intérêts comme Daimler-Benz, Volkswagen, Hoechst et Metallgesellschaft. Mais les experts se refusent à parler d'écroulement.

Selon M. Ernst-Moritz Lipp, vice-président de la Dresdner Bank, le conflit armé entre l'Irak et le Koweït ne remet pas en cause la sécurité des approvisionnements énergétiques de la RFA dans la mesure où ces deux pays n'entrent que pour une part

négligeable dans les importations ouest-allemandes (entre 2 % et 3 % du total).

A propos des participations détenues par le Koweït dans plusieurs grandes sociétés allemandes, les milieux bancaires de Francfort ne montrent également aucun signe d'inquiétude particulière. Négociées par l'intermédiaire de la Dresdner Bank et de la Deutsche Bank, les deux principales banques commerciales outre-Rhin, ces participations ont un caractère « amical », indiquent-ils à la Dresdner. Au siège de la Metallgesellschaft, dont le KIO contrôle 20 % du capital (et non pas 15 % comme indiqué par erreur dans le Monde du 3 août), on estime que « la participation koweïtienne n'a aucune influence sur l'activité du groupe ». Même dans la pire des hypothèses, une prise en main totale par le leader irakien Saddam Hussein de l'ensemble des avoirs du KIO pour financer ses dettes, la riposte ne se ferait pas attendre. « Il n'y a aucune possibilité pour que le siège actuellement détenu par un représentant koweïtien au conseil de surveillance tombe dans les mains des Irakiens puisque c'est l'assemblée des actionnaires dans son ensemble qui décide des nominations », nous a précisé un porte-parole de Metallgesellschaft.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Les partenaires commerciaux de l'Irak et du Koweït

(en 1989, pour le secteur civil)

IRAK	KOWEÏT
Principaux fournisseurs (millions de dollars)	Principaux fournisseurs
1. RFA..... 1 235	1. Etats-Unis..... 854
2. Etats-Unis..... 1 174	2. Japon..... 670
3. Grande-Bretagne..... 707	3. RFA..... 467
4. Japon..... 491	4. Grande-Bretagne..... 374
5. France..... 480	5. Italie..... 352
Principaux clients (millions de dollars)	Principaux clients
1. Etats-Unis..... 2 408	1. Japon..... 2 338
2. Turquie..... 1 649	2. Pays-Bas..... 1 138
3. Brésil..... 1 236	3. Etats-Unis..... 974
4. Japon..... 1 214	4. Italie..... 536
5. France..... 852	5. Danemark..... 430

Sources : OCDE, statistiques du commerce extérieur, 1989, à l'exception du Brésil (FMI, année 1988).

La plus grande banque mondiale

Suite de la première page

Avec 100 à 200 milliards de dollars d'actifs, répartis sur toutes les grandes places du globe, des participations dans quelques-uns des principaux groupes industriels et financiers mondiaux (le Monde du 2 août), et de surcroît une compagnie pétrolière implantée du puits jusqu'à la pompe dans la plupart des pays européens, le Koweït, jusqu'à la source de pétrodollars, est à l'évidence aujourd'hui une source de déstabilisation.

Pour l'heure, l'incertitude domine. Banquiers et pétroliers balancent entre deux scénarios de gravité inégale. Premier scénario : le conflit-éclair. L'Irak en position de force vend cherement son retrait. Le roi Fahd et l'émir du Koweït sortent légitimement de la demande de 2 milliards de dollars, ils en auront 5, plus l'effacement des dettes koweïtienne et saoudienne, et les deux îles (Boubiyane et Warba), plaisantes au banquier. Un scénario de plus en plus improbable mais qui n'aurait guère de conséquences graves : les prix du pétrole, après une flambée spéculative, retomberaient vite aux niveaux précédents, le gouvernement légal du Koweït pourrait rapidement rentrer en possession de ses avoirs et de ses gisements et reprendre sa gestion prudente, traditionnellement favorable à l'Occident.

Tout dépend de l'ampleur des sanctions

Le second scénario, de plus en plus probable, est beaucoup plus alarmant. L'Irak n'abandonne pas et installe un gouvernement fantoche qui assure la gestion du pétrole koweïtien et revendique la propriété de tout le patrimoine financier de l'Etat. Le Koweït se libérise. Et la situation internationale se complique.

Sur le plan pétrolier, la situation fondamentale du marché est a priori excédentaire. Mais tout dépend de l'ampleur des sanctions décidées par l'Occident. Si l'embargo contre le pétrole irakien et par assimilation koweïtien par les Etats-Unis se généralise, c'est environ 4 millions de barils par jour qui disparaissent du marché, fait remarquer M. John Lichtblau, président de la Petroleum Industry Research Foundation de New York. Un « trou » difficile à combler, bien que les stocks soient actuellement au plus haut, et qui risque de créer une pénurie. A moins que l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, seuls capables de combler ce « trou », fassent fi des menaces irakiennes et gonflent massivement leur production. Une envolée des cours est alors possible.

Le gel des dépôts

Si l'embargo n'est pas total, aucune pénurie n'est à prévoir à court terme. Les stocks permettent d'avaliser sans problème un arrêt même prolongé de la production koweïtienne. Mais c'est alors la stratégie pétrolière à moyen terme de Saddam Hussein qui pose problème.

L'Irak, en contrôlant le Koweït, se retrouve à la tête des plus grosses réserves de pétrole du monde (avec 20,9 % du total, soit plus que l'Arabie saoudite avec 18,6 %) et d'une production quotidienne de 5 millions de barils environ, égale à celle des Saoudiens et qui représente environ 10 % du total mondial hors pays de l'Est. De quoi peser massivement sur les prix du baril et les pousser durablement à la hausse, avec la bénédiction de l'Iran, désormais allié. L'Occident dans ce cas n'aurait plus qu'à dire adieu aux effets bénéfiques du pétrole bon marché.

Sur le plan financier le scénario

de « libanisation du Koweït » est tout aussi inquiétant. A court terme la seule parade pour les pays occidentaux dépositaires de fonds koweïtiens est le gel des dépôts. C'est la décision prise par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne fédérale et le Japon, la Suisse s'étant contentée de demander à ses banques une « diligence accrue » pour protéger les avoirs de l'Etat koweïtien.

Ce gel soulève les banques d'une responsabilité douloureuse. Les banquiers gèrent les patrimoines privés et publics du Koweït peuvent, grâce à ce « parapluie » officiel, s'opposer à tout retrait ou transfert de fonds ordonnés de Koweït par un quelconque gouvernement fantoche, comme l'a demandé le bureau d'investissements koweïtiens (KIO) à toutes les sociétés de Bourse, prévenant que quiconque tenterait de placer un ordre de vente à son nom agirait illégalement. Il y a fort à parier que même en l'absence de gel officiel, les banques observent une prudence extrême en attendant de voir la suite des événements. « On joue au plus fin. On demande à tout le monde de venir sur place pour retirer les fonds », explique un professionnel.

Une manière de faire pitice aux prétentions du nouveau « gouvernement du Koweït libre », qui, parlant de Bagdad, a déjà annoncé la saisie de la fortune de l'émir et de sa famille accusée « d'abus de sa richesse qu'elle ne mérite pas et qu'elle a dilapidée ».

Un partenaire modèle

Mais la solution du gel, qu'il soit officiel ou officieux, ne peut être que transitoire. A terme, soulignent les banquiers, tout dépendra du statut du nouveau gouvernement koweïtien. Si le gouvernement fantoche est reconnu par les Etats occidentaux, rien ne s'opposera plus à ce qu'il prenne possession des dépôts, actifs et autres valeurs détenus légalement par l'Etat du Koweït. Une masse énorme de capitaux passerait ainsi sous contrôle irakien sans que personne ne puisse en prédire les

VERONIQUE MAURUS

M. Tapie

سكز ابن لاجل

M. Tapie est-il, aussi, un bon député ?

Dix-huit mois après son élection, l'activité de l'homme d'affaires est diversement appréciée dans sa circonscription marseillaise

MARSEILLE

de notre correspondant régional

« Où il est, mon député ? Je le cherche, il n'est pas là. Il n'est pas là-haut. On dit qu'il est à l'Assemblée nationale, mais ça ne me rassure pas. Il n'est pas là-bas non plus. Il n'est pas dans la cité, pendant la campagne, je lui ai dit : je voterai pour vous, mais, après, ne jetez pas les courants d'air ! »

M. Tapie a été élu député de la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône (neuvième et partie des dixième et onzième arrondissements de Marseille) le 29 janvier 1989. Un an et demi a passé. M. Saura, « ne l'a plus jamais revu ». Il l'a invité récemment dans son quartier, « sans recevoir de réponse ». Certes, convient-il, « c'est un homme très occupé, et nous ici, on ne représente pas grand-chose ; mais, quand même, je me demande si la politique l'intéresse beaucoup, sinon dans les médias ».

M. Saura n'est pas le seul à se plaindre de l'évanescence de son élu. « Le seul contact que nous avons eu avec lui, explique M. Simone Heim, déléguée d'un club du troisième âge de l'Entraide des Bouches-du-Rhône dans le quartier de La Pauline, c'était avant l'élection. Il nous avait invités à une belle fête au château des Fleurs et il nous avait dit qu'on pouvait compter sur lui. » Même déception de M. Jérôme Monod, président du comité d'intérêt du quartier (CIQ) Saint-Tronc qui pense, gentiment, « qu'il n'a pas bien tenu ses engagements ». Plus sévère, M. Adrien Di Landro, vice-président du CIQ de la cité Gardanne, se repent amèrement, pour sa part, « d'avoir mouillé son moulin » pour le président de l'OM, qu'il qualifie, sans plus de façon, de « député fantôme ».

M. Loo :

« C'est un cas »

Les amis de M. Tapie déplorent, eux-mêmes, son absence sur le terrain. « Je le lui ai fait remarquer », soupire M. Charles-Emile Loo, maire du cinquième secteur. Le candidat député avait, certes, averti ses partisans qu'il ne « passerait pas sa vie à servir des papiers », mais il leur avait juré, aussi, qu'à Paris il « ouvrirait sa guilde » et qu'il exerceait un véritable « pouvoir de nuisance ». Cependant, à l'heure de vérité, le 12 juin, sur Antenne 2, il a dû confesser qu'on « ne le voit pas beaucoup » sur les bancs de l'Assemblée nationale, « pas parce que ce n'est pas important d'y être, précisément, mais parce que je n'ai pas beaucoup le temps ».

M. Loo plaide la « différence » du député de Marseille. « Lui, c'est un cas, s'attendrait-il, il donne du bonheur à ceux qui n'ont rien. » Une vedette, renchérit une élue municipale vigneronne, M. Marie-Jeanne Ruggeri, adjoint à la sécurité. Sous-entendu :

compte tenu de son entree exceptionnelle, qui réajuste sur Marseille, il ne saurait être jugé selon les critères applicables à un député du commun. Au demeurant, si M. Tapie n'est pas, personnellement, présent dans la circonscription, il y est représenté par son attaché parlementaire, M. Marc Frattani, lequel tient « tous les après-midi » une permanence électorale à la mairie du cinquième secteur. Sa tâche prioritaire : « Suivre les dossiers relatifs aux promesses électorales ».

Questionné sur Antenne 2, M. Bernard Tapie a expliqué qu'il s'était fait élire « sur un contrat clair avec les électeurs », consistant à traiter « les problèmes d'existence quotidienne (« je l'ai fait », a-t-il déclaré) et deux ou trois problèmes ponctuels », parmi lesquels il a cité, au passé, ceux d'une école de formation et d'une « zone d'ombre » pour la réception de la télévision dans un quartier de son fief. Pour l'ancien

déjà sortis (1). Avec l'aide des pouvoirs publics, il a également créé un cycle de formation à la vente vers les pays du Maghreb (une vingtaine de stagiaires par an) et compte lancer, à la rentrée, un autre cycle réservé aux femmes sans emploi dans les domaines de la cosmétique et de la nutrition.

Ses ambitions sur le plan économique étaient, pourtant, beaucoup plus vastes. « Si on travaille ensemble, avec les moyens que j'entends engager ici, avait-il proclamé lors de sa première candidature, en juin 1988, tout le monde aura envie de venir y habiter. Et, si je suis élu, je fournirai, d'ici deux ans, un emploi à mille personnes aujourd'hui sans formation et au chômage ».

M. Bérégovoy l'avait assuré, disant-il encore, de la création d'une zone d'entreprises à Marseille, et il avait indiqué qu'il envisageait, lui-même, de transférer le siège social de son groupe « pour montrer l'exemple » (le Monde du

d'épanouissement par le sport », également caressé dans l'euphorie de la campagne.

Les résultats de son action dans d'autres dossiers qu'il avait promis de régler, il y a dix-huit mois, sont sujets à controverse. La « zone d'ombre » du valon de Vaufrèges ? TDF était d'accord pour implanter un réémetteur, mais il n'y avait pas de voie d'accès. M. Tapie, pressé et moderne, avait parlé d'un transport du matériel par hélicoptère. La solution est venue de la ville de Marseille, qui a pris, en juin 1989, la décision, attendue depuis des années, de financer 300 mètres de route et un local technique (les travaux devraient bientôt commencer). « Sans notre insistance, affirme M. Frattani, nous en serions encore à la case départ ».

« La politique, ça l'intéresse ? »

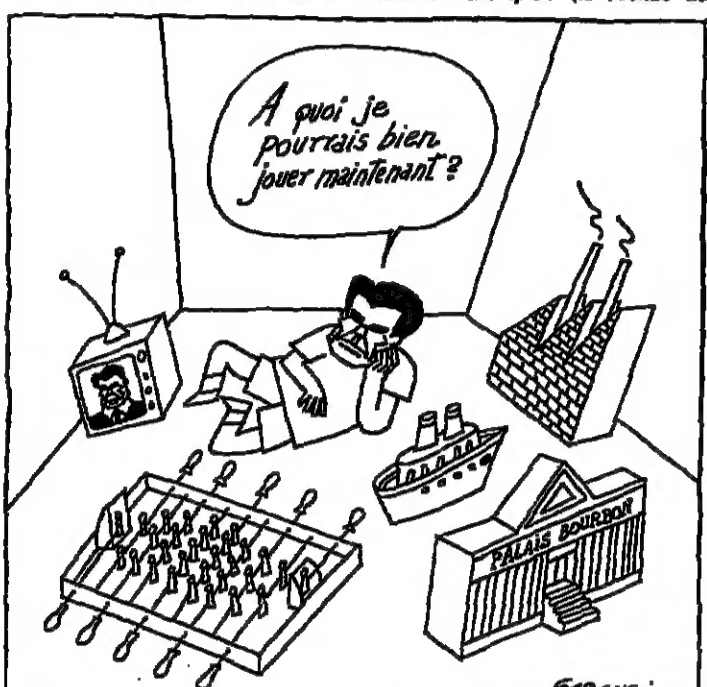
M. Tapie s'était engagé à résoudre un ancien et épineux problème de « trou » (4 000 mètres carrés) laissé béant par la faillite d'un promoteur dans le grand ensemble de la Rouvière (près de huit mille habitants et trois mille électeurs). A deux jours du second tour de l'élection, il avait obtenu la signature d'une lettre d'agrément des copropriétaires, en leur présence un projet assorti de sa caution financière personnelle. Une première société en a étudié, sans succès, la faisabilité. Une seconde a pris le relais. Rien, encore, n'est réglé même si M. Frattani, qui assure de « l'acheminement » de son patron, pense qu'un permis de construire pourrait être délivré « en octobre ». Pour M. Dominique Masson, l'un des membres du conseil syndical de la Rouvière, la cause est pourtant entendue : « M. Tapie, s'indigne-t-il, nous a bernés ».

Les Français d'outre-mer, eux, sont comblés. M. Tapie, appuyé par M. Maurice Benassy, délégué du gouvernement aux rapatriés, leur avait promis une fondation. Le maire de Marseille y travaille parallèlement, et la région apportera, aussi, son obole.

Reste une question, posée par l'intéressé lui-même à « L'heure de vérité ». Ses électeurs sont-ils, en définitive, « fiers » d'avoir M. Tapie pour député ? « Il se demande sans doute, traduit M. Saura, si je voterai encore pour lui ? Mais, alors, la politique, ça l'intéresse ? »

GUY PORTE

(1) L'établissement, qui occupe les locaux d'une ancienne école maternelle, au bord de mer, n'est pas implanté dans la 6^e circonscription. Mais les locaux qui résident dans celle-ci sont prioritaires (35 % de l'effectif formé).



député (PR) de la circonscription. M. Guy Tossier, auquel, il est vrai, on ne saurait demander de chanter les louanges de son vainqueur, Bernard Tapie n'aurait tenu, en réalité, « aucun de ses engagements », et se serait complu, à la télévision, à jouer « les amuseurs publics ».

Un projet nautique

Le bilan du président de l'OM ? Sans doute une question d'angle. L'école de formation à la vente pour jeunes chômeurs, dont il avait annoncé l'ouverture, a bien vu le jour. Trois promotions, représentant, au total, soixante-dix élèves (90 % de réussite) en sont

10 décembre 1988). Le président de l'OM aurait-il pu faire davantage si M. Robert Vigouroux, le maire de Marseille, ne s'était pas avisé après lui avoir publiquement offert une mission officielle pour le développement économique de la ville ?

M. Loo s'en déclare convaincu. Encore n'est-il pas trop tard. M. Tapie a fait étudier, récemment, sans l'intermédiaire, un projet de chantier de construction, de transformation et d'entretien de navires de petit et moyen tonnage, assorti d'un club nautique international, d'une école touristique pour les grands yachts de croisière et d'un grand salon maritime, qui permettrait de créer de cinq cent soixante-dix à six cents emplois. Il a évoqué, aussi, l'installation à Marseille d'un centre régional d'Adidas, qui remplacerait avantageusement un incertain « centre

Je connais les risques de l'intransigeance. Elle peut nous faire perdre en 1992 - si telle est la date retenue - certains conseils régionaux ou certains conseils généraux. Il faut le savoir et se préparer à y faire face. Le choix décisif des législatives de 1993 apparaîtra alors dans toute sa brutalité. Perdre une bataille est parfois le moyen de gagner la guerre.

Deuxième condition du redressement de l'opposition : nous devons apporter des idées neuves et fortes, face à un gouvernement qui patine dans sa médiocrité.

Le renouveau de la politique

Dieu sait si les défis que nous avons à relever sont nombreux et, par bien des aspects, exaltants. J'en évoquerai sommairement quatre : l'économie, l'éducation, l'environnement, l'éthique - les quatre E.

L'économie : il ne suffit pas de répéter bêtement que nous nous réjouissons de ce qui se passe. La France doit reprendre l'initiative. Elle peut le faire dans un domaine où, grâce à la prémonition et au courage du général de Gaulle, elle a des responsabilités et des moyens particuliers : celui de la sécurité collective de l'Europe. Chacun voit bien que le monde reste dangereux, que la Russie est toujours surarmée, que l'Europe centrale et orientale est instable. Il est donc impératif qu'au sein de l'alliance atlantique et à l'égalité de droits et de devoirs avec les Etats-Unis, l'Europe s'affirme comme telle, à la fois dans la coopération nucléaire, l'idée de la coopération franco-britannique ne peut être abandonnée, et dans le domaine conventionnel, où le moment est peut-être

venu de mettre sur pied une véritable armée européenne. L'Union de l'Europe occidentale offre un support tout désigné à ce qui pourrait être une initiative française.

L'éducation : quelques milliards de plus ne suffiront pas à régler le problème de la formation de nos étudiants. Il faut évidemment augmenter et moderniser nos capacités d'accueil à l'université. Il faut surtout faire écarter le corset du conformisme et de la routine. C'est un nouvel univers de formation post-secondaire qu'il faut imaginer, avec des filières professionnelles plus courtes, totalement autonomes, capables d'attirer les hommes. Les moyens, les idées, qu'ils viennent de l'Etat, des collectivités locales ou des entreprises. Il n'est pas vrai que nous pourrions accueillir, quel que soit l'effort financier de l'Etat, 80 % d'une classe d'âge après le baccalauréat dans les structures universitaires actuelles. Il faut un renouvellement radical.

L'environnement : l'été passé... et les canicules retardées jusqu'en 1992, entendra-t-on encore les chants du « bucolisme électoral » ? Et pourtant, quel défi plus vital que celui de la sauvegarde de la planète Terre ? Les Etats généraux de l'Union pour la France y consacreront toute une convention le 15 et le 16 septembre prochain. Dès maintenant, je voudrais rappeler une urgence : la France a besoin d'un plan national de préservation de ses ressources en eau, de production d'eau potable - car c'est désormais un bien économique qu'il faut produire - et d'épuration des eaux usées. Cette tâche est aussi prioritaire que l'était celle de la reconstruction d'un réseau d'électricité après la guerre. Et

Les états généraux de Strasbourg

M. Nallet propose le classement de 6 000 hectares de forêt rhénane

STRASBOURG

de notre correspondant

Six mille hectares de la forêt rhénane alsacienne devraient être classés d'ici à juin 1991 en « forêt de protection », dont huit cents hectares sous le régime plus sévère des réserves naturelles : c'est la proposition qu'a faite M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture devant les Etats généraux de la forêt rhénane, réunis à Strasbourg, jeudi 2 août.

Cette grande table ronde entre élus locaux, représentants du gouvernement - MM. Brice Lalonde et Théo Braun étaient aux côtés de M. Nallet, - administrations concernées et représentants des associations écologistes, avait été proposée après la polémique provoquée par la décision du gouvernement d'autoriser le défrichement de 50 hectares à Marckolsheim pour l'implantation d'une usine autrichienne de production d'acide citrique.

Les Etats généraux n'ont pas vu le ministre fléchir sur ce point : « J'assume entièrement cette décision. Il s'agit d'une mauvaise forêt », a répété M. Nallet. Une commission, cependant, se réunira autour du ministre alsacien, M. Braun, pour faire « d'ultimes vérifications », par exemple avec les responsables autrichiens de la firme. Il n'a pas exclu l'éventualité de trouver un autre site, comme le proposent les écologistes et certains conseillers généraux du Haut-Rhin, mais, « sans élément nouveau », la décision sera irrévocable en septembre. De fait, ces Etats généraux ont accéléré les mesures

de protection du massif forestier rhénan, souvent déjà prévues par les administrations ou les collectivités locales.

M. Lalonde a, par exemple, confirmé qu'un parc naturel régional de la forêt rhénane est à l'étude, qu'Electricité de France avait accepté l'éventuelle création d'une réserve naturelle sur l'île de Rhinau, que Strasbourg aura aussi sa réserve au Rohrschollen.

M. Nallet a affirmé que les enquêtes d'utilité publique seront lancées immédiatement dans toutes les communes concernées par les mesures de protection et que les décrets pourraient être publiés en juin 1991.

Les écologistes alsaciens sont restés réservés devant ce résultat. M. Roland Carbiener, président de la puissante association fédérative régionale pour la protection de la nature (AFRPN), a déclaré qu'il s'agissait de « la réanimation de plans de protection extrêmement anciens qui n'avaient pas été appliqués par l'Etat » et que « le classement en forêt de protection est très insuffisant, puisqu'il ne garantit que le boisement et n'empêche pas des interventions systématiques destructrices ». Le député européen, M. Antoine Waeche, pour les Verts, a insisté sur la nécessité de ne pas scinder la forêt rhénane : il propose que l'Etat rachète le terrain de Marckolsheim au Port autonome de Strasbourg, pour éviter son industrialisation, et que l'usine autrichienne soit implantée dans un autre site alsacien.

JACQUES FORTIER

La visite de M. Le Pen

Le nouveau statut de la Polynésie entrera en vigueur avant la fin de l'année

PAPEETE

de notre correspondant

M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, a annoncé, mercredi 1^{er} août à Papeete (Taïti), que les décrets d'application de la loi du 14 juillet dernier sur le nouveau statut du territoire, concernant notamment la création d'une chambre territoriale des comptes et d'un comité consultatif des étrangers, seront publiés avant la fin de l'année. M. Le Pen a indiqué, aussi, que le gouvernement territorial procèdera prochainement, en concertation avec les maires, à la mise en place des cinq conseils d'archipel institués par la nouvelle loi et dotés de compétences exclusivement consultatives.

Au cours d'une séance de travail avec le président du gouvernement du territoire, M. Alexandre Léon-

teff, le ministre des DOM-TOM a évoqué les ressources budgétaires de la Polynésie française. Répondant à M. Léontieff, qui s'inquiétait des diminutions des importations du Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique, M. Le Pen a déclaré : « Si cette tendance se confirme dans les prochains mois, il faudra approfondir l'analyse de ses causes et en discuter ».

Rappelant que le ministère de la Défense avait accordé au territoire une dotation de 30 millions de francs à la fin de l'année 1989, le ministre des DOM-TOM a ajouté que l'Etat pourrait céder, « comme il l'a déjà fait dans le passé, des avances de trésorerie ». C'est une proposition minimale pour le gouvernement du territoire, qui avait espéré obtenir l'annonce d'une « rallonge » budgétaire pendant la visite de M. Le Pen.

MICHEL YENG-KOW

puisque nous avons l'ambition d'être une puissance méditerranéenne, pourquoi ne pas prendre simultanément la tête d'une véritable croisade pour le sauvetage de la Méditerranée. - *Mars nostrum* comme disaient les Anciens, - dont les rivages, d'ici l'an 2000, vont accueillir une population toujours plus nombreuse et des activités économiques toujours plus polluantes ?

Ne pas tout réglementer

L'éthique, enfin : quelque réputation que nos civilisations modernes aient, nous ne ferons pas l'économie d'un grand débat public sur la vie et sur la mort. On voit d'ores et déjà se dégager quelques principes fondamentaux : ne pas tout réglementer tout le temps ; ne pas prétendre apporter une réponse globale, unique et définitive ; affirmer qu'en toute circonstance c'est le bien de la personne humaine qui doit primer... L'actualité me suggère une remarque plus précise qui pourrait servir de règle méthodologique : la bonne démarche est-elle, s'agissant de l'euthanasie, de vouloir faire dire à la loi quand et comment on peut interrompre la vie ou bien plutôt de développer la formation et les moyens de la médecine palliative, qui permet d'assurer à chacun une fin de vie digne ? Il suffit de poser la question pour y répondre.

Si l'opposition est capable de susciter de tels débats dans l'opinion et d'apporter ses propres éléments de réponse, alors une partie nouvelle pourra commencer : celle du renouveau de la politique, dans sa noblesse et sa grandeur.

ALAIN JUPPÉ

Une plaisanterie de mauvais goût

Victime d'une plaisanterie de mauvais goût, le Monde a, dans une partie de sa première édition datée vendredi 3 août, page 8, attribué à M. Gérard Longuet, député de la Meuse, secrétaire général du Parti républicain, une déclaration à propos de la santé du président de la République qui était un faux. M. Longuet, interrogé jeudi matin 2 août par RTL, n'a pas prononcé les paroles que nous lui avons prêtées.

Aussitôt l'erreur décelée, l'impression du journal a été interrompue, et le texte fautive supprimé, mais quelques exemplaires étaient déjà parvenus à la vente. Le Monde prie M. Longuet et ses lecteurs de bien vouloir accepter toutes ses excuses.

Fin de partie

Suite de la première page

En fait, ce voyage était à usage purement interne : il fallait prouver aux Français que M. Rocard pouvait aussi faire bonne figure auprès des grands de ce monde. Lesquels grands sont évidemment restés impavides.

Quant à la banalisation des scandales, elle atteint des sommets himalayens.

La parade des socialistes

Apparemment, les socialistes en France peuvent tout se permettre : conserver un ministre des finances dont deux proches collaborateurs sont impliqués dans un scandale financier majeur ; recruter au cabinet du président de l'Assemblée nationale un ancien ministre qui n'a dû son salut qu'à une amnistie scandaleuse ; mettre sur le compte de circonstances exceptionnelles les comportements effectivement exceptionnels de certains hauts responsables qui utilisaient les avions de la République pour convoquer des armées de contrebande... J'en passe et des meilleures ! Où s'arrêtera-t-on ? La parade des socialistes a, jusqu'ici, bien fonctionné : elle repose sur l'amalgame et le réseau de fumée. On leur dit : « Société générale, Pechiney... », ils répondent : « Privatisations », mais sans pouvoir fonder le quart du commencement d'une preuve d'opération indiquée à imputer au précédent gouvernement. On leur dit : « Carrefour du développement », ils répondent, comme il faut, de manière indigne

M. Bérégovoy : « Affaire Chaumet », en oubliant de dire qu'en la circonstance la justice a mis le ministre cité au rang des victimes et non des coupables. La différence n'est pas mince !

Combien de temps ce spectacle durera-t-il ? La patience des Français n'aura-t-elle donc aucun limite ? Craignons qu'un jour ou l'autre leur réaction ne soit terrible.

Mais, me dira-t-on, l'opposition est-elle en meilleure forme ? La création, le 26 juin dernier, de l'Union pour la France et l'accord conclu sur les « primaires à la française » ont marqué une étape importante dans son redressement. Comme je l'écrivais récemment, nous n'avons plus maintenant droit à l'erreur. Il nous faut apporter, dès la rentrée de septembre, la preuve que l'Union pour la France est une réalité vivante, organisée et cohérente. C'est ce que nous allons faire.

Je voudrais ici mettre l'accent sur deux autres conditions de la réussite.

Il faut, d'abord, que nous sachions aller au bout de notre logique dans notre attitude vis-à-vis du Front national. On connaît mes convictions sur ce chapitre : tout accord ou toute complaisance seraient politiquement mortels. Les responsables régionaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur sont en train d'en faire la démonstration : leur stratégie d'alliance avec le Front national va les conduire à se faire manger tout crus par un partenaire qui prospère à leurs dépens !

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Pour ressouder des services secrets démolis Un projet de statut commun aux 3 500 agents civils et militaires de la DGSE

Pour désamorcer la « grogne » d'une partie des personnels de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), le « patron » des services secrets français, M. Claude Silberzahn, prépare un nouveau statut de ses agents qui, à terme, devrait être commun aux trois mille cinq cents civils et militaires sous ses ordres. Si M. Silberzahn devait rester à son poste suffisamment longtemps, c'est un statut relativement homogène et propre aux trente et un corps différents de cette « maison » qui devrait être progressivement institué sur cinq années.

Depuis 1980, la DGSE est en son sixième directeur général, à son cinquième directeur de l'administration et à son quatrième chef du service du personnel. « Avec une telle instabilité à sa tête, observe un agent, il est difficile d'avoir une politique du personnel cohérente, suivie et orientée vers l'avenir. » Quand ils se réunissent en assemblée générale sous le couvert de leur cercle d'entraide sociale et culturelle (CESC), qui est en quelque sorte le syndicat maison, les agents de la DGSE évoquent le « malaise », la « lassitude », le « scepticisme », l'« amertume » et le « découragement » de l'ensemble du personnel. « Nous sommes tous malades, existentiellement, dit l'un d'entre eux, et les électrochocs que nous avons subis ces derniers temps auraient pu achever ceux qui restent attachés à cette maison. »

Au rythme actuel, les plus pessimistes s'attendent à une centaine de démissions en 1990, dont la plupart pour des raisons de rémunération insuffisante. Si, à cette évaluation qui peut paraître excessive, on

ajoute les cent cinquante départs naturels par an pour cause de retraite, la DGSE enregistre un renouvellement de ses personnels qui n'est pas négligeable par rapport à ses effectifs.

Les suites du fiasco de l'opération menée en juillet 1983 contre le mouvement Greenpeace en Nouvelle-Zélande ne sont pas étrangères à cette crise morale. Mais elles sont loin de tout expliquer. La situation de la DGSE est jugée par certains de ses agents « aussi préoccupante aujourd'hui qu'il y a quelques années ». Les uns parlent de « crise de confiance entre la hiérarchie et les exécutants ». D'autres évoquent, le « manque de considération », voire les « humiliations » dont leur métier serait l'objet. Certains encore dénoncent l'absence d'un « équilibre harmonieux » entre les anciens et les nouveaux venus.

Des trésors d'énergie

M. Silberzahn, qui a pris ses fonctions en mars 1989 est, pour l'instant, épargné par ces critiques. Sans être tenu pour responsable de ce « climat d'exaspération », pour reprendre le jugement de la présidence du CESC, le patron de la DGSE est invité à concrétiser davantage le « souffle nouveau » qu'il est censé représenter après avoir accepté de succéder à trois officiers généraux depuis 1982. Les doléances portent, pour l'essentiel, sur des garanties statutaires assurant aux agents de la DGSE une hausse de rémunération et un véritable plan de carrière, au besoin en sortant leur incorporation du carcan de la fonction publique.

C'est là une vieille revendication d'une « maison » où cohabitent difficilement des militaires directement

rétribués par les armées, des fonctionnaires civils titulaires gérés par la seule DGSE, des contractuels recrutés temporairement pour leur spécialité et des fonctionnaires détachés qui continuent à être contrôlés par leur administration d'origine. Il faut à la direction générale des services secrets déployer des trésors d'énergie pour attirer, conserver et faire vivre ensemble tant de corps jaloux de leurs prérogatives.

Déjà, en 1987, le général René Imbot, l'homme qui avait voulu « verrouiller » la DGSE après l'affaire Greenpeace, avait cherché à refondre ces différents statuts en expliquant qu'il faudrait tirer le « meilleur parti » du régime général de la fonction publique pour répondre aux exigences de ses subordonnés qui réclamaient de bénéficier d'un classement indiciaire supérieur à celui de la Police nationale. Remplacé quelques mois plus tard par le général François Mermet qui, lui-même, ne devait demeurer qu'un an à la tête de la DGSE, le général Imbot n'eut guère le temps de tenir ses promesses.

Aujourd'hui, M. Silberzahn fait comme s'il avait la durée pour lui. En raison des difficultés de recrutement, le « patron » des services secrets sait qu'il doit composer, dans un premier temps, avec la diversité actuelle des ressources humaines, les unes « vieilles » soient militaires ou civiles. Il n'ignore pas non plus qu'il lui faudra combler le déficit « majeur » de recrutement dans les armes dites techniques, comme les transmissions ou l'électronique, et prévoir de nouveaux moyens réglementaires et financiers pour offrir aux civils des profils de carrière suffisamment attrayants.

Côté budget d'abord. En 1990, la DGSE a subi la déflation des effectifs imposée aux armées. Au contraire, quatre-vingt-dix emplois supplémentaires ont été créés au service des écoutes des transmissions gouvernementales à l'étranger. L'indemnité mensuelle de contraintes pour l'ensemble des personnels a été portée de 329 à 600 francs et celle de sujétion pour les « techniques » a été majorée de 15 %. Pour 1991, on discute de l'opportunité d'attribuer à la DGSE cent vingt emplois nouveaux dans la recherche du renseignement à l'étranger et quatre-vingts autres pour le personnel technique. L'indemnité de contraintes devrait passer à 1 000 francs.

Côté statut, ensuite. C'est un travail de Pélopie qui attend l'administration de la DGSE puisqu'il devra s'achever sur environ cinq ans. Il s'agit de tenter de ressouder une « maison » divisée, sous l'égide d'un statut plus homogène englobant tous les recrutements.

L'idée est d'arriver à terme à concevoir un statut dit d'emploi pour l'ensemble des personnels, civils et militaires, sur le modèle de ce qui existe déjà au Commissariat à l'énergie atomique ou dans les établissements publics créés par la nouvelle réforme de l'administration des PTT. Cette réorganisation se fera par étapes. Grosso modo, chacun des agents de la DGSE, qui arrive de son administration d'origine avec actuellement son bagage d'indices et de primes pourra accéder à des fonctions reconnues et non plus parce qu'il est titulaire d'un grade (dans l'armée) ou d'un titre (dans le civil). Les fonctionnaires civils ou militaires et les contractuels partiront donc à l'égalité.

Une petite révolution

Ce statut répartira tous les personnels en six niveaux d'emploi — trois niveaux de conception et trois niveaux d'exécution — correspondant à leurs connaissances et à leurs qualifications. A l'intérieur de ces niveaux d'emploi il sera possible de faire carrière tout en restant dans le domaine de son expertise, et il sera même possible de passer, sous certaines conditions, d'un niveau d'emploi à un niveau supérieur. Tous les agents recrutés à l'extérieur qui ne sont pas des fonctionnaires détachés pourront passer d'être contractuels pour entrer au service de l'Etat.

Si elle est menée à son terme, c'est d'une mini révolution à l'intérieur de la fonction publique qu'il s'agit puisque les postes au sein de la DGSE seront désormais ouverts à quiconque, civils ou militaires, fonctionnaires de l'Etat ou contractuels, pourvu que la qualité d'expert leur soit unanimement reconnue par la communauté du Renseignement. A ce jour, le syndicat maison a réservé son appréciation. Ultime niveau : c'est à une commission de concertation et d'information de personnel, récemment créée et convoquée à cinq reprises depuis le début de l'année, que revient le soin d'examiner les textes de ce statut. En cas d'échec du dialogue avec l'Etat-major de la DGSE ou de refus de ce statut d'emploi par le gouvernement, les responsables du CESC, qui disent se méfier des « chaussetrappes » qu'on pourrait leur tendre, conviennent que la seule façon d'apaiser la « grogne » actuelle serait de s'en tenir à une réforme par référence aux statuts de la Police nationale.

JACQUES ISNARD

JUSTICE

Inculpation d'homicide volontaire à Nice

Nicole Maire personnage d'Agatha Christie

M^{me} Nicole Maire, quarante-trois ans, a été inculpée d'homicide volontaire le 27 juillet à Nice et écrouée. Elle aurait tranché la gorge de son troisième mari, mort dans la nuit du 20 au 21 juillet. La thèse du suicide a été écartée après la déposition du deuxième mari de M^{me} Maire. Celle-ci, rapidement passée du statut de victime à celui de meurtrière, nie toujours.

NICE

de notre envoyé spécial

M^{me} Nicole Maire traçait sa vie tranquille. Sans haine et sans joie. Elle arrosait ses roses et ses plantes vertes, nettoyait sa petite fille de cinq ans. Nicole n'aime pas les histoires.

Elle baladait sa belle chevelure rousse, sa silhouette élancée et ses vêtements élégants sur la Promenade des Anglais. Seule ou avec sa famille. Elle ignorait les sorties en boîte ou les virées entre amis. Nicole Maire craint les histoires.

Ses voisins la connaissent de vue. Elle parlait peu, « toujours très polie » dans les escaliers, une causerie de balcon sur la nouvelle poudre à laver. « Avant de lire les journaux, je ne connaissais même pas son prénom », avoue sa voisine de palier. Nicole Maire ne raconte pas d'histoires.

Où alors, toute sa vie est une histoire. Elle imagine des personnages, les façonne, les monte, les jette et les jette quand ils ont fait leur temps. A quarante-trois ans, Nicole Maire a déjà eu trois mariages, trois plus jeunes qu'elle. Du premier, qui aurait émigré aux Etats-Unis, on ne sait rien. Le deuxième, Jean-Claude, qui avait dix-neuf ans lors du mariage, a été prié de faire ses bagages quand son cabinet de kinésithérapeute lui a permis de prendre un peu d'indépendance.

Le troisième, Patrick Maire, trente-huit ans, avait quitté récemment la sécurité des banques pour ouvrir un commerce de vins. Le 21 juillet, il est retrouvé mort, un couteau de 30 centimètres dans la gorge. Un suicide pour Nicole Maire, qui ne raconte pas d'histoires. Un suicide pour tout le monde. La veille, Patrick Maire avait joué et perdu une forte somme d'argent.

Pourtant, quelques heures

avant l'incinération du défunt, le deuxième mari se souvient de la fascination de Nicole pour les armes blanches et des larmes dont elle le menaçait les soirs de dispute. Il alerte la police, la cérémonie est reportée pour cause d'autopsie et, après quarante-huit heures d'interrogatoire, Nicole Maire est inculpée d'homicide volontaire et écrouée à la maison d'arrêt de Nice.

« Qu'on ne me parle pas de vengeance, clame Jean-Claude. Le divorce a plutôt été une délivrance pour moi. Je me suis remarié depuis. Un homme est mort, il était de mon devoir d'avertir la police. Je n'ai accusé personne, j'ai simplement apporté des éléments à l'enquête. » A la suite de la déposition du kinésithérapeute, qui a vécu huit ans avec elle, de 1975 à 1983, la veuve martyre d'un mari qui buvait, cognait et jouait prend vite un statut de meurtrière aux yeux des enquêteurs.

Le réveil du subconscient

Ils apprennent que le couple Maire avait parlé de divorce il y a quelques semaines, que les époux faisaient chambre à part, que le voisinage avait eu vent de violentes disputes. Pas de preuves, des soupçons. Nicole Maire se lève d'habitude à 11 heures. Le 21 juillet, elle était debout à 8 heures. « Mon subconscient m'a réveillée », dit-elle, trop simplement pour empêcher la suspicion de grandir. Elle avance l'hypothèse, elle, la mère, que Nicolas, fils de son premier mari, adopté successivement par les deux autres, aurait commis le meurtre. Mais le fils a de solides alibis. Le changement de stratégie aggrave encore les soupçons.

Nicole Maire avait fait plusieurs tentatives de suicide, dont l'une en 1987 l'a plongée dans le coma pour trois jours. Selon ses proches, elle consultait régulièrement un psychiatre. La victime, devenue coupable, finirait ainsi irresponsable. Nicole Maire, qui n'aime pas les histoires, aurait dû s'en tenir à ce principe et ne jamais s'acheter les œuvres complètes d'Agatha Christie.

CHRISTOPHE DE CAEVEL

peut dire que nous avons une pointe, une vague de relâchement de l'autocontrôle sous certains aspects. Pourtant, si l'on regarde attentivement la situation, on s'aperçoit que ce mouvement est très partiel, ne touche que certaines sphères et tout particulièrement celle qui concerne le sexe (...); tandis que certains tabous ont reculé, la structure de l'autocontrainte s'est développée. D'ailleurs, d'un point de vue général, toute démocratisation requiert un renforcement de l'autocontrainte.

Ce problème du lien entre démocratie, liberté et contrainte inspirait fortement la réflexion politique d'Elías : la démocratie, en contraignant les pulsions, en faisant interioriser sans cesse de nouveaux interdits ne conduisait-elle pas à un affaiblissement, à une dépersonnalisation de la vie individuelle ?

« Nous ne devons pas simplement considérer comment les contraintes peuvent être construites chez l'individu au cours de sa croissance, autant que possible sans mutiler ou limiter ses possibilités personnelles de jouissance. Nous devons aussi considérer comment développer une structure de pouvoir telle que l'on ne construise pas dans la personne, au cours de son développement, des formes de contraintes, dont la seule fonction est le maintien d'un déséquilibre de pouvoir existant. »

L'analyse historique, menée avec allégresse, souvent avec humour par ce savant observateur de nos comportements, débouchait naturellement sur la réflexion morale et sur le fonctionnement, encore mystérieux, de ce qu'on nomme le pouvoir. Elle s'accor-

pagnait aussi chez Elías d'une interrogation qui traverse ses derniers livres, notamment sur les Allemands (*Studien über die Deutschen*) et sur l'Europe : comment les Etats dont le développement a si fortement contribué à la civilisation des mœurs ont-ils conservé entre eux des relations qui sont de l'ordre de la loi de la jungle et de la violence barbare la plus primitive ?

Une interrogation qui l'amenait à penser que l'Europe, qu'un Etat européen auraient un grand rôle à jouer dans la civilisation de l'humanité.

PIERRE LEPAPE

RELIGIONS

Le pape au téléphone

La société anglaise Global Telecom Ltd a signé un accord avec Radio-Vatican pour la diffusion d'extraits de discours du pape par téléphone dans le monde entier. Des extraits différents d'une durée de deux minutes seront enregistrés chaque jour et mis à la disposition des fidèles, qui pourront les écouter en composant le 611-411-611 pour entendre le message en anglais et le 611-411-612 pour l'avoir en espagnol. Le montant de l'appel, qui sera remis par la société anglaise au Vatican, servira à financer les voyages de Jean-Paul II. — (AFP.)

REPÈRES

ENFANCE

M. Mitterrand se rendra au sommet mondial de l'UNICEF

Le président de la République, M. François Mitterrand, se rendra personnellement au sommet mondial pour les enfants, organisé dans le cadre de l'UNICEF du 20 au 30 septembre au palais des Nations unies à New-York. La nouvelle a été annoncée, jeudi 2 août, par le directeur général de l'UNICEF, M. James Grant, qui a précisé que trente-huit présidents, vingt premiers ministres et deux rois ont déjà répondu favorablement à l'invitation.

LA DÉFENSE

Protestation du Conseil d'Ile-de-France

Les projets d'aménagement de l'ouest de la Défense, annoncés mercredi 1^{er} août, par le ministre de l'équipement (*Le Monde* du 3 août) ont été très mal accueillis par le conseil régional d'Ile-de-France qui a décidé, à la majorité, d'élever « une solennelle protestation » contre le manque de concertation. « Le gouvernement prend des mesures unilatérales qui engagent l'avenir de toute l'Ile-de-France », déclare dans un communiqué M. Pierre-Charles Krieg, président du conseil régional. Cette décision fausse toutes les mesures prises depuis de nombreux mois en faveur du réajustement Est-Ouest. Pour lui, « la concertation entre tous les acteurs économiques, sociaux et politiques, ainsi que la prise en compte de l'ensemble des problèmes de toute la région, sont la base du succès de l'aménagement des trente années à venir. »

MÉDECINE

Nouvelle polémique entre SOS-Médecins et des généralistes

Une plainte pour diffamation a été déposée, jeudi 2 août, par le docteur José Juhel, président de

l'association SOS-Médecins, contre le vice-président du syndicat de médecins généralistes MG-Paris, le docteur Gérard Aguilhon. Ce dernier, avant accusé, la veille, l'association SOS-Médecins d'« exercer la médecine comme un commerce », de porter atteinte « à la qualité des soins », à la « moralité de notre profession » et de mettre en jeu la « sécurité des malades ». Récemment, cent vingt-six praticiens de l'association SOS-Médecins Paris avaient été suspendus par le conseil régional d'Ile-de-France de l'ordre des médecins pour publicité illégale, à la suite d'une plainte déposée notamment par le syndicat MG-Paris.

POLLUTION

Le Sénat américain accroît la responsabilité des pétroliers

Alors que les experts se disputent pour savoir si la nappe de pétrole qui menaçait la côte du Texas depuis plusieurs jours s'est évaporée ou bien si elle a coulé, le Sénat américain a adopté une loi accroissant fortement les moyens de prévention et de lutte contre les marées noires. Désormais le plafond de responsabilité des affruteurs de pétroliers, qui ne dépassait pas 150 dollars par tonne (environ 825 F), est porté à 1 200 dollars (environ 6 700 F). Un fonds de 1 milliard de dollars devra être disponible en permanence pour payer les opérations de nettoyage. Les réservoirs des nouveaux tankers devront avoir une double coque et ceux déjà en service devront s'équiper d'ici 2010 sous peine d'être retirés de la circulation. — (AFP.)

Des fûts d'uranium baladeurs. Deux fûts contenant 130 kilos d'uranium destiné à servir de combustible dans une centrale nucléaire se sont proménés durant une semaine par avion entre l'Europe et les Etats-Unis, sans aucun contrôle, alors que le transport de ces matériaux dangereux est sévèrement réglementé. Explication donnée par Advanced Nuclear Fuels, la firme allemande concernée : une simple erreur de manutention. La Commission européenne a décidé, pour la première fois de son histoire, de mettre sous tutelle l'entreprise fautive. — (AFP, Reuters.)

La mort de Norbert Elias

Suite de la première page

Depuis une dizaine d'années, presque aveugle, il vivait, entouré de statues d'idôles africaines, dans une petite maison d'Amsterdam. Au moment de sa mort, il travaillait à un essai sur Mozart.

Ce qui ne l'empêchait pas de suivre de près l'évolution de la situation en Allemagne : « Je n'ai pas cru possible — le l'unique sincèrement — que cette plaie (la division de l'Allemagne) se referme un jour. Mais à présent, il faut tout mettre en œuvre pour donner à tous les Allemands le sentiment qu'ils sont européens. Européens avant tout, c'est cela la réalité. »

Mais l'œuvre d'Elías — dont la majeure partie a été toujours pas traduite en France — a surtout pâti de son audace nouvelle. Abandonnant les chemins traditionnels de l'historiographie, forgeant ses concepts et ses analyses à partir de la sociologie et de la psychanalyse, Elías comprenait le processus historique moderne comme on ne l'avait jamais fait avant lui : comme une modification de la sensibilité et du comportement des hommes entre le seizième et le vingtième siècle, ces transformations des structures psychiques et des modes de relations entre les hommes étant liées à la lente construction de l'Etat, facteur essentiel de pacification qui tend à remplacer la violence sociale par

une contrainte individuelle librement consentie.

Lire l'histoire de ce processus de civilisation, c'est se pencher sur les modifications qui affectent l'homme dans son ensemble, sa sensibilité, ses rapports avec lui-même et avec le monde qui l'environne, ses concepts intellectuels, ses manières d'aimer, de boire, de seifir son corps, d'avoir peur, d'éprouver du plaisir.

Histoire culturelle et histoire du pouvoir économique et social : Norbert Elias met en relation dialectique les deux maillons. L'individu « intime » et la société globale, pour découvrir ce qui lui apparaît comme le sens même de l'évolution des sociétés vers la « civilisation », à savoir le développement de l'auto-contrainte sous la pression de la société d'Etat : « Il est nécessaire de réifier la structure de la personnalité comme quelque chose de changeant aux conditions sociales et à leurs changements. »

A ceux qui lui objectaient que son analyse, sans doute exacte lorsqu'elle s'appliquait à la France « civilisée » par la société de cour imposée par l'Etat de Louis XIV, était plus difficilement défendable pour comprendre la période contemporaine dans laquelle le contrôle croissant de l'Etat s'accompagne d'une libération des mœurs et des contraintes individuelles, Elías répliquait que « l'on

SOCIÉTÉ

Michel Tognini devient le troisième spatialiste

Le pilote de chasse Michel Tognini, 42 ans, a été nommé troisième spatialiste de la France. Il sera lancé à bord du vaisseau spatial Ariane 5, le 15 août 1990, à 10 heures, pour une mission de 15 jours. Il sera le troisième Français à effectuer une telle mission, après Jean-François Picard et Jean-Louis Chrétien.

Michel Tognini, ancien pilote de chasse, a été sélectionné pour cette mission après avoir passé avec succès les épreuves de sélection. Il sera accompagné de deux autres astronautes, un Américain et un Canadien.

La mission sera menée à bord du vaisseau spatial Ariane 5, qui sera lancé par le lanceur européen Ariane 5. Le vaisseau spatial Ariane 5 est un vaisseau spatial à trois étages, capable de transporter jusqu'à 10 tonnes de charge utile.

Michel Tognini sera le troisième Français à effectuer une telle mission, après Jean-François Picard et Jean-Louis Chrétien. Il sera accompagné de deux autres astronautes, un Américain et un Canadien.

La mission sera menée à bord du vaisseau spatial Ariane 5, qui sera lancé par le lanceur européen Ariane 5. Le vaisseau spatial Ariane 5 est un vaisseau spatial à trois étages, capable de transporter jusqu'à 10 tonnes de charge utile.

Michel Tognini sera le troisième Français à effectuer une telle mission, après Jean-François Picard et Jean-Louis Chrétien. Il sera accompagné de deux autres astronautes, un Américain et un Canadien.

La mission sera menée à bord du vaisseau spatial Ariane 5, qui sera lancé par le lanceur européen Ariane 5. Le vaisseau spatial Ariane 5 est un vaisseau spatial à trois étages, capable de transporter jusqu'à 10 tonnes de charge utile.

Michel Tognini sera le troisième Français à effectuer une telle mission, après Jean-François Picard et Jean-Louis Chrétien. Il sera accompagné de deux autres astronautes, un Américain et un Canadien.

La mission sera menée à bord du vaisseau spatial Ariane 5, qui sera lancé par le lanceur européen Ariane 5. Le vaisseau spatial Ariane 5 est un vaisseau spatial à trois étages, capable de transporter jusqu'à 10 tonnes de charge utile.

Michel Tognini sera le troisième Français à effectuer une telle mission, après Jean-François Picard et Jean-Louis Chrétien. Il sera accompagné de deux autres astronautes, un Américain et un Canadien.

La mission sera menée à bord du vaisseau spatial Ariane 5, qui sera lancé par le lanceur européen Ariane 5. Le vaisseau spatial Ariane 5 est un vaisseau spatial à trois étages, capable de transporter jusqu'à 10 tonnes de charge utile.

Michel Tognini sera le troisième Français à effectuer une telle mission, après Jean-François Picard et Jean-Louis Chrétien. Il sera accompagné de deux autres astronautes, un Américain et un Canadien.

La mission sera menée à bord du vaisseau spatial Ariane 5, qui sera lancé par le lanceur européen Ariane 5. Le vaisseau spatial Ariane 5 est un vaisseau spatial à trois étages, capable de transporter jusqu'à 10 tonnes de charge utile.

Michel Tognini sera le troisième Français à effectuer une telle mission, après Jean-François Picard et Jean-Louis Chrétien. Il sera accompagné de deux autres astronautes, un Américain et un Canadien.

SOCIÉTÉ

ESPACE

Pour la mission franco-soviétique Antarès en 1992

Michel Tognini devrait être le troisième spationaute français

Les deux spationautes français retenus pour participer au vol franco-soviétique Antarès sont Michel Tognini et Jean-Pierre Haigneré. Après dix-huit mois d'entraînement en URSS, l'un d'eux - Michel Tognini selon toute vraisemblance - quittera la base de Baïkonour, en juillet 1992, pour rallier la station orbitale Mir.

En 1988, lors de la mission Argaiz, Michel Tognini est resté cloué au sol de la Cité des étoiles. Pendant ce temps, Jean-Loup Chrétien, relié à la station soviétique, s'évertuait à déployer dans l'atmosphère une charpente en fibres de carbone récalcitrante, conçue par les ingénieurs de l'aérospatiale, pour ce qui allait devenir la plus longue sortie extravéhiculaire d'un être humain.

Dans deux ans, en revanche, il sera bien passer à bord de la station Mir, pour la mission franco-soviétique Antarès. Et ce sera au tour de Jean-Pierre Haigneré d'arpenter les couloirs du centre fouri-Gagarine en attendant son heure. « C'est la tradition de faire voler la doublure de la mission précédente », explique M. Daniel Sacotte, directeur général adjoint, chargé de la stratégie, de la planification et des affaires internationales et industrielles au CNES (Centre national d'études spatiales).

Depuis jeudi 2 août, les deux spationautes français candidats à la mission Antarès (du nom de l'étoile la plus brillante de la constellation du Scorpion) sont donc connus. Agés respectivement de quarante et un et quarante-deux ans, tous deux pilotes d'essai et lieutenant-colonel dans l'armée de l'air, cosmonautes au CNES depuis 1986, Michel Tognini et Jean-Pierre Haigneré sont les deux rescapés des sélections, sur 297 volontaires au départ. Michel Tognini sera donc, sauf accident, le troisième spationaute français, après Jean-Loup Chrétien et la mission PHIV, en 1982 à bord du

Soyouz T6, Patrick Baudry et le vol 51-G en 1985 à bord de la navette américaine Discovery, et Jean-Loup Chrétien à nouveau, en 1988, pour la mission Argaiz.

Troisième volet de la coopération franco-soviétique dans le domaine de l'espace, Antarès doit durer quatorze jours, un séjour durant lequel le spationaute du CNES aura à réaliser de multiples expériences, tant biomédicales que physiques ou technologiques. Ainsi, sont au programme l'étude des mécanismes hormonaux et des systèmes sensorimoteurs de l'être humain en apesanteur, ou encore l'analyse des effets biologiques des rayonnements cosmiques sur l'homme. Michel Tognini effectuera aussi des essais de cristallisation de supraconducteurs à haute température critique et en microgravité.

Passager payant

Mais pour le CNES, l'objectif principal et à long terme de cette mission, est de voir un pilote français aux commandes du premier vol de la navette européenne Hermès, prévu pour 1997 ou 1998. Le fait, pour le CNES, de disposer de trois ou quatre spationautes rompus aux entraînements de la Cité des étoiles, au cœur du centre fouri Gagarine, est un atout de poids. Comme pourrait l'être également la possibilité, pour Jean-Pierre Haigneré ou un autre, de participer à un vol de la navette soviétique Bourane, dans le cadre des prochaines missions franco-soviétiques.

Pour le CNES et la recherche spatiale française dans son ensemble, la mission Antarès constitue en fait une opportunité inestimable, au coût non négligeable cependant. Pour la première fois en effet, la France va devoir payer sa participation au vol soviétique : le « billet » de Michel Tognini à bord de la station Mir coûtera au total environ 140 millions de francs.

O. L.

SPORTS

VOILE : record de l'Atlantique en solitaire

Florence Arthaud la décalée

La navigatrice Florence Arthaud a franchi le cap Lizard, jeudi 2 août à 0 h 19 GMT, à la barre de son trimaran le Pierre-1^{er}, après 9 jours 21 heures et 42 minutes de traversée, améliorant ainsi de plus d'un jour et demi le record de la traversée de l'Atlantique en solitaire que détenait Bruno Peyron depuis août 1987.

Avec ses longues mèches brunes qui fouettent son visage triangulaire, Florence Arthaud, à la barre d'un voilier, ressemble à une furie de la mythologie antique. La colère va bien à cette femme qu'à tort on pourrait croire chéive.

Florence était d'ailleurs furieuse jeudi matin parce qu'en cédant quelques heures au sommeil vers le terme de son odyssée, elle venait de perdre un peu de temps, c'est-à-dire de réduire la marge de son triomphe. Un requin, une tempête et un trou dans un des flotteurs du trimaran avaient aussi contribué à

entraver sa progression, mais c'était contre elle-même qu'elle pevait alors même qu'elle aurait dû s'apprêter à savourer son triomphe après dix journées de mer.

Etrange poussée d'adrénaline : n'allait-elle pas faire mieux que le légendaire Charlie Barr, dont le record tient trois quarts de siècle, mieux aussi que Marc Pajot et Eric Tabarly, marins à la renommée sans égale en France ? Peut-être contestait-elle la validité de ce record, en objectant qu'elle a bénéficié de l'assistance météo du Marseillais Louis Bodin, procédé encore inconnu en 1980 et 1981 par Tabarly et Pajot, ou qu'elle a disposé d'un nouveau trimaran exceptionnel, dessiné par Marc Van Peteghem et Vincent Lauriot-Préost, construit par Jeanneau, bateau bien supérieur en tout cas à Paul Ricard et Elf Aquitaine.

De bien mesquines objections qu'a alimentées Lionel Poon, l'ancien vainqueur de la course en solitaire du Figaro, arguant de « l'hy-

per-médiation de l'événement », mais qu'a balayées le détecteur du précédent record, Bruno Peyron : « Florence a établi un record qui ne sera pas repris de sitôt ». Ces réserves sont cependant l'expression des sentiments mêlés qu'a suscités une navigatrice dont jusqu'à présent la notoriété avait été inversement proportionnelle aux résultats.

Sans avoir jamais fait le tour du monde en solitaire comme l'Anglaise Naomi James ou en équipage comme la Suissesse Sylvie Viant, sans avoir disputé les Jeux olympiques comme Claire Fontaine, sans même avoir été la première femme à battre le vieux record de Charlie Barr comme Dany Delage, Florence Arthaud a été considérée par les médias comme « un grand marin » dès qu'elle a commencé à disputer des courses océaniques en 1978. Une situation qui lui a permis de trouver sans mal des commanditaires et qui a nourri rancœurs et jalousies. Un rôle que Florence Arthaud a parfois eu du mal à assumer.

ALAIN GIRAUD

Les records de traversée de l'Atlantique

Les records de la traversée de l'Atlantique à la voile, entre New-York et le cap Lizard (pointe sud-ouest de l'Angleterre), avant la tentative de Florence Arthaud, étaient les suivants :

- En équipage :
 - 1906 : Golette Atlantic, Charlie Barr (E-U) 12 j. 4 h min.
 - 1980 : Trimaran Paul-Ricard, Eric Tabarly (Fra), 10 j. 5 h 14 min.
 - 1981 : Catamaran Elf-Aquitaine, Marc Pajot (Fra), 9 j. 10 h 6 min.
 - 1984 : Catamaran Jet Services, Patrick Morvan (Fra), 8 j. 6 h 36 min.
 - 1986 : Trimaran Royale, Jacques et Caradee (Fra), 7 j. 21 h 5 min.
 - 1987 : Trimaran Fleury-Michon 8, Ph. Poupon (Fra), 7 j. 12 h 50 min.
 - 1989 : Catamaran Jet Services V, Serge Madec (Fra), 7 j. 6 h 12 min.
 - 1990 : Catamaran Jet Services V, Serge Madec (Fra), 6 j. 13 h 3 min.
- En solitaire :
 - 1987 : Catamaran Ericsson, Bruno Peyron (Fra), 11 j. 11 h 47 min.

ÉQUITATION

La France championne du monde de saut d'obstacles

L'équipe de France de saut d'obstacles est devenue championne du monde de la spécialité, jeudi 2 août à Stockholm (Suède). Les quatre cavaliers français - Eric Navet, Hubert Bourdy, Pierre Durand et Roger-Yves Bost - ont devancé les Allemands de l'Ouest, champions olympiques en titre, et les Britanniques, champions d'Europe. Le dernier titre de la France dans l'épreuve par équipes remonte à 1982 à Dublin.

Le succès de Stockholm a mis en évidence les qualités des deux cavaliers les moins connus de l'équipe. Plus qu'aux piliers Pierre Durand (« Jappeloud ») et Roger-Yves Bost (« Norton de Rhuyss »), l'équipe de France doit en effet sa

victoire à Eric Navet, auteur d'un double sans-faute avec « Quito de Bussy » - seuls trois concurrents ont réussi pareille performance - et à Hubert Bourdy (« Morgat »), lui aussi auteur d'un sans-faute dans la deuxième manche, à un moment crucial de la compétition.

Patrick Caron, l'entraîneur français, s'est félicité de ce titre. Selon lui, « une médaille par équipe a plus de signification encore qu'une médaille individuelle car cela démontre la bonne santé de notre équitation et de notre élevage ». Vendredi 3 août, trois des quatre Français étaient encore en lice dans l'épreuve individuelle : Pierre Durand, Eric Navet et Hubert Bourdy.

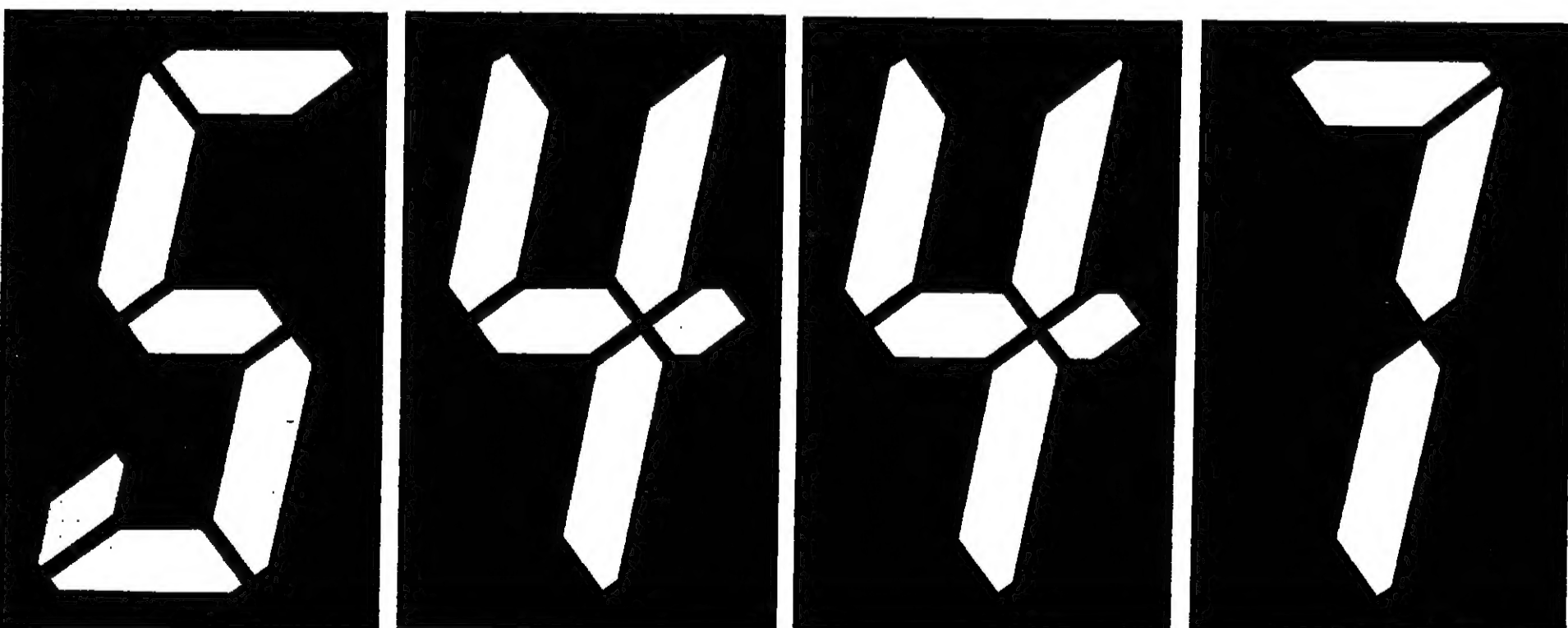
Avaries et accidents

La nouvelle détentrice du record de la traversée de l'Atlantique en solitaire est un personnage décalé, toujours en lutte avec elle-même et les autres. Fille de l'éditeur grenoblois Jacques Arthaud, sa famille la destinait à la médecine mais à dix-neuf ans elle a rompu avec son milieu bourgeois : elle a abandonné ses études pour aller « trainer » aux États-Unis. C'est là qu'elle assista à l'arrivée d'une Transat en solitaire britannique et qu'elle eut le coup de foudre pour l'océan en faisant le convoyage de retour sur le bateau de Jean-Claude Paris.

Devenue femme-marin, après avoir demandé le concours financier de son père pour sa première Route du rhum, elle attirait l'attention dans un milieu traditionnellement machiste, mais refusa la caution des féministes après quelques navigations avec d'autres femmes : « Je préfère partir avec un mec », expliqua-t-elle avant une Transat en double.

Avec la notoriété, Florence

La jonction dans :



mètres.

Le 01.08.90, il ne reste que 5447 mètres à forer dans le tunnel de service - l'un des trois tunnels en construction. La mise en service du système est prévue pour 1993.



Traversez avec nous.

CULTURE

DESIGN

Le rêve américain de Raymond Loewy

Le Centre Pompidou célèbre mal ce pionnier du design qui affirmait qu'« il n'est point de ligne plus belle que celle de la progression des ventes »

Un bus Greyhound, un paquet de cigarettes Lucky Strike, un distributeur de Coca-Cola... L'histoire et l'œuvre de Raymond Loewy (1893-1986) coïncident comme un chewing-gum à celle du grand rêve américain : la consommation, la vitesse, l'efficacité, la foi en la technique. Après Berlin et avant Amsterdam et Londres, le Centre de création industrielle à Beaubourg (CCI) consacre au pionnier du design américain une exposition rétrospective. Hommage d'autant plus ambitieux qu'il s'applique à un stakhanoviste du « bon » produit, à l'origine de la célèbre petite phrase : « La laideur se vend mal », titre d'ailleurs de son épaisse autobiographie (1).

ment de joie à la vue du drapeau. Et, après tant d'années, chaque fois que je vois le Stars and Stripes flotter au vent, j'éprouve encore la même émotion. Esthétiquement, c'est un chef-d'œuvre, c'est un dessin des plus remarquables, viril, gai, brillant, parfait, expression du pays lui-même ».

Parti à la « chasse aux tout-puissants dollars », il fait ses débuts comme étalagiste chez Macy's, avant de dessiner des costumes de théâtre (pour Florenz Ziegfeld) et de travailler comme illustrateur pour Vogue, Harper's Bazaar. Mais la véritable carrière de Raymond Loewy (il préfère modestement parler de « croisière industrielle ») commence en 1929, avec sa première

record inouï dans ce domaine ». La légende de Loewy commence, à l'image de la boulimie consumériste et de la prospérité de l'après-guerre.

« Il n'est point de ligne plus belle que celle de la progression des ventes », écrit, dans une lettre au New York Times, Raymond Loewy. Il ne tarde pas à ouvrir des bureaux à Chicago (1938), à Londres (1946) et même à South Bend, dans l'Indiana, proches des usines Studebaker, où il redessine l'une des voitures mythiques du vingtième siècle, la Studebaker champion.

Objectif de Loewy : réduire le poids des véhicules, les « dégonfler ». Ennemis de ce qu'il appelle le

« record inouï dans ce domaine » explique sans doute la multiplicité et l'éclectisme de ses contrats, allant des logos (eau de Javel La Croix, Shell, BP, Newman) aux robinetteries pour évier, aux postes de télévision Westinghouse et aux réfrigérateurs Frigidaire, en passant par les hélicoptères Alouette. Contrairement aux Français, la chance de Raymond Loewy est d'avoir bénéficié d'un enthousiasme industriel lié à l'apparition de nouveaux besoins et à l'âge d'or de la production en série.

Celle façon de voir dans un soutien-gorge...

Reste un solide sans pratique, appliqué sans mépris à tout objet quotidien, du cure-dent à la locomotive, et puis cette façon d'analyser, de voir dans un soutien-gorge « un problème de construction ou d'encadrement, familier à ceux qui dessinent des ponts ou calculent des efforts de flexion ».

Ingénieur missionnaire, Raymond Loewy défend la simplicité plus que la fonction elle-même. « Il n'y a pas de beauté sans ordre », a-t-il écrit, formule qui sous-entend des milliers de croquis pour un prototype et justifie sa popularité auprès d'un public dont il comprend très vite les exigences : confort, bien-être, vitesse. Pour recouvrir les sièges d'un autocar, n'est-il pas allé jusqu'à échantillonner la taille moyenne des taches et leur nature ? Le « Frog » (la grenouille, comme le surnomment ses premiers détracteurs) fera la une du Time en 1949.

En 1965, l'atelier de Park Avenue à New-York devient la plus grande agence de design du monde, employant deux cents dessinateurs et un département de maquettes sur 3 000 mètres carrés. Dans les années 60-70, Raymond Loewy collabore avec la NASA pour le programme de Skylab, signe l'aménagement intérieur du Concorde pour Air France. Il meurt en 1986 à Monaco.

Cinq cents concepteurs industriels seraient passés par l'« organisation Loewy ». Leurs conseils auraient été des plus utiles aux organisateurs de l'exposition du Centre Pompidou, où le visiteur débambule dans une forêt métallique de panneaux, erre dans des couloirs improbables, croque sous les dossiers au lieu de se familiariser avec l'univers de Raymond Loewy, ce grand bourgeois fasciné par l'Amérique, qu'il savait pourtant si bien tourner en dérision. Tout ce que déplorait le maître en arrivant chez Macy's, en 1919, est ici mis en scène sur 800 mètres carrés : « On se serait cru dans le salon des frères Colliers, ces excentriques qui n'étaient jamais sortis de chez eux pendant quinze ans, furent finalement trouvés morts sous un piano... Mon amour de la simplicité, assombré d'une pointe de logique française, me faisait entrevoir une technique différente... »

LAURENCE BENAÏM

► Raymond Loewy, galerie du CCI, Centre Georges Pompidou, jusqu'au 24 septembre.

(1) Réédité par les éditions Gallimard, coll. Tel. 414 p., 58 F.



Raymond Loewy devant la locomotive S 1 en 1937

Né à Neuilly-sur-Seine et fils d'un économiste viennois, Raymond Loewy passe son enfance entre Paris (la lycée Chaplain), Nice (la villa Bella-Vista) et Trouville. Il est le témoin des grands bouleversements du siècle. « Amoureux de douze locomotives à vapeur », il assiste au premier vol de Santos-Dumont et exploite très vite ses talents de designer. Adolescent, il fait breveter un modèle réduit d'avion, enregistre la marque Ayrel (RL) et, pendant ses vacances, participe à des conférences de la Ligne nationale aérienne.

Sergent pendant la première guerre mondiale, il bricole « un abri quasiment luxueux » baptisé « Studio rue de la Paix ». Démobilisé, il s'embarque pour les États-Unis, avec l'espoir d'être engagé par la General Electric Company. C'est à l'automne 1919, avec 40 dollars en poche, qu'il arrive à New-York. « L'uniforme râpé mais bien coupé et repassé », le voici aussi ému qu'un Rastignac des temps modernes : « Je savais que, très vite, j'apprécierais toutes choses américaines. Je me souviens encore de mon treillis-»

vraie commande, le duplicateur Gestetner, exploit artisanal et solitaire, inaugurant une réussite digne de la légende américaine.

La voiture mythique du vingtième siècle

Dès 1935, le citoyen Loewy, miraculé de la crise économique, travaille pour une douzaine de firmes (la Pennsylvania Railroad, Sears Roebuck, Greyhound Corporation...). Mais la méfiance à l'égard d'une profession nouvelle — l'esthétique industrielle — règne. Ainsi, après deux ans de visites répétées à Chicago (« à mes propres frais », précise le designer), Raymond Loewy dessine le réfrigérateur Coldspot pour la somme de 2 500 dollars.

« J'en dépensai à peu près le double pour exécuter ce travail comme je voulais. Le projet fut accepté, le nouveau réfrigérateur fabriqué et les ventes doublèrent. Pour le modèle suivant, les honoraires furent triplés, les ventes montèrent considérablement, mes honoraires furent portés à 25 000 dollars. Les ventes montèrent à 160 000 unités, puis à 275 000.

style « flanc à la gelatine », Raymond Loewy imagine une voiture qui suggère l'idée de vitesse, même à l'arrêt. Les ailes avant intègrent pare-chocs et phares, la surface des vitres est augmentée. En 1952, Studebaker sort la Starliner, dont la calandre chromée, le capot effilé se traduisent par un échec commercial. Puis, en 1962, la Avanti, dernière création de Raymond Loewy pour la compagnie automobile.

Maître du streamline, Raymond Loewy considère que la forme suprême est l'œuf, « un merveilleux exemple d'aérodynamisme appliqué à un objet à progression ralentie. Toute autre forme, cubique par exemple, rendrait la vie des roues fort désagréable », note-t-il dans son livre. L'apollonisme ? La méthode de Raymond Loewy c'est peut-être, et avant tout, l'art de communiquer des évidences. L'ancien paquet de Lucky Strike était vert, celui de Raymond Loewy (1940-1942) sera blanc. Avantage : meilleure lisibilité, réduction des coûts.

Son talent d'observateur (« l'esthétique industrielle est faite de 25 % d'inspiration et de 75 % de déplace-

L'eau vive de Fontfroide

Le « Golgotha » de Frank Martin dans une cité monastique miraculeusement préservée

NARBONNE

de notre envoyé spécial

Les milliers de voitures qui, chaque jour, près de Narbonne, s'engagent sur l'autoroute A 9 ignorent que non loin, au creux d'un vallon, veille une cité monastique qui dominait toute la région au Moyen Âge : l'abbaye de Fontfroide, fondée en 1093. On est stupéfait de trouver, derrière les remparts de cyprès, un monastère entièrement conservé, aux pierres rouges et dorées, qui encloît l'église d'un dépouillement tout cistercien, un cloître admirable, toutes les salles de la vie monastique, des cours élégantes aux décorations du XVII^e siècle et des jardins à l'italienne en terrasses, traces des époques de décadence.

C'est miracle qu'un tel trésor architectural ait traversé les siècles et les révolutions, sauvé par des moines de Sénanque au XIX^e siècle, puis, après la loi de séparation en 1905, par des mécènes qui sur-enchérent sur l'Institut Rockefeller.

ler pour empêcher que le cloître ne fût envahi, pierre par pierre, aux États-Unis. La musique contribue à préserver l'esprit de ce haut lieu, grâce à Nicolas d'Andoque et à l'Association des amis de Fontfroide, qui organisent des concerts depuis 1967 avec Jean-Bernard Pommer. Aujourd'hui, le Festival de Radio-France et de Montpellier donne un large écho aux concerts de Fontfroide (1). L'eau vive de la musique y supplée le torrent à sec.

Abstraction et nudité

Dans la cour Louis XIV, devant un public nombreux installé sur des gradins en tubulures métalliques, le Golgotha de Frank Martin y a succédé à la 9^e Symphonie de Mahler, dans une interprétation aussi magistrale de Marek Janowski, à la tête de l'Orchestre philharmonique et du grand chœur de Radio-France, avec cinq superbes solistes (Murielle Kemmer, Nathalie Stutzmann, Ian

Caley, Jean-Philippe Courtis et Nicolas Christou, porte-parole du Christ).

La foi brillante de ce fils de pasteur (dont on célèbre cette année le centenaire) dans ce couvent brûlé de soleil tout le jour, l'abstraction et la nudité de la tradition cistercienne, tout cela se recoupe dans cette vaste méditation, d'un esprit proche des Passions de Bach, qui donne la primauté à la transcendance du drame, projette sa lumière sur la seule dimension verticale de l'espoir humain incarné dans le Christ, comme l'a suggéré Rembrandt dans l'eau-forte des Trois Croix, point de départ de Golgotha.

L'œuvre est simple et directe, prière et contemplation avec le chœur, action dramatique par les solistes sur le récit très sobre que Frank Martin a tiré des Évangiles, avec un orchestre aigu et incisif. Rien que l'essentiel dans la grandeur abrupte de la tragédie, adoucie par la tendresse de Jésus lors de l'institution de l'Eucharistie, et

quelques airs de confiance et d'amour tirés des psaumes ou de saint Augustin, jusqu'au chœur final qui s'envole avec une fraîcheur et une allégresse indicibles, après la proclamation solennelle de la résurrection.

La veille, dans la cour Jacques-Cœur de Montpellier, Armin Jordan et l'Ensemble orchestral de Paris (après une interprétation transmise de la 2^e Symphonie de chambre de Schönberg) avaient donné une autre image saisissante du drame du Calvaire dans les Sept Paroles du Christ de Haydn, jouées avec une formidable énergie contenue, un lyrisme profondément enraciné, une sorte de grand questionnement de l'âme, correspondant à l'effet recherché par le chanoine de Cadix qui en avait fait la commande. Haydn s'y révèle un grand orateur mystique, une sorte de Bossuet.

JACQUES LONCHAMPT

(1) Avec l'aide de Franco-Télécom et du conseil général de l'Aude

ARTS

Les alchimistes de la pierre

A Melle, les églises romanes dévoilent leurs secrets grâce à l'art contemporain

MELLE

de notre envoyée spéciale

« C'est une église, vous êtes sûr ? » Sur le livre d'or de Saint-Savinien, un touriste ne sait plus à quel saint se vouer. De l'art contemporain sous des voûtes romanes, cela étonne encore. Les rois édifices romanes de Melle, petite ville des Deux-Sèvres tout en rondeur, accueillent cet été de nouveaux paroissiens : les « codes-peintures » de Jean-Paul Albinet à Saint-Savinien, les espaces sonores et lumineux de Christina Kubisch à Saint-Pierre et le MH-Tronic, une boîte à musique dernier cri, à Saint-Hilaire.

L'idée d'Henri-Michel Borderie, directeur artistique de « l'été roman », est séduisante. L'art contemporain n'est pas un trouble-fête, mais le révélateur de cette architecture sobre, éclaircie par des rénovations récentes. Les codes-barres et les collages publicitaires en forme de vitraux de Jean-Paul Albinet font resurgir, grâce à un pistolet laser, les stèles ou la moindre petite niche cachée.

Certains, dans la région, ont crié au scandale. « Où est la provocation ? » rétorque Henri-Michel Borderie. Le directeur artistique de « l'été roman » est plutôt content d'avoir fait ouvrir une église qui servait de hangar presque toute l'année. « Saint-Savinien a subi le pire des outrages pour un lieu saint. Au XIX^e siècle, c'était une prison. L'art contemporain ne fait que la valoriser. »

Dans l'église Saint-Hilaire, seul lieu de culte actif, il a préféré la sagesse d'un recueillement musical en installant le MH-Tronic. 5 F dans cette grosse boîte à musique, et le Nisi Domine, de Vivaldi, la belle voix grave d'Aretha Franklin tombent de la voûte.

Un couple d'amoureux s'est offert un chant de germination des paysans taiwanais, une famille l'Ave Maria, de Gounod, manifestement devenu le tabou de Saint-

Hilaire.

Christina Kubisch s'est arrêtée une semaine à Melle. Le jour, elle a contemplant Saint-Pierre brûlée par le soleil. Le soir, au crépuscule, elle a écouté les cris des martinets autour du petit clocher et les a enregistrés. L'artiste allemande a eu l'idée de plonger l'église dans le noir.

Le sol humide et moite du chœur

Après la lumière crue, il faut s'habituer à la pénombre, se laisser envahir par cette chaleur angoissante, animale, s'asseoir, sur le sol humide et moite du chœur, s'enivrer de l'obscurité qui peu à peu se transforme en lumière laiteuse, du chant lancinant des martinets.

Seules les jointures des pierres des colonnes sont soulignées par des fils phosphorescents, couchés sédimentaires ou tranches d'âge. On retrouve à la fois l'architecture des églises de Toscane, rayées de noir et de blanc, et l'atmosphère du Dark Passage, de James Turrell, visible au Musée d'art moderne à Paris (1).

Henri-Michel Borderie entend continuer son exploration de Melle. Il songe à l'hôtel Renaissance de Ménéac et à deux magnifiques lavoirs nichés au creux d'un valloir, il imagine les mises en scène possibles, et réfléchit aux prochains artistes qui investiront ces vieilles pierres.

BÉNÉDICTE MATHIEU

► De 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 18 septembre. Tél. : 49-28-11-46. Catalogue des expositions : 35 p., 25 F. « L'été roman » sera clôturé le 18 septembre, à 19 heures, par un concert de carillonneur de cloches orchestré par Anne Gillis.

(1) Collection Paatz, Musée d'art moderne de la Ville de Paris. De 10 heures à 17 h 30, le mercredi jusqu'à 20 h 30. Fermé le lundi. Jusqu'au 4 novembre.

Le patois de Chaissac

Une rétrospective à L'Isle-sur-la-Sorgue de ce peintre disparu il y a vingt-six ans

« Un peintre « rustique moderne », un homme « en culotte de velours et veste de moleskine », qui peint « en patois », comme il le disait lui-même, chez le marquis de Campredon ! En fait, on ne sait lequel est le plus aristocratique, de l'hôtel particulier sis non loin de la Sorgue ou de l'art de Gaston Chaissac, tant ses totems et ses peintures respirent à l'aise dans cette maison noble.

Galerie et collectionneurs privés ayant prêté des tableaux élégamment encadrés, l'impression de raffinement en est accentuée. Le pouvoir de Chaissac est tel que ses matériaux les plus dérisoires — du bois un peu gâté, une gamelle, une porte de gazinière, un seau écrasé, un pot à lait — pour peu qu'il ait, sur eux, tracé des traits, posé des touches de peinture, collé des papiers colorés, acquièrent un indéfinissable crédit poétique.

Vingt-six ans après sa mort et passée l'époque qui privilégiait le pittoresque du personnage — l'épisotier du bocage vendéen interpellant les beaux esprits, le cordonnier de village peignant au gros pinceau sur ce que le hasard et son flair lui mettaient sous la main — voici que l'œuvre parle seule et elle est plus énigmatique que jamais.

Qu'est-ce qui a compté le plus pour la « formation » de Chaissac : sa rencontre avec Otto Freundlich, ses entretiens avec Albert Gleizes à Saint-Rémy, son compagnonnage avec Dubuffet ou son apprentissage de bourrelier peignant des attelles, sa propre curiosité de chroniqueur villageois, son observation constante de la nature ?

Devant ses tableaux fortement construits, même quand la composition est stimulée par des empreintes de hasard, et harmonieusement colorés, même dans la violence, on imagine que les contacts avec les maîtres n'ont pu que délivrer en lui un don magique, captif des empêchements de la vie sociale.

Les yeux qui naissent des entrelacs, les figures cernées de noir qui surgissent comme des diables des formes imbriquées — apparition obsédante et parfaitement saugrenue d'une gamelle là où on ne l'attendait pas ! — la puissance forcée de l'écriture, la bizarrerie des déformations suggèrent l'appartenance à un folklore. Mais lequel, sinon l'imaginaire de Chaissac qui, comme quelques autres de son époque, est d'une planète non identifiée.

Totems et objets de récupération

Art d'exilés qui se souviennent peut-être, inventent l'autre monde, celui des origines, d'une enfance...

En soixante-quinze pièces, très bien choisies et présentées, l'exposition de L'Isle-sur-la-Sorgue fait le point sur Chaissac. Il y a des totems, des objets de récupération, des peintures, de 1943 aux dernières années, dont l'une annonce franchement l'Hourloupe de Dubuffet, de grands collages dont ceux qui assemblent des échantillons de tapisserie, des gouaches de 1948 faites à partir d'empreintes, puis allages que les autres œuvres, et des dessins.

Ils ont fait dire que Chaissac était un Klee populaire, ce que justifie leur étonnante gracilité. Ils rappellent aussi certains travaux d'écriture automatique. Mais, là encore, la notion d'exotisme s'impose. C'est un art qui vient d'ailleurs.

Dans la demeure du marquis provençal, le cordonnier vendéen parle un patois bien étrange. On reconnaît certains mots de notre idiome, de notre usage. Mais ils ne sont là, avec d'autres, que pour mieux nous égarer dans les terres inconnues.

JEAN-JACQUES LERRANT

► Hôtel Donadeur de Campredon, rue du Docteur-Taillet, L'Isle-sur-la-Sorgue. Jusqu'au 21 octobre.

Moscou
entre
l'Amérique
et les
Romanov

هكذا من الرجل

SANS VISA

Moscou entre l'Amérique et les Romanov

Si Mikhaïl Gorbatchev, adossé à l'Oural, fait miroiter la « maison commune » européenne, les Moscovites, qu'ils soient moine ou entraîneuse, préfèrent souvent regarder au-delà de l'Atlantique. Quand ils ne rêvent pas de leurs tsars disparus...



XAVIER LAMBOURDINETS

Le patois de Chasse

C'EST la première fois que vous allez en Union soviétique — en « Urssie », comme prononcent ceux qui n'ont pas peur de réduire un pays à un sigle au goût de fer-blanc, — je veux dire en Russie. Vous y arrivez la tête pleine de « transparence » et de « restructuration », nouvelle politique à deux têtes plus connue chez nous sous ses appellations indigènes : glasnost et perestroïka.

Vous êtes de ceux qui, tel de Gaulle, non seulement ont toujours espéré en une seule Europe, de l'Atlantique à l'Asie, mais encore n'ont jamais cessé de croire que le communisme, notamment en comprimant la « Sainte Orthodoxie », fabriquait lui-même, goutte à goutte, le puissant rejet de sa mainmise. La foi finit toujours par ébranler la montagne, surtout quand l'adversaire a perdu une à une ses convictions comme d'autres leurs dents.

Vous débarquez la joie dans l'âme à Moscou. Et vous y êtes accueilli dès l'aéroport de Chéremetievo, au sortir même de l'avion, avant les formalités, par Pepsi-Cola et American Express ! Comme si les Américains avaient voulu d'emblée vous faire la nique ; comme un sonore « oui » russe aux pauvres Européens sachant, au débotté, à quoi s'en tenir. Après les Allemandes de Coca-Kohl que vous venez de survoler, vous voilà donc chez Coca-Gorba !

J'aurais dû m'en douter en feuilletant le petit dossier qu'on nous avait remis avant de quitter Paris, de la part des Komosomols — organisation soviétique de jeunesse — managers du voyage : le bloc-notes offert était de la marque Wall Street... Et le taxi, hélas pour

une première course, qui vous a éconduit lorsqu'il a su que, n'ayant sur vous que des roubles, vous ne pourriez pas le payer en dollars ! Alors que vous croyant sans doute encore sous Staline, vous le menaciez d'appeler un des miliciens arpenteant le trottoir, il a éclaté de rire en vous plantant là sans autre forme de procès... Demain ce sera la discrète entraîneuse, croisée au bar l'Orbite, qui, ex abrupto, vous informera de son tarif directement en dollars ; le Ric, le serveur, l'étudiant, le gamin du coin de la rue vous proposeront, toujours dans la même monnaie, le samovar prétendument de grand-mère, l'une de ces fameuses montres naïves de l'armée rouge si prisées à Paris, tel insigne ou décoration, etc.

Les pantoufles de saint Serge

Un autre jour, vous irez à Zagorsk, dans les environs de Moscou. Au milieu des boulevards, assailli de pèlerins (un million par an), le Vatican orthodoxe, doré, ripoliné, astiqué à neuf, est tout frétille de l'air nouveau : « M^{re} Gorbatchev a planté un arbre dans un de nos couvents de province comme les tsarines ! » « L'Etat doit nous reconnaître et nous rendre Saint-Basile-le-Bienheureux (1) ! » « Bientôt la messe sera célébrée à l'intérieur du Kremlin, pour la première fois depuis 1917. » Les moines et les séminaristes russes ont du bagout ! En tout cas, ils ont l'allure de se ficher des indices qui, routine oblige, doivent bien figurer parmi nos sympathiques accompagnateurs.

Coquets, mains et moustaches soignées, cheveux longs (moins soignés), soutanes en beau drap noir à haut collet, les religieux de Zagorsk sont

parfois même plus que renversants lorsqu'ils vous apostrophent d'un « Vous qui êtes français, donnez-nous donc des nouvelles de nos Romanov ! ». Heureusement, j'avais souvenir de quelques photos du Figaro-Magazine sur les grands-ducs russes dans leur exil breton...

Mais nos jeunes interprètes laïques n'étaient pas moins intéressés que les moines par leur ci-devant dynastie, voulaient même en savoir plus, à l'heure où les Nouvelles de Moscou tartinent sur la découverte du « lieu où sont enterrés Nicolas II et sa famille », avec reproduction du « crâne identifié comme étant celui du tsar ».

Ensuite, pendant qu'on nous fait admirer les pantoufles en cuir de saint Serge de Radonège, un moineillon raconte le destin de cet ermite du quatorzième siècle, « patron de la Russie éternelle, éducateur des moujiks, médiateur politique, inspirateur du tsar Dimitri IV, le tsar qui repoussa les Mongols, etc. » L'émotion fait déborder la voix de l'ensoutané en herbe. Les Russes, « ces Arabes blonds, ces Orientaux » (Crustine), semblent avoir parfois la même conception « horizontale » de l'Histoire que les mahométans : les batailles, les hommes d'il y a cent ou mille ans qui nous paraissent, à nous, si éloignés, si morts, ne sont pas derrière eux mais à côté d'eux et donc constamment mêlés aux événements présents.

Des théologiens laïques se joignent plus loin aux religieux et également des étudiants, toujours plus d'étudiants (il y en a 1 500 à Zagorsk en incluant ceux qui travaillent par correspondance), ardemment désireux de communiquer leurs opinions aux visiteurs étrangers : « Il est

scandaleux que l'Etat soviétique n'ait autorisé que l'ouverture de mille églises en 1989 alors qu'il y en a des dizaines de milliers fermées ! » « Avez-vous remarqué que même des papes ont été élus lors de nos dernières législatives ? » « Un pape slave (Jean-Paul II), ce n'est pas un cadeau pour nous, orthodoxes, car il veut récupérer des chrétiens en Ukraine. » (Cas de catholiques orientaux intégrés de force à l'orthodoxie par Staline.)

Pour finir, un vice-higoumène nous entraîne dans un pavillon recelant le livre d'or du monastère : un registre nécessitant deux hommes pour être déplacé. Défilent les signatures augustes d'Elisabeth de Belgique, du pape Cyrille IV, des coptes d'Égypte, de Hussein de Jordanie et d'une foule d'autres célébrités mondiales. Soudain le prêtre, dans un geste encore plus large, les yeux au ciel, marque un temps et déclare emphatiquement, comme s'il annonçait Dieu le Père en personne : « Et voici maintenant la dédicace de notre ami le président Jimmy Carter des Etats-Unis ! » Admirez !

Un instant effacée par les cénobites et les tsars, l'Amérique revenait in fine rafler toute la mise...

Kitsch kolkhozien

Pour vous changer, quand le soir vous allumez la télévision de votre chambre d'hôtel, vous tombez sur la version soviétique de la... gymtonic californienne dont ces braves Russes ne savent sans doute pas encore qu'elle tasse les vertèbres comme jogging sur macadam, autre cadeau américain. La Russie est entrée dans la servitude des modes occidentales, mais pas encore dans

leurs commodités : j'ai deux télévisions dans ma chambre, mais pas d'électricité dans la salle de bains et l'électricien mettra trois jours à venir...

Autres programmes de Télé-Moscou : des clips presque aussi osés et tout aussi débiles que chez nous ; des concerts de rock échevelé suivis avec plus d'enthousiasme encore qu'en Occident ; l'androgynisme chantant Amanda Lear, bref on est comme chez soi...

Le lendemain matin, en tirant les rideaux de votre baie du Cosmos, gigantesque hôtel de 3 000 lits répartis sur vingt-cinq étages, construit par le promoteur parisien Jean-Claude Aaron (celui de la tour Montparnasse) pour les Olympiades de 1980, face au parc des Réalisations-de-l'Economie-Nationale, le lendemain matin donc, vous vous croyez un instant revenu au « temps béni » où les Soviétiques n'avaient pas besoin d'aller se fournir outre-Atlantique en rêves (et cauchemars) : un couple communiste géant, en furie, surgissant de la brume, vous menace de leurs bons vieux faucille et marteau...

Ce n'est heureusement que la statue Ouvrier et kolkhozien, bloc d'acier de 75 tonnes et 30 mètres de haut ; s'il réchauffa les cœurs de tous les prolétaires visiteurs du pavillon soviétique de l'Exposition technique internationale de Paris en 1937, il n'est plus aujourd'hui qu'un monument kitsch au pied duquel, rigolards, lunettes noires par temps gris et cheveux roses ou verts, se font portraiture pour Paris-Match les rockeurs moscovites...

Dans le métro se déplacent par groupes les soldats en permission, blancs, jaunes ou basanés, de conserve. Des airs de troupes coloniales malgré

leurs uniformes ternes mais magistralement coupés, la taille haute soulignée, de longues fentes anoblissant le dos de banales capotes. Et puis de l'or et du rouge sur les képis.

Empire, empire... Quand celui de Moscou se sera écroulé, comme ceux des Habsbourg ou des Ottomans, sous les applaudissements planétaires, et que les anciens « peuples allogènes » s'affrontent, même au sein des nouveaux petits Etats composites offrant tous les inconvénients de l'ancien empire et rien de sa grandeur, à ce moment-là alors on gémira sur feu l'Union soviétique comme on regrette aujourd'hui François-Joseph ou la Sublime Porte...

A cela, on ne peut pas ne pas penser dans les rues de Moscou, devant tous ces visages accolés, du Nord et du Sud, d'Europe et d'Asie, du christianisme et du chamanisme, d'Islam et d'Israël.

Ces rues, je les arpenterai seul pour mon dernier soir ici pendant que les confrères se seront laissés tenter par Valentin Savtchenko, peintre de vingt-quatre ans qui travaille entièrement nu comme ses modèles et fait courir le Tout-Moscou ; puis par un travesti qui se grime à volonté en Elizabeth Taylor ou en Gorbatchev hippie avec vrai rouge à lèvres et faux cils. Madame Arthur sur la Moskova... Eh oui ! Il fallait ces minables extravagances pour sentir le vent de la liberté sur la place Rouge... Comme les serveuses aux seins nus de Budapest, comme les casinos des chrétiens à Beyrouth...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Edifiée en 1555-1560, la fameuse cathédrale de la place Rouge, avec ses quinze dômes multicolores, a été transformée en musée par le régime communiste.

SANS VISA

JEUX

échecs

N° 1396

DÉVIATIONS

(Tournoi de qualification GMA, Moscou, 1990)

Blancs : M. CHANDLER (ANGLETERRE)
Noirs : L. PSACHIS (ISRAËL)

Partie française.

1. d4 2. d5 3. c3 4. f3 5. c4 6. f5 7. c3 8. d4 9. c4 10. f3 11. c3 12. d4 13. d5 14. d6 15. d7 16. d8 17. d9 18. d10 19. d11 20. d12 21. d13 22. d14 23. d15 24. d16 25. d17 26. d18 27. d19 28. d20 29. d21 30. d22 31. d23 32. d24 33. d25 34. d26 35. d27 36. d28 37. d29 38. d30 39. d31 40. d32 41. d33 42. d34 43. d35 44. d36 45. d37 46. d38 47. d39 48. d40 49. d41 50. d42 51. d43 52. d44 53. d45 54. d46 55. d47 56. d48 57. d49 58. d50 59. d51 60. d52 61. d53 62. d54 63. d55 64. d56 65. d57 66. d58 67. d59 68. d60 69. d61 70. d62 71. d63 72. d64 73. d65 74. d66 75. d67 76. d68 77. d69 78. d70 79. d71 80. d72 81. d73 82. d74 83. d75 84. d76 85. d77 86. d78 87. d79 88. d80 89. d81 90. d82 91. d83 92. d84 93. d85 94. d86 95. d87 96. d88 97. d89 98. d90 99. d91 100. d92 101. d93 102. d94 103. d95 104. d96 105. d97 106. d98 107. d99 108. d100 109. d101 110. d102 111. d103 112. d104 113. d105 114. d106 115. d107 116. d108 117. d109 118. d110 119. d111 120. d112 121. d113 122. d114 123. d115 124. d116 125. d117 126. d118 127. d119 128. d120 129. d121 130. d122 131. d123 132. d124 133. d125 134. d126 135. d127 136. d128 137. d129 138. d130 139. d131 140. d132 141. d133 142. d134 143. d135 144. d136 145. d137 146. d138 147. d139 148. d140 149. d141 150. d142 151. d143 152. d144 153. d145 154. d146 155. d147 156. d148 157. d149 158. d150 159. d151 160. d152 161. d153 162. d154 163. d155 164. d156 165. d157 166. d158 167. d159 168. d160 169. d161 170. d162 171. d163 172. d164 173. d165 174. d166 175. d167 176. d168 177. d169 178. d170 179. d171 180. d172 181. d173 182. d174 183. d175 184. d176 185. d177 186. d178 187. d179 188. d180 189. d181 190. d182 191. d183 192. d184 193. d185 194. d186 195. d187 196. d188 197. d189 198. d190 199. d191 200. d192 201. d193 202. d194 203. d195 204. d196 205. d197 206. d198 207. d199 208. d200 209. d201 210. d202 211. d203 212. d204 213. d205 214. d206 215. d207 216. d208 217. d209 218. d210 219. d211 220. d212 221. d213 222. d214 223. d215 224. d216 225. d217 226. d218 227. d219 228. d220 229. d221 230. d222 231. d223 232. d224 233. d225 234. d226 235. d227 236. d228 237. d229 238. d230 239. d231 240. d232 241. d233 242. d234 243. d235 244. d236 245. d237 246. d238 247. d239 248. d240 249. d241 250. d242 251. d243 252. d244 253. d245 254. d246 255. d247 256. d248 257. d249 258. d250 259. d251 260. d252 261. d253 262. d254 263. d255 264. d256 265. d257 266. d258 267. d259 268. d260 269. d261 270. d262 271. d263 272. d264 273. d265 274. d266 275. d267 276. d268 277. d269 278. d270 279. d271 280. d272 281. d273 282. d274 283. d275 284. d276 285. d277 286. d278 287. d279 288. d280 289. d281 290. d282 291. d283 292. d284 293. d285 294. d286 295. d287 296. d288 297. d289 298. d290 299. d291 300. d292 301. d293 302. d294 303. d295 304. d296 305. d297 306. d298 307. d299 308. d300 309. d301 310. d302 311. d303 312. d304 313. d305 314. d306 315. d307 316. d308 317. d309 318. d310 319. d311 320. d312 321. d313 322. d314 323. d315 324. d316 325. d317 326. d318 327. d319 328. d320 329. d321 330. d322 331. d323 332. d324 333. d325 334. d326 335. d327 336. d328 337. d329 338. d330 339. d331 340. d332 341. d333 342. d334 343. d335 344. d336 345. d337 346. d338 347. d339 348. d340 349. d341 350. d342 351. d343 352. d344 353. d345 354. d346 355. d347 356. d348 357. d349 358. d350 359. d351 360. d352 361. d353 362. d354 363. d355 364. d356 365. d357 366. d358 367. d359 368. d360 369. d361 370. d362 371. d363 372. d364 373. d365 374. d366 375. d367 376. d368 377. d369 378. d370 379. d371 380. d372 381. d373 382. d374 383. d375 384. d376 385. d377 386. d378 387. d379 388. d380 389. d381 390. d382 391. d383 392. d384 393. d385 394. d386 395. d387 396. d388 397. d389 398. d390 399. d391 400. d392 401. d393 402. d394 403. d395 404. d396 405. d397 406. d398 407. d399 408. d400 409. d401 410. d402 411. d403 412. d404 413. d405 414. d406 415. d407 416. d408 417. d409 418. d410 419. d411 420. d412 421. d413 422. d414 423. d415 424. d416 425. d417 426. d418 427. d419 428. d420 429. d421 430. d422 431. d423 432. d424 433. d425 434. d426 435. d427 436. d428 437. d429 438. d430 439. d431 440. d432 441. d433 442. d434 443. d435 444. d436 445. d437 446. d438 447. d439 448. d440 449. d441 450. d442 451. d443 452. d444 453. d445 454. d446 455. d447 456. d448 457. d449 458. d450 459. d451 460. d452 461. d453 462. d454 463. d455 464. d456 465. d457 466. d458 467. d459 468. d460 469. d461 470. d462 471. d463 472. d464 473. d465 474. d466 475. d467 476. d468 477. d469 478. d470 479. d471 480. d472 481. d473 482. d474 483. d475 484. d476 485. d477 486. d478 487. d479 488. d480 489. d481 490. d482 491. d483 492. d484 493. d485 494. d486 495. d487 496. d488 497. d489 498. d490 499. d491 500. d492 501. d493 502. d494 503. d495 504. d496 505. d497 506. d498 507. d499 508. d500 509. d501 510. d502 511. d503 512. d504 513. d505 514. d506 515. d507 516. d508 517. d509 518. d510 519. d511 520. d512 521. d513 522. d514 523. d515 524. d516 525. d517 526. d518 527. d519 528. d520 529. d521 530. d522 531. d523 532. d524 533. d525 534. d526 535. d527 536. d528 537. d529 538. d530 539. d531 540. d532 541. d533 542. d534 543. d535 544. d536 545. d537 546. d538 547. d539 548. d540 549. d541 550. d542 551. d543 552. d544 553. d545 554. d546 555. d547 556. d548 557. d549 558. d550 559. d551 560. d552 561. d553 562. d554 563. d555 564. d556 565. d557 566. d558 567. d559 568. d560 569. d561 570. d562 571. d563 572. d564 573. d565 574. d566 575. d567 576. d568 577. d569 578. d570 579. d571 580. d572 581. d573 582. d574 583. d575 584. d576 585. d577 586. d578 587. d579 588. d580 589. d581 590. d582 591. d583 592. d584 593. d585 594. d586 595. d587 596. d588 597. d589 598. d590 599. d591 600. d592 601. d593 602. d594 603. d595 604. d596 605. d597 606. d598 607. d599 608. d600 609. d601 610. d602 611. d603 612. d604 613. d605 614. d606 615. d607 616. d608 617. d609 618. d610 619. d611 620. d612 621. d613 622. d614 623. d615 624. d616 625. d617 626. d618 627. d619 628. d620 629. d621 630. d622 631. d623 632. d624 633. d625 634. d626 635. d627 636. d628 637. d629 638. d630 639. d631 640. d632 641. d633 642. d634 643. d635 644. d636 645. d637 646. d638 647. d639 648. d640 649. d641 650. d642 651. d643 652. d644 653. d645 654. d646 655. d647 656. d648 657. d649 658. d650 659. d651 660. d652 661. d653 662. d654 663. d655 664. d656 665. d657 666. d658 667. d659 668. d660 669. d661 670. d662 671. d663 672. d664 673. d665 674. d666 675. d667 676. d668 677. d669 678. d670 679. d671 680. d672 681. d673 682. d674 683. d675 684. d676 685. d677 686. d678 687. d679 688. d680 689. d681 690. d682 691. d683 692. d684 693. d685 694. d686 695. d687 696. d688 697. d689 698. d690 699. d691 700. d692 701. d693 702. d694 703. d695 704. d696 705. d697 706. d698 707. d699 708. d700 709. d701 710. d702 711. d703 712. d704 713. d705 714. d706 715. d707 716. d708 717. d709 718. d710 719. d711 720. d712 721. d713 722. d714 723. d715 724. d716 725. d717 726. d718 727. d719 728. d720 729. d721 730. d722 731. d723 732. d724 733. d725 734. d726 735. d727 736. d728 737. d729 738. d730 739. d731 740. d732 741. d733 742. d734 743. d735 744. d736 745. d737 746. d738 747. d739 748. d740 749. d741 750. d742 751. d743 752. d744 753. d745 754. d746 755. d747 756. d748 757. d749 758. d750 759. d751 760. d752 761. d753 762. d754 763. d755 764. d756 765. d757 766. d758 767. d759 768. d760 769. d761 770. d762 771. d763 772. d764 773. d765 774. d766 775. d767 776. d768 777. d769 778. d770 779. d771 780. d772 781. d773 782. d774 783. d775 784. d776 785. d777 786. d778 787. d779 788. d780 789. d781 790. d782 791. d783 792. d784 793. d785 794. d786 795. d787 796. d788 797. d789 798. d790 799. d791 800. d792 801. d793 802. d794 803. d795 804. d796 805. d797 806. d798 807. d799 808. d800 809. d801 810. d802 811. d803 812. d804 813. d805 814. d806 815. d807 816. d808 817. d809 818. d810 819. d811 820. d812 821. d813 822. d814 823. d815 824. d816 825. d817 826. d818 827. d819 828. d820 829. d821 830. d822 831. d823 832. d824 833. d825 834. d826 835. d827 836. d828 837. d829 838. d830 839. d831 840. d832 841. d833 842. d834 843. d835 844. d836 845. d837 846. d838 847. d839 848. d840 849. d841 850. d842 851. d843 852. d844 853. d845 854. d846 855. d847 856. d848 857. d849 858. d850 859. d851 860. d852 861. d853 862. d854 863. d855 864. d856 865. d857 866. d858 867. d859 868. d860 869. d861 870. d862 871. d863 872. d864 873. d865 874. d866 875. d867 876. d868 877. d869 878. d870 879. d871 880. d872 881. d873 882. d874 883. d875 884. d876 885. d877 886. d878 887. d879 888. d880 889. d881 890. d882 891. d883 892. d884 893. d885 894. d886 895. d887 896. d888 897. d889 898. d890 899. d891 900. d892 901. d893 902. d894 903. d895 904. d896 905. d897 906. d898 907. d899 908. d900 909. d901 910. d902 911. d903 912. d904 913. d905 914. d906 915. d907 916. d908 917. d909 918. d910 919. d911 920. d912 921. d913 922. d914 923. d915 924. d916 925. d917 926. d918 927. d919 928. d920 929. d921 930. d922 931. d923 932. d924 933. d925 934. d926 935. d927 936. d928 937. d929 938. d930 939. d931 940. d932 941. d933 942. d934 943. d935 944. d936 945. d937 946. d938 947. d939 948. d940 949. d941 950. d942 951. d943 952. d944 953. d945 954. d946 955. d947 956. d948 957. d949 958. d950 959. d951 960. d952 961. d953 962. d954 963. d955 964. d956 965. d957 966. d958 967. d959 968. d960 969. d961 970. d962 971. d963 972. d964 973. d965 974. d966 975. d967 976. d968 977. d969 978. d970 979. d971 980. d972 981. d973 982. d974 983. d975 984. d976 985. d977 986. d978 987. d979 988. d980 989. d981 990. d982 991. d983 992. d984 993. d985 994. d986 995. d987 996. d988 997. d989 998. d990 999. d991 1000. d992 1001. d993 1002. d994 1003. d995 1004. d996 1005. d997 1006. d998 1007. d999 1008. d1000 1009. d1001 1010. d1002 1011. d1003 1012. d1004 1013. d1005 1014. d1006 1015. d1007 1016. d1008 1017. d1009 1018. d1010 1019. d1011 1020. d1012 1021. d1013 1022. d1014 1023. d1015 1024. d1016 1025. d1017 1026. d1018 1027. d1019 1028. d1020 1029. d1021 1030. d1022 1031. d1023 1032. d1024 1033. d1025 1034. d1026 1035. d1027 1036. d1028 1037. d1029 1038. d1030 1039. d1031 1040. d1032 1041. d1033 1042. d1034 1043. d1035 1044. d1036 1045. d1037 1046. d1038 1047. d1039 1048. d1040 1049. d1041 1050. d1042 1051. d1043 1052. d1044 1053. d1045 1054. d1046 1055. d1047 1056. d1048 1057. d1049 1058. d1050 1059. d1051 1060. d1052 1061. d1053 1062. d1054 1063. d1055 1064. d1056 1065. d1057 1066. d1058 1067. d1059 1068. d1060 1069. d1061 1070. d1062 1071. d1063 1072. d1064 1073. d1065 1074. d1066 1075. d1067 1076. d1068 1077. d1069 1078. d1070 1079. d1071 1080. d1072 1081. d1073 1082. d1074 1083. d1075 1084. d1076 1085. d1077 1086. d1078 1087. d1079 1088. d1080 1089. d1081 1090. d1082 1091. d1083 1092. d1084 1093. d1085 1094. d1086 1095. d1087 1096. d1088 1097. d1089 1098. d1090 1099. d1091 1100. d1092 1101. d1093 1102. d1094 1103. d1095 1104. d1096 1105. d1097 1106. d1098 1107. d1099 1108. d1100 1109. d1101 1110. d1102 1111. d1103 1112. d1104 1113. d1105 1114. d1106 1115. d1107 1116. d1108 1117. d1109 1118. d1110 1119. d1111 1120. d1112 1121. d1113 1122. d1114 1123. d1115 1124. d1116 1125. d1117 1126. d1118 1127. d1119 1128. d1120 1129. d1121 1130. d1122 1131. d1123 1132. d1124 1133. d1125 1134. d1126 1135. d1127 1136. d1128 1137. d1129 1138. d1130 1139. d1131 1140. d1132 1141. d1133 1142. d1134 1143. d1135 1144. d1136 1145. d1137 1146. d1138 1147. d1139 1148. d1140 1149. d1141 1150. d1142 1151. d1143 1152. d1144 1153. d1145 1154. d1146 1155. d1147 1156. d1148 1157. d1149 1158. d1150 1159. d1151 1160. d1152 1161. d1153 1162. d1154 1163. d1155 1164. d1156 1165. d1157 1166. d1158 1167. d1159 1168. d1160 1169. d1161 1170. d1162 1171. d1163 1172. d1164 1173. d1165 1174. d1166 1175. d1167 1176. d1168 1177. d1169 1178. d1170 1179. d1171 1180. d1172 1181. d1173 1182. d1174 1183. d1175 1184. d1176 1185. d1177 1186. d1178 1187. d1179 1188. d1180 1189. d1181 1190. d1182 1191. d1183 1192. d1184 1193. d1185 1194. d1186 1195. d1187 1196. d1188 1197. d1189 1198. d1190 1199. d1191 1200. d1192 1201. d1193 1202. d1194 1203. d1195 1204. d1196 1205. d1197 1206. d1198 1207. d1199 1208. d1200 1209. d1201 1210. d1202 1211. d1203 1212. d1204 1213. d1205 1214. d1206 1215. d1207 1216. d1208 1217. d1209 1218. d1210 1219. d1211 1220. d1212 1221. d1213 1222. d1214 1223. d1215 1224. d1216 1225. d1217 1226. d1218 1227. d1219 1228. d1220 1229. d1221 1230. d1222 1231. d1223 1232. d1224 1233. d1225 1234. d1226 1235. d1227 1236. d1228 1237. d1229 1238. d1230 1239. d1231 1240. d1232 1241. d1233 1242. d1234 1243. d1235 1244. d1236 1245. d1237 1246. d1238 1247. d1239 1248. d1240 1249. d1241 1250. d1242 1251. d1243 1252. d1244 1253. d1245 1254. d1246 1255. d1247 1256. d1248 1257. d1249 1258. d1250 1259. d1251 1260. d1252 1261. d1253 1262. d1254 1263. d1255 1264. d1256 1265. d1257 1266. d1258 1267. d1259 1268. d1260 1269. d1261 1270. d1262 1271. d1263 1272. d1264 1273. d1265 1274. d1266 1275. d1267 1276. d1268 1277. d1269 1278. d1270 1279. d1271 1280. d1272 1281. d1273 1282. d1274 1283. d1275 1284. d1276 1285. d1277 1286. d1278 1287. d1279 1288. d1280 1289. d1281 1290. d1282 1291. d1283 1292. d1284 1293. d1285 1294. d1286 1295. d

SANS VISA

LA TABLE

Tables vivaroises

Hôtel du Midi à Lamastre

Longtemps l'on a dit « Chez Barret »... Ce chef illustre donne en effet son nom à sa maison, typiquement vivaroise, du cœur ardéchois et, plus tard, la chère M^{me} Barret perçut son souvenir. Aujourd'hui, c'est le fils de Bernard Perrier, qui, en cuisine, maintient la tradition du pain d'écrivain, du pigeon rôti au jus d'ail et du navarin de homard au Beaufort de Venise. Avec une superbe carte des vins du pays et des Côtes-du-Rhône. Nombreux menus de 140 F à 325 F et carte (compter 350/400 F).

HOTEL DU MIDI

place de Seignobos,
07270 Lamastre.
Tél. : 75-08-41-50.
AÉ-CC-CE.
Chiens acceptés.

Schaeffer à Serrières

Petite auberge mais franche cuisine avec les tomates farcies d'escargots, les aubergines du pays, de bonnes viandes toutes simples et les fromages de chèvre du pays. Bons desserts et cave homogène. Menus de 100 F à 250 F et carte. Terrasse, 12 chambres climatisées.

SCHAEFFER

quai J. Roche,
07340 Serrières.
Tél. : 75-34-00-07.
Fermé lundi soir et mardi.
Carte bleue. Chiens acceptés.

Rudel à Vals-les-Bains

Les villes d'eau se doivent d'avoir au moins une haute gourmandise qui console du régime. Ici, c'est le restaurant de Maurice Rudel (fils du Rudel qui s'illustra à Montpellier durant des années). Dans un décor boisé clair et tendre, sur la terrasse, il fait bon découvrir les aubergines frites au coulis de tomates, les

jeunes poireaux en mille-feuilles de saumon fumé, la galette de pigeon et les truffes blanches du pays, avant de succulents desserts. Menus de 60 F à 210 F et carte (compter 250/300 F).

RUNEL

43, rue Jean-Jaurès,
07800 Vals-les-Bains.
Tél. : 75-37-48-57.
Fermé dimanche soir et lundi.
Carte bleue. Chiens acceptés.

Marc et Christine à Aubray

Marc Juliet (en cuisine) et Christine, charmants hôtesse, dans un cadre qui, derrière une façade banale, se révèle agréable, font merveille. Elève de Bocuse, cet enfant du pays vivarois de la potée ardéchoise au caneton grillé, des mignons de porc à la sauge à la pastille d'épaule d'agneau avant le soufflé aux marons d'Ardeche inoubliable du dessert. Bonne cave de vins régionaux. Au « Parlo » annexe, on retrouvera pour une centaine de francs d'autres spécialités régionales plus rustiques.

Au restaurant, menus de 135 F à 235 F.

MARC ET CHRISTINE

29, avenue Marc-Séguin,
07100 Aubray.
Tél. : 75-33-48-97.
Fermé dimanche soir et lundi.
Carte bleue. Chiens acceptés.

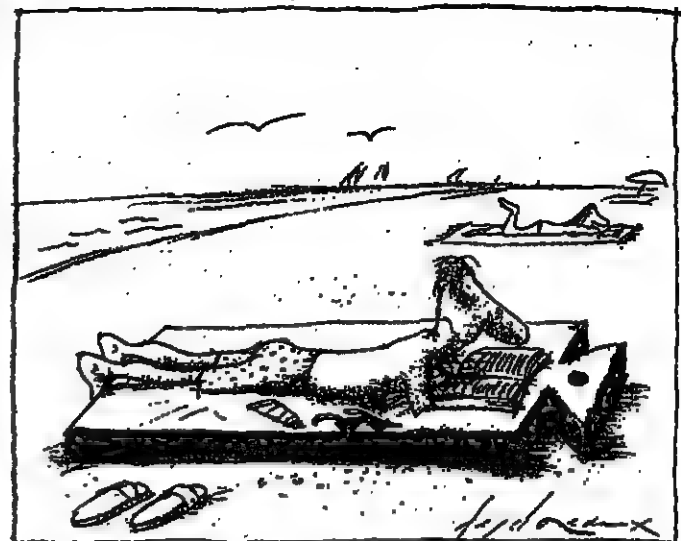
Relais à Cornas

Cornas, c'est le haut lieu des vins vivarois. Renseignez-vous sur place et visitez quelques chais avant (ou après) un repas au « Relais » du village. C'est tout simple, mais rudement bon et d'une rusticité oubliée. Pas de carte, mais trois menus et même quatre, car l'un est de semaine (80 F) et l'autre de fête (150 F). Entra, vous vous régalez pour 110 F ou 135 F des charcuteries du pays, d'une brandade, d'un salmis de pinède au vin de Cornas.

OLLIER

av. du Colonel-Roussel,
07130 Cornas.
Tél. : 75-40-32-17.
Fermé du 9 au 30 août.
Carte bleue. Chiens acceptés.

Lectures de vacances



VACANCES ! C'est moins l'occasion de se reposer que de pratiquer une activité autre que celle du quotidien. C'est pourquoi beaucoup d'hommes s'amusent à cuisiner (de plus en plus, dirai-je, à en croire le courrier). Cuisiner alors, lorsque cela devient un « hobby », c'est à la fois s'amuser et s'instruire. Voici quelques ouvrages à manger des yeux, entre les passages au « piano » ou au baroque :

D'abord voyager, avec la *Cuisine de Louisiane* (par Jacqueline Donuère et Ch. Henri Brandt, un chef de la-bas, éditions Denoël). Vous y apprendrez que la fameuse Vichyssoise est née en 1910 à New-York et que (ne pas confondre comme trop de chefs le font) les œufs Bénédicte n'ont rien à voir avec les œufs Bénédicte, nés aux États-Unis.

Voyager, encore, avec la *Passion des fruits exotiques* (par Monique Guillaume et Yvonne de Blaumac, éditions Flammarion), qui vous permettra d'offrir à la famille des physalis en robe blanche et un carambole cocktail. Voyager, enfin, mais en France, avec *Sœurs de France* (par J.-L. Delpal, éditions Nathan), musique des terroirs et harmonie des

meis en un merveilleux voyage au pays goudriaud. Passons à l'histoire de la cuisine avec la *Grande et la Petite Histoire des cuisiniers* (de Maguelonne Toussaint-Samat et M. Lair, éditions Robert Laffont), de Tantalé à Raymond Oliver. Passionnant. Ou encore le *Moyen Âge à table* (de Bruno Laurioux, éditions Adam Biro), confirmant mon avis de toujours, à savoir que ce fut une grande époque de raffinement et d'imagination que Catherine de Médicis et ses cuisiniers vinrent saboter. Enfin, les *Liturgies de la table* (de Léo Moulin, éditions Albin Michel), une histoire culturelle du manger et du boire par l'auteur de *L'Europe à table*.

Restent les ouvrages de recettes. Ils sont trop, pensez-vous. C'est vrai ! Notez pourtant la *Grande Cuisine en Périgord* (par Catherine Favalelli, éditions Solar), la *Grande Cuisine des brasseries des frères Blanc* (par Christian Saint-Roch, éditions Tail-

landier), les *Recettes secrètes de Patrick Lenôtre* (chez Albin Michel), avec la bonne idée de proposer, selon semaines et saisons, cinquante-deux menus, les conseils d'achat et les vins en accord. L'*Ambroisie, place des Vosges* (de Bernard Pacaud, éditions Robert Laffont), et 52 *Semaines de cuisine* (par Céline Vence et Jacques Charette, éditions M. I.).

Et comme, paraît-il, les messieurs s'intéressent plus au vin que les dames, abordons le chapitre boissons avec *Mes hommes du vin* (par Fiona Baeston, une femme et une Anglaise, qui mieux est ! De quoi rougir, messieurs - chez Plon), une *Encyclopédie mondiale du vin* (de Tom Stevenson, éditions Flammarion), et, enfin, le *Porto* (de Chantal Lecouty, éditions Laffont). Voilà !

Bonne lecture, messieurs, et... à vos casseroles, vite !

LA REYNIÈRE

Un grand cuisinier retrouvé

La Bourgogne, avenue Bosquet ! Ce fut une des meilleures adresses régionalistes de Paris et, lorsque Christian Julien prit sa retraite, une véritable peine pour les vrais gourmets. Mais, à la retraite, on peut s'ennuyer, et c'est ce qui arriva à notre ami. Il vient de prendre en main la direction (et les fourneaux) d'un merveilleux relais sarthois, tout neuf (avec une quinzaine de chambres pour cet automne) au

bord d'un étang. C'est le *Relais des étangs de Guibert*. A la carte, vous retrouverez le potage Billy By, le merveilleux foie gras de canard et ses toasts aux noix, la terrine de lapin aux pruneaux, le steak bourguignon à la moelle, le coquelet aux écrivasses, les desserts en farandole (de la Tatin au baba Stanislas). Une belle carte des vins, une remarquable aussi, le célèbre « bourboute » que le cher Henry Monier

« enchaîna » au canard en communion d'avec l'académie Rabalais. Un menu forestier à 110 F, un menu gastronomique à 230 F et la carte (compter 300 F).

RELAIS DES ÉTANGS DE GUBERT

72600 Neufchâteau-en-Sarcelles.
Tél. : 43-97-15-38.
Au cœur d'activités touristiques : promenades, pêche, baignade, etc.
Fermé le lundi.
Visa, Eurocard, Master Card.
L. R.

ESCALES

Les bastides du roi d'Angleterre

Elles sont très bien conservées, ces bastides du Sud-Ouest et conformes à leurs origines : la place centrale est encadrée de « couverts » voûtés pour les échoppes, avec une halle au milieu ou sur un côté, les rues se coupent à angle droit et alternent - une rue principale pour les charrettes, une rue transversale pour les piétons - les maisons sont identiques - 8 mètres en façade, 20 mètres en profondeur - séparées par un étroit couloir, l'« androne », qui faisait office de coupe-feu. En retrait l'église à une nef, construite sous l'influence des cisterciens. Sobre.

Tout est significatif dans une bastide. Les maisons de la place centrale de Monpazier, par exemple, se touchent avec délicatesse aux quatre angles de la place, formant voûte à la hauteur qui convenait pour que passe un cavalier assis sur sa monture... Bâties sur le même modèle, elles diffèrent en fonction des caractéristiques locales et du matériau utilisé : pierre, brique cuite ou crue,

colombages. Villages ou gros bourgs, les bastides furent fondées au Moyen Âge, entre 1220 et 1370, par les puissances locales : le roi d'Angleterre, le seigneur ou l'abbaye. Ceux-ci s'unissaient par contrat de « parage » pour les doter et en tirer des bénéfices. Certains ne voient-ils pas dans la bastide « un espace fiscalisé qui prend parfois des allures de danière » ? Ce dernier est en effet très pratique pour assaillir l'assiette de l'impôt.

C'est l'avis de Gilles Bernard, auteur d'une excellente monographie, *Les Bastides du Sud-Ouest* (40 pages, 39 F) parue chez Diagram (88, rue du Calvignac, 31019 Toulouse Cedex, tél. : 61-22-82-82) où l'on trouve l'essentiel, savamment illustré, avec carte d'implantation des bastides, graphique historique et index alphabétique. Ouvrage à compléter par les *Bastides de Lomagne*, première plaquette d'une série qui en comportera douze.

Pour comprendre le charme des bastides, il faut aller les voir. Des forfaits sont proposés par les offices départementaux

du tourisme : du Périgord (une semaine, 3120 F ; trois jours, 1470 F ; réservations à Loirs-Accueil, tél. : 53-53-44-35) ; de Midi-Pyrénées (un week-end en Gascogne, 250 F/personne et par nuit, réservations à Loirs-Accueil, tél. : 61-31-95-15) et de la région Aquitaine (Loirs-Accueil Gironde, tél. : 58-52-61-40).

La Route de la soie

Tout le monde ne peut pas être Alexandra David-Néel. Pourtant, il est possible de partager sinon sa façon de voyager solitaire, du moins quelques-unes de ses émotions. L'Association française des amis de l'Orient (19, avenue d'Iéna, 75118 Paris, tél. : 47-23-64-86) a préparé la voie. Plus précisément une très longue Route de la soie qui, de Pékin à Ispahan, contourne les déserts de Gobi et du Taklamakan, traversant le Pamir et le Karakorum.

Visites habituelles à Pékin, excursion aux tombeaux de l'Est, nécropoles des empereurs mandchous des Qing et

l'on s'envole vers Lanzhou et les grottes de Binglingai, haut lieu de l'art et de la méditation bouddhiques. Train de nuit pour Tianshui, le monastère taoïste de Yutianhuang et le sanctuaire rupestre de Maishan. En avion, on gagne l'oasis de Dunhuang, au sud des déserts de Gobi et de Taklamakan.

Le soir, promenade au lac du Croissant de lune à travers les dunes des Sables chantants. Le sanctuaire bouddhique de Mogao retiendra les voyageurs. Les étapes suivantes seront Turfan et les villes mortes de Jacob et de Gaochang, Urumqi et son quartier ouïghour, Kuqa.

Pour atteindre cette dernière, l'autocar longe le désert de Taklamakan dont le nom signifie « impasse » en langue ouïghour. De Kashgar on s'envole pour Kashi, point de rencontre des mondes chinois, indien, iranien et centre-asiatique, aux confins de la Chine. De Kashi à Taxgorgan, la plus ancienne passe au pied des monts Pamirs. Après le passage de la frontière Chine-Pakistan, on continue vers Hunza, Gilgit, Islamabad. Du 13 septembre au 6 octobre, 29 850 F, tout compris.

VACANCES-VOYAGES

Côte d'Azur

06400 CANNES

HOTEL LIGURE ****NN
5, rue Jean-Jacques - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Téléc. 970275
FAX 93-39-19-48
A 300 mètres de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, luminosité, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HOTEL LA MALMAISON

Best Western ****NN
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-47-03-56 - Téléc. 478-618.
Télécopie 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. 93-88-39-60
Plais centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur câble.
Téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.
Tél. direct.
De 290 à 420 F. - Tél. 43-54-92-55.

Provence

ADK-EN-PROVENCE

HOTEL RESIDENCE
Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée.
Prestations de qualité.
L'HOTEL PARTICULIER
Tél. : 42-38-29-92

DROME PROVENÇALE

Paris/4 h par TGV (Montpellier). Site exempt microclimat, prom. muséol. UVA sans. Cuis. à votre goût.
Ou ne fumez pas à table.
Chères gd cdt. prix d'hiver. Mireille Colombet. Tél. : 75-26-12-89.
Auberge au vieux village d'Andres, 26110 Nyons - Fax : 75-26-38-10.

Angleterre

LONDON LODGE HOTEL

134 Ludham Gardens, Londres W8 6JE.
Hôtel luxueux à Kensington dans le centre de Londres.
« Breaks » à 286 F par nuit et par personne dans chambres à part et à 2 lits. Grands pour les enfants (ch. partagée avec les parents). Offre valable pour toute réservation réglée avant 31/12/90.
Pour détails et brochure, écrire ou tél. : 19-44-71-244-8444.
Fax : 19-44-71-375-6661.
Téléc. : 51922921.

Suisse

CH-1854 LEYSIN

HOTEL MONT-RIANT
Confort. Un accueil jeune et chaleureux. Cuisine personnelle faite par le patron. Terrasse, Jardin, Jeux.
Pens. complète. Chambres à 2 lits. Par personne, par jour, env. FF 300,-/352,- (Fr. S. 75,-/88,-), toutes taxes comprises.
Demi-pension possible.
Jean-Marc et Brigitte RYHEN-WINTER, dir.-prop. Tél. (19-41) 25-34-27-01. Fax (19-41) 25-34-27-04.

TOURISME

Homes d'enfants

Vacances d'été

HAUT DOUBS (900 m alt.) 3 h de Paris par TGV, agrément Jeunesse et Sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVII^e, confort, écurie au milieu des forêts et pâturages. Accueil limité à 14 enfants, cuis. soignée et équilibrée, chère 2 ou 3 avec sd, WC. Activités avec moniteur : poney, tennis, jeux, ping-pong, V.T.T., football, échecs, pelote à bois, fabrication du pain.
Ménages d'enfants.
Tarif (t compris) : 1800 F/semaine par enf. Tél. : (16) 81-38-12-51.
La Côte d'Agout - La Longeville - 25600 MONTBENOIT.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bonne-Héry (1944-1968)
Jacques Fauvet (1968-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet
Administrateurs délégués :
Antoine Gristet, Nelly Pierrat
Rédacteurs en chef :
Bruno Freppart,
Jacques Amélie,
Jean-Marie Colombani,
Philippe Herremann,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BONNE-HÉRY
94852 MARY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10

Faites une affaire

avec un de nos derniers modèles 90 en livraison immédiate

● 205 Green	● 309 GTI 16 soupapes
● 205 Diesel (3 ou 5 portes)	● 405 MI 16
● 205 Automatique	● 505 ST
● 205 GTI 16 et 130 cv	● 505 familiale
● 309 Diesel GLD et SRD	● 605 SV/SR 3 lits

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER

PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : « le Monde radio-télévision » : Film à éviter ; « On peut voir » : Ne pas manquer ; « » Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 3 août

TF 1
20.30 Jeux : Intervilles.
22.30 Documentaire :
Histoires naturelles.
Série : Merci Sylvestre.
L'homme de ménage, de
Serge Korber.

A 2
20.40 Variétés :
Oh là là ! Les nenas de
l'été.
Série : Héritage oblige.
Une mémoire de porcelaine,
de Maurice Fryland.

22.30 Journal et Météo.
22.45 Cinéma :
Le diable probablement.
■ ■ ■
Film français de Robert Bras-
son (1977). Avec Antoine
Monnier, Tina Inessari, Henn
de Maubland.

FR 3
20.35 Magazine : Thalassa.
21.30 Journal et Météo.
21.55 Téléfilm : Les filles
d'Adam.
D'Enc Le Hung.
Cinéma d'animation :
De l'autre côté.
Film de François Bruel, Fré-
déric Visal, Henri Heidsieck,
José Xavier.

23.45 Musique :
Carnet de notes.

CANAL PLUS
20.30 Téléfilm :

Un choix difficile
pour le sergent Wilson.
Spectacle : Le monde du
cirque.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma :
Le temple d'or. ■
Film américain de Jack Lee
Thompson (1988).

LA 5
20.35 Série :
Sur les lieux du crime.
L'ange du mal, de Paul
Wendick.
22.20 Série :
L'inspecteur Derrick.
23.25 Dans l'ombre du stade
(rediff.).

0.00 Journal de minuit.
0.10 Dans l'ombre du stade
(suite).

M 6
20.35 Téléfilm : Opération
fox fire.
De Correy Allen.
22.10 Série : Clair de lune.
23.00 Série : Les années
coup de cœur.

0.15 Six minutes d'informa-
tions.
0.20 Capital.
0.25 Sexy clip.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT
21.00 Téléfilm : Daniya.
22.00 Court métrage :
Le coupeur d'eau.

Samedi 4 août

TF 1
13.15 Magazine : Reportages.
13.45 La Une est à vous.
13.55 Série : Juliette en toutes
lettres.
14.25 La Une est à vous (suite).
14.45 Tiers à Deauville.
14.55 La Une est à vous (suite).
17.40 Magazine :
Trente millions d'amis.
Série : Paire d'écureuil.
19.05 Série : Marc et Sophie.
19.30 Jeu : La roue
de la fortune.
20.00 Journal, Météo, Tapis
vert et Loto.
20.35 Variétés :
Le grand cocotier.
Emission présentée par Sé-
bastien Colino.
22.15 Série : Columbo.
23.30 Magazine :
Formule sport.
0.25 Journal et Météo.
0.45 Série : Intrigues.
1.10 Feuilletton : Le souffle de
la guerre (6^e épisode).
2.40 Téléfilm : Nous sommes
terroristes (1^{re} partie).
3.35 Documentaire :
Histoires naturelles.

A 2
13.20 Magazine :
Envoyé spécial.
14.25 Série : Larry et Baldi.
14.50 Magazine : Sports été.
17.25 Série : Un duo explosif.
17.50 Magazine : Ville de star.
19.00 Série : Mac Giver.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Jeu : Les clés
de Fort Boyard.
De Jacques Antoine.
Série : Les brigades
du Tigre.
22.35 Documentaire : Derniers
Far-West (rediff.).
23.30 Journal et Météo.
23.45 Variétés : Les concerts
imaginaires.
Avec Little Richard, Queen,
Rod Stewart, Roxy Music,
Mervyn Gage, Aretha Franklin,
Terence Trent d'Arby,
Whites Nake, Tina Turner,
Crowded House, UB 40, The
Pogues, Paul Young, Melissa
Etheridge, The Water Boys.

FR 3
14.00 Magazine : Racines.
— De 15.00 à 19.00 La SEPT —
15.00 Magazine : Imagines.
15.30 Documentaire : Les filles
du vaudou.
De Jean-Paul Collety et
Catherine de Clippel.
16.00 Documentaire :
Jean Painlevé au fil de
ses films.
16.30 Court métrage :
Les oursins.
17.00 Danse portraits : John
Neumeier au travail.
D'André S. Labarthe.
18.00 Magazine : Mégamix.
19.00 Le 19-20 de l'informa-
tion.
— De 20.00 à 0.15 La SEPT —

20.00 Documentaire : Histoire
parallèle.
De Louise Neil.
21.00 Opéra : Wozzeck.
Opéra en trois actes d'Alban
Berg, par les Chœurs et l'Or-
chestre de l'Opéra de Vienne,
dir. Claudio Abbado.
22.45 Journal et Météo.
23.00 Débat. Dialogue. Thème :
« Les écrivains et le pouvoir »,
avec Alain Finkielkraut et
Marie Vergea Lusa.
0.00 Cinéma d'animation : Les
possibilités du dialogue.
0.15 Variétés : Johnny Clegg
et Savuka en concert.

CANAL PLUS
13.35 Téléfilm : L'année
du championnat.
De Jason Miller, avec Robert
Mitchum, Bruce Dem.
15.25 Téléfilm : Mort d'un fils.
De Ross Devenish, avec Lynn
Redgrave, Malcolm Storry.
17.00 Sport :
Les Goodwill Games.
18.05 Cabou cadin.
— En clair jusqu'à 20.30 —
19.00 Documentaire : James
Brown.
De Philippe Mancuere.
Interview du chanteur, actuel-
lement en prison.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Top 50.
20.30 Téléfilm : Le monstre
évadé de l'espace.
De Richard Colla, avec Joe
Cortese, Maryam d'Abou,
George Dzundza.
23.00 Flash d'informations.
23.05 Documentaire :
Jacques le dauphin.
Cinéma :
Les amies de papa.
Film français classé X de
Gérard Kikoine (1982). Avec
Marlyn Jess, Jessie Saint-
James, Dominique Saint-Clair.
Sport :
Les Goodwill Games.

LA 5
13.30 Téléfilm : Miss Marple,
la dernière énigme.
Les héritiers (rediff.).
15.50 Un juge, un fils (rediff.).
17.45 Série : Riptide.
19.00 Journal images.
19.10 Divertissement :
Les mordus de la vidéo.
19.45 Journal.
20.30 Drôles de sports.
20.35 Téléfilm :
Mauvais calcul.
De Peter Adam, avec Götz
George, Eberhard Feik.
22.15 Magazine : Désir.
23.15 Humour : Alex Métyayer.
0.00 Journal de minuit.
0.10 Rediffusions.

M 6
13.45 Série : Roseanne.
14.10 Série : Les aventures
de papa-poule.
Série : Laramie.
15.55 Documentaire :

De Philippe Taberly.
22.30 Documentaire :
Musique en temps réel.
D'Olivier Milla.
23.00 Concert : Répons, de
Pierre Boulez.

FRANCE-CULTURE

20.50 Le roman du Rhin.
21.05 Les Rencontres de
Pétrarque. Faut-il désespé-
rer de l'internationalisme ?
22.20 Le bestiaire enchanté et
sans oubli. L'auteur.
22.40 Musique : Nocturne.
Quatuor n° 12 en fa majeur
op. 98, de Frédéric Chopin ;
Quatuor n° 2, de Janacek, par le
Quatuor Emerson ; sol : Eugène
Drucker, Philip Seizer (vio-
lons) ; Lawrence Dutton
alto ; David Finckel (violon-
celle).

0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Nuits bleues.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Mémoires croisées. Le Festi-
val d'Aix-en-Provence, hier et
aujourd'hui.
21.30 Concert (donné le 27 juillet
lors du Festival de Radio-
France et de Montpellier) :
Intégrales, de Verèse ; Le
mardiern merveilleux, de Bar-
tok ; Le soleil des eaux. Le
viage rural, de Boulez, par
l'Orchestre national de France
et les BBC Singers, dir. Pierre
Boulez ; sol : Phyllis Bryn Ju-
son (soprano), Elisabeth Lau-
rence (mezzo-soprano).
0.00 Nuits chaudes. Voyage d'un
rêve éveillé : de Tanger à
Alger.

18.10 Chasseurs d'images.
Magazine : Adventure.
18.20 Série : Section 4.
17.10 Série : L'homme de fer.
18.00 Informations :
M 6 express.
18.05 Variétés : Mufitop.
19.30 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informa-
tions.
20.00 Série : Madame
est servie.
20.35 Téléfilm : Le boulanger
de Suresnes.
De Jean-Jacques Goron, avec
Jean-Marc Thibault, Catherine
Rouvel.
22.15 Téléfilm :
Péché d'innocence.
D'Arthur Allan Seidelman,
avec Bill Bady, Dermot Mulro-
ney.
23.50 Six minutes d'informa-
tions.
0.00 Les privés de la nuit.
0.50 Musique : Rap line.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

14.30 Cours d'italien (1).
Magazine : Imagines.
15.30 Documentaire : Les filles
du vaudou.
16.00 Documentaire : Jean
Painlevé au fil de ses
films (8).
16.30 Court métrage :
Les oursins.
17.00 Danse portraits : John
Neumeier au travail.
18.00 Magazine : Mégamix.
19.00 Documentaire : Opéra
et musique, la grande aven-
ture du Festival d'Aix (4).
De Pierre Jourdan.
20.00 Documentaire : Histoire
parallèle. De Louise Neil.
21.00 Opéra : Wozzeck.
Opéra en trois actes d'Alban
Berg.
22.45 Soir 3.
23.00 Débat : Dialogue.
0.00 Cinéma d'animation : Les
possibilités du dialogue.

FRANCE-CULTURE

21.00 Agora. Avec Marcel
Deienne (L'écriture d'Or-
phée).
21.30 Cury/Claudel/Bataille.
Première rencontre :
Georges Bataille.
22.35 Musique : Nocturne.
Chine demain.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

21.30 Concert (en direct du Festi-
val de La Roque-d'Anthé-
ron) : Shéhérazade, mélo-
die du Corne d'autonne, de
Tchaïkovski ; Concerto pour
piano et orchestre n° 2, en si
bémol majeur op. 83, de
Brahms ; Shéhérazade op. 35,
de Rimski-Korsakov, par l'Or-
chestre symphonique d'Etat
d'URSS, dir. Vassili Sinaïski ;
sol : Nelson Freire (piano).
23.08 Le monde de la nuit.

Dimanche 5 août

TF 1
5.55 Série : Intrigues.
6.20 Série : Côté cœur.
6.48 Météo (et à 7.43).
6.50 Série : Mémoires.
7.15 Série : Passions.
7.40 Faisons la route ensemble
(et à 13.18, 22.15).
7.45 Jardins avec Nicolas.
8.00 Le Disney club.
10.05 Club Dorothée.
10.55 Magazine : Les animaux
de mon cœur.
11.23 Météo des plages.
11.25 Magazine : Auto-moto.
11.55 Jeu : Tournez... manège.
12.25 Jeu : Le juste prix.
12.55 Météo et journal.
13.20 Série : Un flic dans la
Mafia.
14.10 Série : Rick Hunter,
inspecteur choc.
15.00 Série : Marie Pervenche.
16.20 Tiers à Deauville.
16.25 Série : Côte Ouest.
17.15 Dessins animés : Disney
parade.
18.25 Magazine : Téléfoot.
19.20 Divertissement : Vidéo
gags.
20.00 Journal, Météo et Tapis
vert.
20.35 Cinéma : Bleu comme
l'enfer. ■
Film français d'Yves Boisset
(1988). Avec Lambert Wilson,
Tchéky Karyo, Myriam Rou-
ssel.

CANAL PLUS
7.00 Cabou cadin.
8.20 Documentaire : Mana
Kini, de l'autre côté du
fleuve.
De Patrick Deshayes et Bar-
bara Kelfenhein.
9.10 Morts en eau trouble. ■
Film américain de Matthew
Chapman (1988). Avec Eric
Roberts, Beverly d'Angelo,
Dennis Lipscomb.
Cinéma : Le temple
d'or. ■
Film américain de Jack Lee
Thompson (1988). Avec
Chuck Norris, Lou Gossett,
Melody Anderson.

— En clair jusqu'à 13.35 —
12.30 Flash d'informations.
12.35 Série : AIG | AIG |
13.05 Documentaire : Sur la
piste de l'animal le plus
sauvage.
12. Australie.
13.35 Dessins animés :
Découpe pas Bunny.
15.05 Série : Deux solistes en
duo.
16.10 Documentaire : Métiers de
chêne.
De Barbara Jampal.
Surprises spéciales.
Phénomène, d'Eric Stemes.
Sport :
Les Goodwill Games.
Magazine : Mag max.
18.00 Cinéma :
Un été d'orages. ■
Film français de Charlotte
Brändström (1989). Avec
Judith Godrèche, Stanislas
Carré de Malberg, Murray
Head.

— En clair jusqu'à 20.30 —
13.35 Flash d'informations.
19.40 Les superstars du catch.
20.30 Cinéma : Un monde à
part. ■
Film britannique de Chris
Monga (1988). Avec Barbara
Hershey, Judith May, Linda
Musil.
22.15 Flash d'informations.
22.20 Norwich Union 1990 du
1^{er} juin à Bruxelles.
23.20 Cinéma :
Tol, le venin. ■ ■
Film français de Robert Hos-
sein (1989). Avec Marina
Vio, Robert Hossein, Odile
Versois.
0.50 Sport :
Les Goodwill Games.

LA 5
6.30 Le journal permanent.
8.00 Dessins animés.
11.10 Série : Shérif fais-moi
peur.
12.05 Série : Wonder woman.
13.00 Journal.
13.30 Série : Rintintin Junior.
14.00 Sport : Moto.
Grand Prix de Grande-Bre-
tagne, en direct.
14.45 Divertissement :
Les mordus de la vidéo.
Sport : Moto (suite).
15.30 Série : Madame le juge.
16.20 Série : Riptide.
18.05 Journal images.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
19.45 Journal.
20.30 Drôles de sports.
20.35 Téléfilm :
Sea, sex and surf.
De James Ingrassia, avec
Richard Steinmetz, Richard
Steele.
22.10 Magazine : Ciné Cinq.
22.20 Drôle de cinchoche.
22.30 Cinéma :
La vie de château. ■ ■
Film français de Jean-Paul
Rappeneau (1988). Avec Phi-
lippe Noiret, Catherine
Deneuve, Pierre Brasseur.
0.00 Journal de minuit.
0.10 Spécial Tour de France
à la voile.
0.15 Téléfilm : L'or et le fleur.
De B. Zacharias et Henri Viard.

A 2
8.00 Oscar et Daphné.
8.40 Knock-knock.
8.47 Jardins.
9.00 Connardes l'islam.
9.15 Emissions Israélites.
M 6 express.
10.00 Présence protestante.
Le jour du Seigneur.
11.00 Messe célébrée à la paroisse
Saint-Jacques à Dunkerque.
12.05 Jeu : Bonne question,
merci de l'avoir posée.
12.30 Jeu : Les mariés de l'A 2.
13.00 Journal et Météo.
13.20 Série : Détective gentle-
man.
14.15 Documentaire :
La planète des animaux.
Série : Coupable ou non
coupable.
16.35 Documentaire :
La planète de l'aventure.
17.35 Club sandwich.
18.40 Magazine : Stade 2.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Série : Le Lyonnais.
Le massacre de la Saint-Tho-
mas, de Joannick Desdours,
avec Kader Bouhassaf, Pierre
Santini.
22.05 Feuilletton : Nord et Sud
(6^e épisode).
23.40 Journal et Météo.
23.55 Magazine : Musiques
au cœur de l'été.

FR 3

9.00 Samdynamite.
11.30 Magazine : Mascarnes.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Magazine : Estivales.
12.45 Journal.
13.00 Magazine : D'un soleil à
l'autre.
13.30 Magazine : Musicales.
14.30 Magazine :
Sports 3 dimanche.
17.30 Magazine : Pare-chocs.
18.00 Amuse 3.
Mollariissimo : Les tortues.
Le 19-20 de l'information.
Série : Benny Hill.
Oubliant ans d'insolence
à la télévision.
Emission de Jacques Malhot.
Journal et Météo.
21.50

22.15 Magazine : Le divan.
D'Henry Chapier.
Invité : Stéphane Freiss.
22.35 Cinéma : Mollenard. ■ ■
Film français de Robert Sio-
mak (1937). Avec Harry Baur,
Albert Préjean, Gabrielle Dor-
ziat.
0.20 Musique :
Carnet de notes.

CANAL PLUS

7.00 Cabou cadin.
8.20 Documentaire : Mana
Kini, de l'autre côté du
fleuve.
De Patrick Deshayes et Bar-
bara Kelfenhein.
9.10 Morts en eau trouble. ■
Film américain de Matthew
Chapman (1988). Avec Eric
Roberts, Beverly d'Angelo,
Dennis Lipscomb.
Cinéma : Le temple
d'or. ■
Film américain de Jack Lee
Thompson (1988). Avec
Chuck Norris, Lou Gossett,
Melody Anderson.

— En clair jusqu'à 13.35 —
12.30 Flash d'informations.
12.35 Série : AIG | AIG |
13.05 Documentaire : Sur la
piste de l'animal le plus
sauvage.
12. Australie.
13.35 Dessins animés :
Découpe pas Bunny.
15.05 Série : Deux solistes en
duo.
16.10 Documentaire : Métiers de
chêne.
De Barbara Jampal.
Surprises spéciales.
Phénomène, d'Eric Stemes.
Sport :
Les Goodwill Games.
Magazine : Mag max.
18.00 Cinéma :
Un été d'orages. ■
Film français de Charlotte
Brändström (1989). Avec
Judith Godrèche, Stanislas
Carré de Malberg, Murray
Head.

— En clair jusqu'à 20.30 —
13.35 Flash d'informations.
19.40 Les superstars du catch.
20.30 Cinéma : Un monde à
part. ■
Film britannique de Chris
Monga (1988). Avec Barbara
Hershey, Judith May, Linda
Musil.
22.15 Flash d'informations.
22.20 Norwich Union 1990 du
1^{er} juin à Bruxelles.
23.20 Cinéma :
Tol, le venin. ■ ■
Film français de Robert Hos-
sein (1989). Avec Marina
Vio, Robert Hossein, Odile
Versois.
0.50 Sport :
Les Goodwill Games.

LA 5
6.30 Le journal permanent.
8.00 Dessins animés.
11.10 Série : Shérif fais-moi
peur.
12.05 Série : Wonder woman.
13.00 Journal.
13.30 Série : Rintintin Junior.
14.00 Sport : Moto.
Grand Prix de Grande-Bre-
tagne, en direct.
14.45 Divertissement :
Les mordus de la vidéo.
Sport : Moto (suite).
15.30 Série : Madame le juge.
16.20 Série : Riptide.
18.05 Journal images.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
19.45 Journal.
20.30 Drôles de sports.
20.35 Téléfilm :
Sea, sex and surf.
De James Ingrassia, avec
Richard Steinmetz, Richard
Steele.
22.10 Magazine : Ciné Cinq.
22.20 Drôle de cinchoche.
22.30 Cinéma :
La vie de château. ■ ■
Film français de Jean-Paul
Rappeneau (1988). Avec Phi-
lippe Noiret, Catherine
Deneuve, Pierre Brasseur.
0.00 Journal de minuit.
0.10 Spécial Tour de France
à la voile.
0.15 Téléfilm : L'or et le fleur.
De B. Zacharias et Henri Viard.

A 2
8.00 Oscar et Daphné.
8.40 Knock-knock.
8.47 Jardins.
9.00 Connardes l'islam.
9.15 Emissions Israélites.
M 6 express.
10.00 Présence protestante.
Le jour du Seigneur.
11.00 Messe célébrée à la paroisse
Saint-Jacques à Dunkerque.
12.05 Jeu : Bonne question,
merci de l'avoir posée.
12.30 Jeu : Les mariés de l'A 2.
13.00 Journal et Météo.
13.20 Série : Détective gentle-
man.
14.15 Documentaire :
La planète des animaux.
Série : Coupable ou non
coupable.
16.35 Documentaire :
La planète de l'aventure.
17.35 Club sandwich.
18.40 Magazine : Stade 2.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Série : Le Lyonnais.
Le massacre de la Saint-Tho-
mas, de Joannick Desdours,
avec Kader Bouhassaf, Pierre
Santini.
22.05 Feuilletton : Nord et Sud
(6^e épisode).
23.40 Journal et Météo.
23.55 Magazine : Musiques
au cœur de l'été.

FR 3

9.00 Samdynamite.
11.30 Magazine : Mascarnes.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Magazine : Estivales.
12.45 Journal.
13.00 Magazine : D'un soleil à
l'autre.
13.30 Magazine : Musicales.
14.30 Magazine :
Sports 3 dimanche.
17.30 Magazine : Pare-chocs.
18.00 Amuse 3.
Mollariissimo : Les tortues.
Le 19-20 de l'information.
Série : Benny Hill.
Oubliant ans d'insolence
à la télévision.
Emission de Jacques Malhot.
Journal et Météo.
21.50

2.10 Rediffusions.

M 6

6.00 Musique : Boulevard des
clips (et à 0.45).
7.45 Variétés : Mufitop.
9.00 Jeu : Pour un clip avec
toi.
10.30 Dessins animés : Graffiti.
11.00 Série : Les espions.
11.55 Infocommation.
12.00 Informations : M 6
Tégrammes.
12.05 Magazine : Sport 6 pre-
mière.
12.15 Dessins animés : Graffiti.
12.40 La météo des plages
(et à 19.25, 22.15).
12.45 Série : Les routes du pa-
radis.
13.25 Série : Madame
est servie (rediff.).
13.50 Série : Roseanne.
14.20 Feuilletton : Les aventures
de Pinocchio (dernier épi-
sode).

15.10 Série : Laramie.
15.55 Documentaire :
Chasseurs d'images.
Mygale.
16.10 Magazine : Adventure.
16.20 Série : Section 4.
17.10 Série : L'homme de fer.
18.00 Informations : M 6
express.
18.05 Série : Clair de lune.
19.00 Magazine : Culture pub
ramix.
19.30 Série : Les années coup
de cœur.
19.54 Six minutes d'informa-
tions.
20.00 Série : Madame est ser-
vie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Téléfilm : Marquée à vie.
De Paul Wendkos, avec
Blanche Baker, Cliff de Young.
Six minutes d'informa-
tions.
22.25 Capital.
23.30 Téléfilm : Mortelle lune de
miel.
De Joseph Melhi, avec Jim
Williams, Jean Levine.

23.50 Six minutes d'informa-
tions.
23.55 Les privés de la nuit.
Série : Peter Gun / Mister
Lucky.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

14.30 Cours d'italien (2).
15.00 Feuilletton : L'or du diable
Boulez.
De Jean-Louis Fournier.
16.00 Série : C'est notre univers
(au pays de Gales). De Melani
Mair.
16.30 Documentaire : Les in-
struments de musique et leur
histoire.
17.00 Documentaire : Propa-
ganda, l'image et son pouvoir (5).
18.00 Téléfilm : Daniya (2^e par-
tie).
De Carlos Mira Franco.
19.00 Court métrage : Le cou-
peur d'eau. De Philippe
Taberly.
19.30 Documentaire : Musique
en temps réel. D'Olivier
Milla.
20.00 Concert : Répons, de Pierre
Boulez.
21.00 Téléfilm : Notturmo, Schu-
bert (3. Voyage d'hiver).
22.40 Court-métrage : La cham-
bre de Simon. De François
Shaye.
23.00 Documentaire : Le temps
des cathédrales (6).

FRANCE-CULTURE

19.30 Le bon plaisir de... Henri
Alkan.
22.35 Musique : Nocturne. La
Roque-d'Anthéron, dixième
Festival international de piano.
Cécile de Chopin, Mou-
sorgski, Tchaïkovski ; sol :
Nikita Magaloff (piano).
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 La vie de château. Concert.
23.05 Library of Congress.

Audience TV du 2 août 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	38,7	Sants- Barbara 14,8	McGyver 6,8	Actual. rég. 12,7	Top 50 0,9	Enfer de voir 2,0	Chacun... 1,3
19 h 45	38,1	Roue foraine 16,3	McGyver 9,0	19-20 infos 7,9	Top 50 1,4	Journal 1,4	Des doncs... 2,0
20 h 16	46,4	Journal 20,0	Journal 10,1	La classe 8,0	Scrupules 1,5	Journal 2,7	M= est servie 4,0
20 h 55	47,8	Orages d'été 17,4	Jeu de... 12,0	Rapport... 8,0	Enfant hiver 0,4	Au-dessus... 7,9	Vérité cachée 3,8
22 h 08	46,7	Orages d'été 18,3	Madonna 8,4	Rapport... 9,1	M.A.L. 0,8	Au-dessus... 8,8	Vérité cachée 3,1
22 h 44	27,3	Série noire 7,6	Madonna 10,2	Météo 2,4	M.A.L. 0,8	2 fois Météo 4,5	Tout mauve 2,3

هكذا من لاصول

ÉCONOMIE

Records d'affluence après plusieurs années de stagnation

Le tourisme autrichien bénéficie de l'union monétaire allemande et de l'ouverture à l'Est

BILLET

La RFA et son grand marché intérieur

Les formidables excédents commerciaux accumulés par la RFA sont-ils en train de fondre ? La question se pose depuis que le grand voisin d'outre-Rhin s'est lancé dans la gigantesque tâche d'approvisionnement, de moderniser et pour tout dire de reconstruire complètement l'industrie et les infrastructures de la RDA qui fait maintenant partie de son territoire, économiquement et financièrement parlant.

La RFA tout entière — ou presque — tendue vers ses territoires retrouvés de l'Est, exporte moins à l'étranger mais importe plus, pour accélérer la cadence d'usines qui tournent déjà à plein rendement, pour accroître les investissements et accumuler les stocks de biens intermédiaires indispensables. Ainsi la production manufacturière s'emballait littéralement avec une croissance de 6,7 % en mai-juin 1990 par rapport à la même période de 1989.

Au cours du premier semestre de cette année, l'excédent commercial de la RFA a tout de même atteint 64,7 milliards de DM (217 milliards de F). Mais pour considérable qu'il soit, ce chiffre est déjà en baisse sensible par rapport au premier semestre de l'année dernière, période pendant laquelle il avait atteint 70,1 milliards de DM (235 milliards de F). La baisse d'une année sur l'autre atteint presque 8 %. Elle s'explique par un net freinage des exportations qui n'augmentent que de 2 % alors même que les achats à l'étranger croissent de 4,7 % pendant la même période. Encore faut-il bien voir que la progression des importations en volume est beaucoup plus forte que ne le laissent apparaître les chiffres en valeur, car les prix des produits importés par la RFA ont beaucoup diminué (- 5,4 % en juin par rapport à juin 1989) du fait de l'appréciation du DM par rapport au dollar.

La réduction en cours des excédents commerciaux ouest-allemands entraîne bien sûr une diminution des surplus extérieurs de la balance des paiements courants, diminution qui atteint 18 % d'une année sur l'autre (47,8 milliards de DM contre 58 milliards de DM).

Voilà donc la RFA, pays longtemps vieillissant et suréquilibré, excessivement rigoriste, engagé dans une grande aventure. Une aventure qui va la rejoindre, la dynamiser et probablement un peu la déséquilibrer, pendant un temps du moins. Pour le plus grand bien de l'Europe.

AL. V.

Le tourisme autrichien se prépare à de nouveaux records : il profite d'une véritable ruée de touristes de l'Est dès cette année à la suite de l'union économique et monétaire allemande et de l'ouverture des frontières.

VIENNE

de notre correspondante

M. Wolfgang Schuessel, ministre autrichien de l'économie, s'attend à 16 millions de nuitées par an de visiteurs de l'Est en Autriche dans les prochaines années contre 1,3 million en 1989. Pour les Allemands de l'Est, l'Autriche est d'ores et déjà la destination la plus recherchée après la RFA.

Selon un sondage, 5,8 % des Allemands de l'Est qui envisageaient de se rendre à l'étranger ont été choisis par l'Autriche (74,3 % devant passer leurs vacances en RFA) et les experts s'attendent à environ 1,5 million de touristes est-allemands par an en plus des 10 millions d'Allemands de l'Ouest qui viennent chaque année en Autriche.

Derrière les Allemands de l'Est, ce sont notamment les Hongrois qui envahissent l'Autriche, notamment sa région orientale limitrophe et Vienne, la capitale, où ils ont dépensé en 1989 quelque 10 milliards de schillings (5 milliards de

francs) pour acheter ce qui est trop cher ou introuvable chez eux. Les visiteurs de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Bulgarie, de Roumanie et aussi d'URSS sont, eux aussi, de plus en plus nombreux (+ 255 % en 1989). Les 1,3 million de nuitées de visiteurs de l'Est représentent cependant 1,4 % seulement des nuitées d'étrangers en Autriche. A titre comparatif, avant la seconde guerre mondiale 37 % des touristes étrangers venaient de l'Est.

Pour ne pas compromettre la stratégie du tourisme autrichien qui consiste à donner du pays une image de qualité, une campagne de promotion a été lancée pour canaliser les touristes est-européens vers la saison morte et les régions les moins fréquentées.

Un passeport de l'unité

En effet, l'Office de tourisme autrichien à Francfort reçoit quelque 6 000 demandes de renseignements par mois d'Allemands de l'Est qui s'intéressent essentiellement aux prix des campings, des chambres chez l'habitant et des petites pensions bon marché. Pour accueillir les touristes de l'Est moins nantis, plusieurs provinces ont publié des listes d'hôtels et pensions à bas prix ou créé un système de bons d'hôtel remis par des agences de voyages en RDA.

« Surtout ne pas négliger les touristes est-européens » est la devise de M. Klaus Lukas, directeur de la publicité touristique autrichienne : « c'est notre clientèle des prochaines dix années ». M. Lukas s'attend à une hausse de 8 à 10 % des touristes de toute l'Allemagne pour cet été et à une hausse de 10 % des recettes en devises d'origine touristique.

Les premiers fruits de la libéralisation à l'Est ont été cueillis en 1988 et 1989, lorsque le tourisme est redevenu — après plusieurs années de stagnation — la poule aux œufs d'or de l'économie autrichienne : 164 milliards de schillings de chiffre d'affaires soit une hausse de 12 % après une hausse de 12,5 % en 1988 et 23 millions de touristes (l'Autriche compte 7,5 millions d'habitants) dont 17,5 millions d'étrangers. En 1989 les recettes touristiques en devises, de l'ordre de 123,3 milliards de schillings (+ 7 % par rapport à 1988) ont épongé le déficit de la balance extérieure (83,9 milliards) et équilibré la balance des opérations courantes. Première industrie exportatrice du pays, le tourisme, qui fait vivre 400 000 personnes (sur une population active de 3 millions) apporte le tiers des rentrées en devises et 8 % du PIB.

Cette réussite extraordinaire a été essentiellement due à la fuite massive des touristes de la côte adriatique touchée par la « merbe jaune »

due aux algues l'été dernier — un phénomène qui risque de se reproduire — et à la ruée des touristes de l'Est sur l'Autriche. Les principaux clients sont les Allemands (60 % du total : dans les statistiques allemandes, en 1989, l'Autriche a battu pour la première fois l'Italie comme destination préférentielle des touristes), suivis par les Néerlandais (10 %), les Belges (5 %), les Français (3 %), les Suisses (3 %) et les Américains (2 %).

L'eau des années 30

L'Autriche, qui tiendrait actuellement 10 % du marché touristique européen, est créditée d'un brillant avenir — les experts prévoient une croissance de 8 % d'ici l'an 2000 — à condition de réussir à protéger son « patrimoine naturel » : ses régions alpines, ses lacs et forêts relativement intacts, devenus un pôle d'attraction pour des touristes las des côtes surpeuplées et polluées de la Méditerranée et de l'Adriatique.

Pour mettre en valeur ces atouts naturels l'Autriche a engagé des efforts financiers considérables pour l'assainissement des lacs et la création de parcs nationaux. « La qualité de l'eau des lacs autrichiens est celle des années 30 » prétend M. Erich Polzer, limnologue en Carinthie, une des régions touristiques les plus fréquentées de l'Autriche.

De nombreuses critiques mettent cependant en garde contre les dangers de ce nouveau « boom » touristique pour l'équilibre écologique de certaines régions particulièrement sensibles comme les Alpes, littéralement envahies par les touristes. « La protection de la nature nous coûtera des milliards », estime le ministre de l'économie, mais vu le poids économique du tourisme en Autriche, les investissements, notamment pour un « tourisme en douceur » (voies pour les cyclistes, parcs nationaux, offres spéciales hors saison pour les « panthères grises » et les jeunes), ne seront guère contestés.

Aux attraits du paysage s'ajoute un tourisme culturel florissant qui a fait augmenter de 9 % les nuitées et de 15 % le chiffre d'affaires de l'hôtellerie rien qu'à Vienne : la capitale autrichienne occupe le quatrième rang derrière Londres, Paris et Rome parmi les villes européennes les plus fréquentées par les touristes et la dixième place parmi les villes de congrès.

Ce « boom » n'est qu'à ses débuts. Le bureau de tourisme autrichien à New-York envisage d'organiser des voyages dans « les anciens pays de la monarchie des Habsbourg » pour profiter de l'intérêt que présente la région danubienne pour les émigrés de ces pays : plus de 50 millions d'Américains seraient en effet originaires des pays du Danube.

WALTRAUD BARYLI

Un syndicaliste et un inspecteur du travail publient un livre sur Billancourt

L'autopsie d'un symbole

Billancourt : au moment où Renault s'apprête à fermer l'usine de tous les mythes, la fameuse « forteresse ouvrière », il fallait que des voix s'élèvent de l'intérieur pour proclamer la réalité cossive qui s'attaque à une légende, la mort d'un symbole devenu depuis trop longtemps mensonger. C'est maintenant fait avec le livre (1) que viennent de publier un syndicaliste et un ancien inspecteur du travail, tous deux impliqués dans cette longue agonie.

A la tête de la section CFDT pendant une dizaine d'années, Daniel Labbé a vécu la fin orgueilleuse de la CGT, murée dans ses refus. Frédéric Perin, quant à lui, a pris la décision, explosive en son temps, d'accepter le licenciement des « dix », pitoyables héros d'une bataille déjà perdue. Cela les autorise à prononcer, ensemble, un réquisitoire implacable qui reprend les règles de l'autopsie pour disséquer un « système » condamné par le temps, où direction et syndicat poussaient se partageant le pouvoir. Cela les amène, au-delà, à porter un jugement sévère et désespéré sur les politiques sociales ou sur l'avenir du syndicalisme dont ils admettent la déconformation, historiquement explicable.

De bout en bout d'une grande qualité d'analyse clinique, le livre (intitulé *Que reste-t-il de Billancourt ?*), pourrait ne valoir que par une quinzaine de pages, situées dans sa dernière partie. Quinze pages à la tou-

lité morbide dans lesquelles, à partir de l'expérience de Billancourt, les deux auteurs dressent le constat d'échec d'un syndicalisme « de militants, sans adhérents, sans base ». Composés d'ouvriers professionnels de l'industrie ou de salariés de la fonction publique, il « parle (...) au nom de la classe ouvrière, une entité qui n'existe plus », ne répond plus aux besoins, notamment sur le terrain de l'emploi.

Profession : délégué

« Que reste-t-il aux syndicats ? Des droits et de l'argent », répondent crûment Daniel Labbé et Frédéric Perin, prêts à fustiger « la confrérie des délégués » qui se protègent eux-mêmes, s'évanouissent dans leurs responsabilités contractuelles ou institutionnelles, « sans rapport avec leur force actuelle ». Ayant perdu leur légitimité professionnelle, ils exercent un métier de représentation, « comme des députés ». A la limite, prétendent-ils, les syndicats n'ont plus besoin d'adhérents et disposeraient quand même de moyens financiers, sans les cotisations. « Un clan déterminé et sans principes pourrait très bien faire tourner la boutique », écrivent-ils, amers.

Dissidents tolérés, cantonnés et désespérés dans leur solitude, les militants sont pris dans l'engrenage de la marginalisation. Leurs organisations ne structurent plus le monde de l'entreprise mais conservent « une sorte de fonction protestataire indispensable quand les conflits sont réfractés ». Et, pourtant, notent-ils, pour espérer encore, « l'idéologie a déserté les rapports sociaux sans que les

conflits d'intérêts aient disparu ». Il faudrait une adaptation.

L'exemple de Billancourt montre comment on en est arrivé là. Sur les principes fondateurs d'une entreprise nationale est venu se greffer le rêve productiviste d'après-guerre, célébré de concert par les dirigeants de la Régie, la CGT ou le PCF. De fait, un accord de gestion commune s'est réalisé autour de l'acceptation du taylorisme qui privait les salariés de toute autonomie, privation qui était toutefois socialement compensée. Tandis que la direction s'occupait du travail, les syndicats — la CGT en l'occurrence — se renforçaient en disposant du reste, de tout le reste, poursuivant à l'extérieur une même action d'assistance. « Le jour, le producteur était passif et discipliné », hors de l'usine il se transformait en consommateur, également passif, des innombrables services du comité d'établissement CGT qui employait jusqu'à 600 personnes.

Exorciser le mythe

Le syndicat et le parti dans sa foule tiraient leur puissance de l'uniformisation des intérêts et de la gestion collective des hommes. Ils bénéficiaient de facilités exorbitantes, avec neuf permanents disposés sur le site, des délégués qui ne travaillaient plus, sauf dans le département 70, aussi appelé « le petit Kremlin », et qui ne respectaient plus les heures de délégation. Les permanents du PCF, « ses élus, ses députés, circulaient librement dans les ateliers et les bureaux », organisaient des réunions

ou des assemblées, affichaient l'humanité où ils l'entendaient.

Longtemps profitable, ce « système » où chacun était d'accord pour gérer une vitrine sociale sans prendre en compte l'évolution de l'environnement économique a fini par se détériorer et craquer, en 1984, avec l'annonce de 12,5 milliards de déficit. A compter de cette date, et progressivement ensuite, la direction de la Régie va rompre l'équilibre implicite pour sauver l'entreprise. Encombrée par le symbole de Billancourt, elle va aussi tout faire pour exorciser le mythe, en même temps qu'elle développera une politique de restructuration plus avouée que bien d'autres groupes.

Les spectateurs et les justiciers

Les premières vagues de départ, seront dramatiques. « Nous étions dans la vitrine sociale de la France, et la meilleure usine à fabriquer des grèves, notent les auteurs. Nous voilà dans une usine qui licencie plus mal que partout ailleurs, avec mépris et imprévoyance. » Mais la CGT est également dans le collimateur : « La modernisation et le redéploiement ne peuvent plus être négociés avec le vieux partenaire puisqu'ils impliquent sa mort. »

En face, le syndicat ne modifiera pas son attitude jusqu'à la fin, car il a lui aussi besoin de sombrer « dans un combat franc, simple, tragique ». Sans souci des réalités du marché, la CGT poursuit son rêve productiviste, passe sous silence les licenciements et se bloque. Elle rejette toutes les solutions de sortie, dénonce les

plans successifs et, victime d'un « autisme », fait preuve d'« obstination aveugle ». Adepte du tout ou rien, elle entraîne les salariés vers une issue fatale, sans autre alternative que le chômage. Pis, elle en vient à défendre les murs, les machines, plutôt que les hommes.

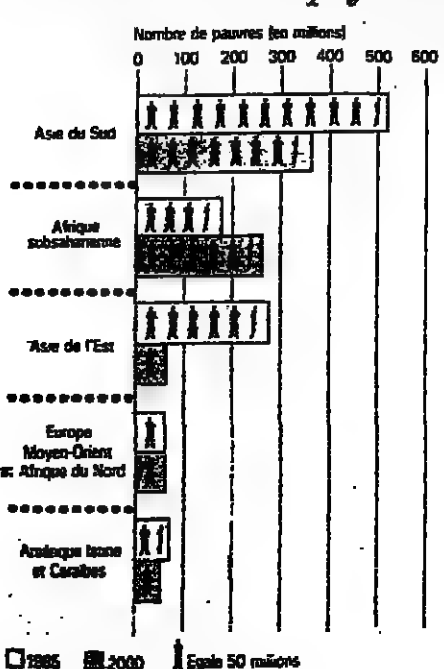
Alors que des milliers d'ouvriers, souvent immigrés, perdent leur emploi, la CGT tient un rôle étrange où le syndicat « sera à la fois le général et ses troupes », comme s'il revenait à quelques-uns d'occuper une fonction protestataire d'autant plus violente que les salariés, eux, travaillent de plus en plus. La dichotomie devient totale entre des spectateurs, rarement grévistes (7 sur 9 000 en juillet 1989), et l'apparition de « justiciers qui agissent pour le compte des autres » dans des actions à caractère surtout médiatique. Le stade ultime sera atteint avec l'affaire des « dix », qui « pendant trois ans (...) auront épuisé l'énergie de ce qui reste de l'appareil communiste ».

« L'entreprise nationalisée était un grand théâtre social, ce n'est plus qu'un grand cirque », constatent Daniel Labbé et Frédéric Perin. Mais le drame est noué. Voulu exemplaire, la fermeture de Billancourt, vieille gloire de la classe ouvrière, sonne le glas de toute une époque et de ses illusions. Sous les prochaines ruines de l'île Seguin gît le cadavre d'un syndicalisme. Le symbole est retourné.

ALAIN LEBAUDE.

(1) *Que reste-t-il de Billancourt ?* par Daniel Labbé et Frédéric Perin. Editions Hachette. 348 pages, 136 francs.

Pauvres dans les pays riches, riches dans les pays pauvres



D'ici à la fin du siècle, l'Afrique au sud du Sahara comptera, d'après les projections de la Banque mondiale, plus de 30 % des pauvres du monde en développement contre 16 % en 1985. Alors que la pauvreté diminuerait notamment en Asie, mais aussi en Amérique latine (~ 400 millions au total), elle augmenterait dans cette région (+ 100 millions).

Cependant, dans tous ces pays en développement, la richesse voisine avec la pauvreté. Il en est ainsi en Turquie, en Inde, au Mexique et au Nigeria qui feront l'objet d'enquêtes publiées dans les prochains numéros de *Champs Economiques* : les vieilles familles d'Istanbul, les nouveaux maharajahs, les privilégiés de Monterrey et de Lagos.

En regard, du fait de la crise, une nouvelle pauvreté est apparue dans les pays riches, alors même que la croissance retrouvée creuse les inégalités. Des reportages paraîtront ainsi sur l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et la France, ainsi d'ailleurs que sur le Japon et les Etats-Unis : les femmes seules en RFA, les clochards de Londres, les marginaux de Rome, les paumés de Paris.

EXTRAIT DE L'ARRÊT DE LA 11^e CHAMBRE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS DU 26 JANVIER 1990

PARTIES EN CAUSE DEVANT LA COUR :
— M. LE HIDEUX Marie-François ;
— M. André LAURENS ;
— M. Jacques ISORNI ;
— M. Hubert MASSOL

et l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (M^e Amblard, avocat).

(...) Les prévenus sont poursuivis pour apologie de crime de guerre et de crime ou délit de collaboration (...). La publicité requise pour l'existence du délit du fait de la publication de l'encadré dans le journal *Le Monde* a bien été réalisée par l'un des moyens visés à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881 (...).

(...) Par l'absence dans le texte en cause de toute critique et même de toute distance par rapport à ces faits habilement cédés, ce manifeste contient donc bien, implicitement mais nécessairement, l'apologie des crimes ou délits de collaboration commis, tantôt avec la participation active et tantôt avec le consentement tacite du gouvernement de Vichy, c'est-à-dire de Pétain et de ses zéloteurs, à des « atrocités » et « persécutions nazies » auxquelles le texte fait, par ailleurs, allusion (...).

(...) Cette attitude constante de la part notamment de Jacques ISORNI, ancien défenseur de Pétain devant la Haute Cour, soucieux de voir substituer une nouvelle décision de justice à l'arrêt de la Haute Cour, est considérée par cet avocat comme un devoir sacré de la défense. Pour légitime qu'il ait pu être, de sa part et de ceux qui se déclarent solidaires de cette action, leur intention de faire procéder à cette révision, elle ne leur permettait pas pour autant de recourir dans ce but à des moyens illégaux (...). Tous les éléments constitutifs des délits reprochés sont donc constitués à la charge des défenseurs y compris à la charge de LAURENS André qui, en dépit des précautions qu'il dit avoir prises, a néanmoins accepté de publier le manifeste en toute connaissance de cause (...).

(...) La Cour constate que l'infraction de l'apologie des crimes de guerre ou délits de collaboration est constituée à la charge de Jacques ISORNI, André LAURENS, LE HIDEUX Marie-François et Hubert MASSOL.

Les condamnés à payer aux parties civiles la somme de 1 F à titre de dommages-intérêts (...).

COMMUNICATION

La grogne des acteurs francophones

Silence, on tourne... en anglais

La multiplication des tournages en anglais sur le territoire national ravive les polémiques. Les artistes français s'en inquiètent et ont manifesté il y a peu devant le ministère de la culture à Paris, pour la défense de la langue française.

« Il n'y a pas de quoi s'alarmer. Tourner en anglais n'est qu'une mode dont on reviendra pour retrouver le charme des œuvres du terroir, bien françaises », se justifie la responsable d'une agence de casting qui recrute actuellement des acteurs pour le tournage en anglais de *Warburg*, film adapté d'un roman de Jacques Attali.

Attendre que mode se passe ? Les comédiens français ont sans doute plus à gagner à se mettre sérieusement à l'anglais s'ils veulent continuer de tourner. Plus qu'une mode en effet, ce choix de la langue du tournage influe directement sur les possibilités d'exportation des programmes audiovisuels. Tous les producteurs savent que les œuvres tournées en français n'ont guère de chance d'accéder au marché international, notamment anglo-saxon. L'économie a des lois que la culture ne connaît pas...

Une Indienne dans sa réserve

Des comédiens s'en accommodent et considèrent même que jouer dans une langue autre que leur langue maternelle constitue un excellent exercice. C'est le cas d'Alain Delon, qui déclare *« adorer tourner en anglais »*. Ne vient-il pas de jouer aux côtés de Jean Martin et Robin Remucy dans le feuilleton *la Dame de Berlin*, adapté d'un roman de Frank et Vaurin, produit par TF1 avec des partenaires européens ? Que ces acteurs s'expriment plus ou moins bien en anglais n'est pas choquant dans ce cas puisqu'ils interprètent le rôle de « Français à l'étranger ».

Mais l'artifice n'est pas toujours au rendez-vous. Ainsi, dans *Sauf votre respect*, un film français produit par Sergio Gobbi, l'action se

déroule dans le Midi de la France. Lorsque l'acteur britannique David Carradine demande un renseignement - en anglais - à une vieille femme dans l'arrière-pays niçois, on entend celle-ci donner la réponse en français avec l'accent méridional. « C'est l'indigène de service, telle une Indienne dans sa réserve prononçant le « hugh » traditionnel », s'insurge Serge Vincent, acteur et secrétaire général du SIA (Syndicat indépendant des artistes interprètes). Révolté par ce genre d'incohérences, il va jusqu'à revendiquer la cessation de toute coproduction avec les États-Unis.

Le 12 juillet dernier, son syndicat a manifesté avec le SNLA-FO (Syndicat national libre des artistes-forces ouvrières) pour exiger la fin de semblables absurdités. Ils n'ont pas obtenu satisfaction, le ministre de la culture, M. Jack Lang, s'étant contenté de déclarer que « la défense de la langue française relevait plus d'une action des artistes français que de celle du gouvernement ».

Afin de limiter les débordements de ce genre, le CNC (Centre national de la cinématographie) envisage de mettre en place, en septembre 1991, une réglementation plus stricte pour le cinéma. Celle-ci prévoirait une réduction de 20 à 30 % sur les subventions versées par le compte de soutien aux longs métrages tournés en anglais et produits par la France ou par ses partenaires européens. La « nationalité » française ne serait plus accordée qu'aux films tournés en français, qu'ils aient été réalisés en France, qu'ils aient été réalisés à l'étranger, qu'ils aient été réalisés en France ou à l'étranger. Pour la fiction purement télévisuelle (téléfilms, séries, feuilletons...), les règles seraient moins précises : le CNC se contenterait d'exiger une double version anglais-français. Un projet coûteux pour les producteurs et qui n'éviterait pas aux acteurs de pratiquer la langue anglaise...

Pour l'heure, on exige l'anglais courant sur des tournages peu courants... Il ne reste plus aux acteurs qu'à revenir sur les bancs de l'école. Faute de quoi, ils devront se satisfaire des tournages de « sitcoms » franco-français.

Nouvelle procédure de référé contre un journal

Le plus jeune maire de France porte plainte contre un hebdomadaire d'Havas

Le fils du président de la République, M. Jean-Christophe Mitterrand, et M. Bernard Kouchner, secrétaire d'État à l'action humanitaire, en faisant condamner par référé l'*« Evénement du jeudi »* puis *France-Soir* et le *Parisien* (le Monde du 27 juillet), semblent faire des émules.

C'est ainsi que M. Philippe Schmit, maire socialiste de Longjumeau (Essonne), a traîné l'hebdomadaire régional *le Républicain de l'Essonne* devant le tribunal des référés d'Evry. Celui-ci a rendu, mercredi 1^{er} août, une ordonnance selon laquelle il estime que l'hebdomadaire appartenant au groupe Havas a « porté atteinte à l'honneur et à la considération » du premier magistrat de la ville et l'a « injurié ». Il a cependant débouté M. Schmit de sa demande de 30 000 francs de dommages et intérêts et réduit la longueur de la publication judiciaire qu'il exigeait dans le journal.

Dans un « billet d'humeur » paru dans son édition du 26 juillet, le *« Républicain »* avait critiqué la conception de la liberté de la presse du plus jeune maire de France (vingt-sept ans) rapporté les noms d'oiseau dont des socialistes l'avaient affublé. Ce billet survint juste après que le maire de Longjumeau, membre du courant la Nouvelle École socialiste (NES), animée par Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, eut adressé une lettre à 195 autres édiles du département.

Les rédactions du groupe Prisma-Press ont protesté contre la mise à pied d'un journaliste délégué du personnel. La majorité des journalistes des magazines du groupe Prisma-Press, a signé une pétition dans laquelle ils font part de leur « indignation devant le procédé utilisé pour licencier » une journaliste, déléguée du personnel. Celle-ci n'avait pas caché son souhait de quitter l'hebdomadaire *« Ici »* et a demandé l'application de la clause de conscience, en raison de la nouvelle orientation du magazine (*le Monde* du 22 - 23 juillet). La direction a engagé contre elle une procédure de licenciement pour « faute grave » et l'accuse d'avoir falsifié des notes de frais. Le Syndicat national des journalistes indique que ces notes (350

francs en un an...) concernent un simple regroupement de frais. L'inspection du travail a été saisie.

Young and Rubicam se renforce en Espagne. — L'agence Young and Rubicam-Espagne, neuvième agence publicitaire de la péninsule ibérique, vient d'acheter Vinizius, l'une des agences de publicité les plus créatives de Barcelone, ce qui va lui permettre de renforcer la position du groupe en Espagne. La croissance de Young and Rubicam-Espagne a été de 70 % en 1989 par rapport à l'année précédente. Le groupe publicitaire américain Young and Rubicam, l'un des plus importants au monde, est implanté dans quarante-sept pays, dont la Hongrie et l'URSS.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
75, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie

« Le Monde »

12, rue M-Gimbourg

94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 347

ISSN : 0195-2037

Renseignements sur les microfilms

et Index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Le Monde
PUBLICITÉ

André Fontaine, président
Philippe Dupuis, directeur général
Micheline Orléans,
directrice du développement
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 206 136 F
1989 - 45-55-04-70 - Société filiale
du journal *le Monde* et Rège Presse SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 133 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer CE BULLETIN accompagné de

vos renseignements à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE :

Pour tous renseignements : (1) 40-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Plus de prix, de crédits, de reprises.

Le mois en plus chez Renault.

Tout le monde en parle.

Crédit au TEG de 10,6 % sur 12 mois avec un apport minimum de 20 % sur tous les VP neufs. Exemple : pour un montant financé de 10 000 F soit 12 échéances de 881,95 F. Coût total à crédit 10 583,40 F. Crédit au TEG de 12,9 % sur 24 mois, 14,6 %

CREDIT 10,6 % SUR 12 MOIS

au capital de F 321 490 700
27/33 Quai Le Gallo 92512
Boulogne Cedex RCS
Nanterre B 702.002 221.

sur 36 mois, 15,6 % sur 48 mois sur les véhicules neufs. Offre valable jusqu'au 31/08/90. Sous réserve d'acceptation du dossier par la Diac SA

Pour tout achat d'un véhicule marqué d'un point bleu, Renault reprend votre véhicule Argus + 5000 F, si vous le possédez depuis au moins six mois, aux conditions générales Argus, diminuées des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard. Cette offre, valable jusqu'au 31/08/90, est réservée aux particuliers et concerne les véhicules neufs.

ARGUS + 5000 F

ET TOUTE UNE GAMME DE FINANCEMENTS EXCEPTIONNELS

En août chez tous les concessionnaires

17

BOURSE DU 3 AOÛT

Règlement mensuel													Compte-rendu																
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
1670	C.N.E.P.T.	3720	3600	3600	+ 2 1/2	1675	Compagnie	3720	3600	3600	+ 2 1/2	1680	Compagnie	3720	3600	3600	+ 2 1/2	1685	Compagnie	3720	3600	3600	+ 2 1/2	1690	Compagnie	3720	3600	3600	+ 2 1/2
1675	B.N.P.	1001	1002	1002	+ 0 10	1680	Compagnie	1001	1002	1002	+ 0 10	1685	Compagnie	1001	1002	1002	+ 0 10	1690	Compagnie	1001	1002	1002	+ 0 10	1695	Compagnie	1001	1002	1002	+ 0 10
1680	C.C.F.T.	1186	1186	1186	...	1685	Compagnie	1186	1186	1186	...	1690	Compagnie	1186	1186	1186	...	1695	Compagnie	1186	1186	1186	...	1700	Compagnie	1186	1186	1186	...
1685	C.L.P.	1128	1128	1128	...	1690	Compagnie	1128	1128	1128	...	1695	Compagnie	1128	1128	1128	...	1700	Compagnie	1128	1128	1128	...	1705	Compagnie	1128	1128	1128	...
1690	Compagnie	1678	1678	1678	...	1695	Compagnie	1678	1678	1678	...	1700	Compagnie	1678	1678	1678	...	1705	Compagnie	1678	1678	1678	...	1710	Compagnie	1678	1678	1678	...
1695	Compagnie	2001	2001	2001	...	1700	Compagnie	2001	2001	2001	...	1705	Compagnie	2001	2001	2001	...	1710	Compagnie	2001	2001	2001	...	1715	Compagnie	2001	2001	2001	...
1700	Compagnie	1140	1140	1140	...	1705	Compagnie	1140	1140	1140	...	1710	Compagnie	1140	1140	1140	...	1715	Compagnie	1140	1140	1140	...	1720	Compagnie	1140	1140	1140	...
1705	Compagnie	1101	1101	1101	...	1710	Compagnie	1101	1101	1101	...	1715	Compagnie	1101	1101	1101	...	1720	Compagnie	1101	1101	1101	...	1725	Compagnie	1101	1101	1101	...
1710	Compagnie	984	984	984	...	1715	Compagnie	984	984	984	...	1720	Compagnie	984	984	984	...	1725	Compagnie	984	984	984	...	1730	Compagnie	984	984	984	...
1715	Compagnie	762	762	762	...	1720	Compagnie	762	762	762	...	1725	Compagnie	762	762	762	...	1730	Compagnie	762	762	762	...	1735	Compagnie	762	762	762	...
1720	Compagnie	1880	1880	1880	...	1725	Compagnie	1880	1880	1880	...	1730	Compagnie	1880	1880	1880	...	1735	Compagnie	1880	1880	1880	...	1740	Compagnie	1880	1880	1880	...
1725	Compagnie	502	500	500	...	1730	Compagnie	502	500	500	...	1735	Compagnie	502	500	500	...	1740	Compagnie	502	500	500	...	1745	Compagnie	502	500	500	...
1730	Compagnie	2280	2280	2280	...	1735	Compagnie	2280	2280	2280	...	1740	Compagnie	2280	2280	2280	...	1745	Compagnie	2280	2280	2280	...	1750	Compagnie	2280	2280	2280	...
1735	Compagnie	1020	1020	1020	...	1740	Compagnie	1020	1020	1020	...	1745	Compagnie	1020	1020	1020	...	1750	Compagnie	1020	1020	1020	...	1755	Compagnie	1020	1020	1020	...
1740	Compagnie	230	230	230	...	1745	Compagnie	2																					

COMPTANT (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans incl.	Rachet net
A.A.A.	1131 63	1104 03	Fracti-Associaton	30 24	30 24	Planchet J.	6112 92	6100 72
Adelphi	230 23	230 23	Fracti-Associaton	30 24	30 24	Planchet J.	6112 92	6100 72
Aggregat	850 20	813 59	Fracti-Associaton	12003 38	12003 38	Plymout	127 67	118 41
Agglochem	6651 28	6561 28	Fracti-Associaton	236 96	236 96	Prisma G&P	5538 26	5538 26
Agglochem	107 47	107 15	Fracti-Associaton	557 81	547 37	Prisma G&P	10623 93	10615 31
A.G. A&C	1180 01	1132 54	Fracti-Associaton	30 24	29 80	Prisma G&P	110 69	107 73
A.F. A&C	1089 94	1039 16	Fracti-Associaton	853 78	825 30	Prisma G&P	11114 42	10943 76
AFI	1071 80	1007 52	Fracti-Associaton	33 23	33 23	Prisma G&P	105 10	103 22
AFI	123 18	120 16	Fracti-Associaton	10426 48	10272 37	Prisma G&P	131 99	128 77
AFI Power	124 22	121 19	Fracti-Associaton	4628 33	4616 78	Prisma G&P	1035 80	1030 53
AFI Power	412 10	402 05	Fracti-Associaton	1208 99	1174 62	Prisma G&P	174 20	157 26
AFI Power	1089 94	1039 16	Fracti-Associaton	61996 40	61996 40	Prisma G&P	5346 81	5363 87
AFI Power	1089 94	1039 16	Fracti-Associaton	159 96	159 96	Prisma G&P	1129 40	1114 42
A.F.P.L.D.	694 42	667 47	Fracti-Associaton	10301 82	10250 67	Prisma G&P	531 51	555 85
AM&N-GAN	6443 76	6151 56	Fracti-Associaton	1231 19	1195 15	Prisma G&P	238 44	202 55
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	107084 06	10348 56	Prisma G&P	237 27	225 11
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	11894 11	11436 54	Prisma G&P	645 62	616 34
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	154 74	154 74	Prisma G&P	1129 40	1114 42
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	181 04	176 78	Prisma G&P	12079 71	12653 07
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	55 67	54 78	Prisma G&P	525 79	505 57
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	211 28	201 11	Prisma G&P	805 58	765 05
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	303 58	288 81	Prisma G&P	1486	1450
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	263 30	263 30	Prisma G&P	1185 64	1185 64
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	263 30	263 30	Prisma G&P	708 41	697 94
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	427 63	427 63	Prisma G&P	1576 76	1573 40
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	137 22	131 31	Prisma G&P	707 79	682 26
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	178 80	178 80	Prisma G&P	1538 08	1489 94
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	360 22	360 22	Prisma G&P	725 30	705 85
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	10722 38	10722 38	Prisma G&P	432 96	421 36
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	8816 55	8816 55	Prisma G&P	239 34	236 24
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	11252 55	11252 55	Prisma G&P	441 42	425 62
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	2477 58	2477 58	Prisma G&P	1233 88	1217 46
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	807 94	807 94	Prisma G&P	241 74	233 38
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	2070 05	2070 05	Prisma G&P	53351 89	51797 95
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	23414 36	23414 36	Prisma G&P	1111 05	1080 67
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	750 54	750 54	Prisma G&P	1277 71	1267 71
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	81 74	81 74	Prisma G&P	536 70	536 70
Amphib	662 58	642 26	Fracti-Associaton	205 54	196 94	Prisma G&P	2042 12	2007 03
Amphib	662		Fracti-Associaton	10055 72	9855 16	Prisma G&P	1182 78	1137 29
Amphib	662		Fracti-Associaton	4131 64	4131 64	Prisma G&P	1223 50	1184 99
Amphib	662		Fracti-Associaton	8264 94	8264 94	Prisma G&P	1127 68	1084 99
Amphib	662		Fracti-Associaton	5711 81	5711 81	Prisma G&P	6261 05	5977 71
Amphib	662		Fracti-Associaton	6175 15	6175 15	Prisma G&P	582 25	548 78
Amphib	662		Fracti-Associaton	88424 08	88424 08	Prisma G&P	135 19	129 75
Amphib	662		Fracti-Associaton	11447 37	11447 37	Prisma G&P	107 10	105 04
Amphib	662		Fracti-Associaton	1584 54	1584 54	Prisma G&P	1068 04	1068 04
Amphib	662		Fracti-Associaton	23667 07	23667 07	Prisma G&P	12170 40	12170 40
Amphib	662		Fracti-Associaton	14866 06	14867 18	Prisma G&P	109163 63	109163 63
Amphib	662		Fracti-Associaton	131 03	127 52	Prisma G&P	5130 16	5079 28
Amphib	662		Fracti-Associaton	6966 27	U.A.P. Invest	494 47	47 22	
Amphib	662		Fracti-Associaton	1256 28	U.A.P. Invest	383 86	383 86	
Amphib	662		Fracti-Associaton	1180 76	U.A.P. Act. S&I	682 15	639 19	
Amphib	662		Fracti-Associaton	21618 62	U.A.P. Act. S&I	682 15	639 19	
Amphib	662		Fracti-Associaton	508 67	U.A.P. Act. S&I	194 33	192 32	
Amphib	662		Fracti-Associaton	1463 05	U.A.P. Act. S&I	166 38	159 44	
Amphib	662		Fracti-Associaton	6468 46	U.A.P. Act. S&I	106 12	106 12	
Amphib	662		Fracti-Associaton	1021 74	U.A.P. Act. S&I	116 07	116 07	
Amphib	662		Fracti-Associaton	12015 81	U.A.P. Act. S&I	1471 92	1438 02	
Amphib	662		Fracti-Associaton	867 12	U.A.P. Act. S&I	608 37	594 51	
Amphib	662		Fracti-Associaton	6304 04	U.A.P. Act. S&I	1310 23	1287 06	
Amphib	662		Fracti-Associaton	1281 56	U.A.P. Act. S&I	2418 77	2587 82	
Amphib	662		Fracti-Associaton	126 38	U.A.P. Act. S&I	2013 17	2013 17	
Amphib	662		Fracti-Associaton	2321 75	U.A.P. Act. S&I	2043 23	2043 23	

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 3/8	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 3/8		
			achat	vente					
Paris-Lyon (1 ind.)	5 427							Harbo Rayles Zan.	210
Amsterdam (100 dth.)	6 546							Hoogenens	287
Allemagne (100 dth.)	338 220				Or fin en barre	67250		Nichols du Monted.	240
Belgique (100 fr.)	15 312				Or fin en lingot	67250		Leclerc	980
Bruxelles (100 fr.)	297 670				Napoléon (20 fr.)	392		Paragui Pécour	378 50
Italie (1000 lire)	4 581				Pièces Fr (10 fr.)	368		Romano N.V.	177 50
Danemark (100 ind.)	27 940				Pièces Suisse (20 fr.)	436		Sh-Gordon-Embargo	3600
Inde (1000 rup.)	10 444				Pièces Latsine (20 fr.)	387		Siena Metre	310 20
Grèce (100 drachme)	3 418	4 060	4 060		Souverain	498		S.E.P.N.	165 1665 d
Suisse (100 fr.)	382 320				Pièces 20 dollars	2120		S4	330
Stock (100 kr.)	10 620				Pièces 10 dollars	1200		S.P.R. act. B.	362 50
Norvège (100 kr.)	57 220				Pièces 5 dollars	870		Union	388
Autriche (100 sch.)	47 625				Pièces 50 pesos	2535		Waller	988 765 e
Portugal (100 esc.)	5 451				Pièces 100 ptes.	391			
France (100 fr.)	3 810								
Spain (100 pes.)	4 705								
Japan (100 y.)	10 584								
			3 660	3 660					

Marché libre de l'or

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - g : offert - " : droit détaché - d : demandé - s : prix maximum - e : marché contre

Les conséquences de l'invasion du Koweït par l'Irak

Incertitude sur les marchés pétroliers et financiers

Après avoir très vivement réagi, jeudi 2 août à l'annonce de l'invasion du Koweït par l'Irak, les marchés financiers et pétroliers retrouvaient un peu de calme vendredi 3 au matin, à l'exception de la place de Tokyo (lire page 20).

Sur les marchés pétroliers, la hausse des cours du brut se pour-

LIBAN : sept morts dans un attentat près de Tyr. - Un attentat a fait sept morts et plus de 100 blessés, jeudi soir 2 août, devant une permanence de la milice chiite Amal près de Tyr (sud du Liban). Une charge de faible puissance a d'abord explosé puis, un attentat s'étant formé sur les lieux de l'attentat, une deuxième charge, beaucoup plus forte et placée dans une voiture, a fait explosion. Le mouvement Amal (pro-syrien) est en conflit ouvert avec une autre milice chiite, pro-iranienne, le Hezbollah. - (Reuters).

suivait dans une atmosphère moins frénétique que la veille, l'incertitude l'emportant sur la panique. A Londres, vendredi matin, le Brent de mer du Nord cotait 23,30 dollars par baril, en repli par rapport aux cours extrêmes (23,75) atteints jeudi et en début de journée vendredi à Tokyo, mais en hausse de 2 dollars par rapport aux niveaux observés avant le conflit.

Le dollar, qui avait gagné près de 10 centimes à Paris, à 5,4270 francs jeudi à la cotation officielle, reflétait à 5,3365 francs. Les opérateurs ont réagi à des rumeurs selon lesquelles l'Irak serait prêt à se retirer du Koweït en échange d'un dédommagement financier. Autre valeur refuge en période de conflits internationaux, l'or s'est nettement raffermi, avant de céder un peu de terrain. L'once d'or clôturait à 378,75 dollars à Londres jeudi soir, gagnant 5 dollars en une séance, et cotait 375,80 dollars vendredi.

Marian Munteanu, président de la Ligue des étudiants roumains, a été libéré jeudi 2 août du pénitencier de Jilava où il était détenu depuis le 18 juin. Le procureur général de Roumanie a indiqué dans un communiqué que « les conditions qui avaient entraîné sa détention préventive ne subsistent plus car il n'y a aucune raison pour estimer que la mise en liberté de l'inculpé pourrait mettre en danger l'ordre public ».

Marian Munteanu est arrivé dans les locaux de la Ligue à la nuit tombée, vêtu d'un tee-shirt blanc et d'une croix en bois autour du cou, déclarant qu'il « ne pouvait pas dire qu'il était libre puisque sa situation n'est pas encore clarifiée ». Grièvement blessé lors de l'intervention des mineurs à Bucarest le 14 juin, il avait été arrêté à l'hôpital des urgences quatre jours plus tard et inculpé d'« instigation à la violence » et de « destruction de biens publics ». Selon les autorités roumaines, 184 personnes sont toujours détenues à la suite de ces événements qui avaient fait 6 morts et 502 blessés.

La mise en liberté de M. Munteanu intervient au lendemain d'un appel du président Iliescu au gouvernement et au parlement pour qu'ils « calment le climat politique du pays ». Le maintien en détention de l'étudiant avait en effet entraîné de nombreuses manifestations à Bucarest et en province, ainsi que de multiples protestations à l'étranger (le Monde du 1^{er} août).

Marian Munteanu, vingt-huit ans, étudiant en littérature roumaine, avait été l'un des fondateurs, au lendemain de la chute de Ceausescu, de la Ligue des étudiants, une des premières associations à occuper la place de l'Université dans le centre de Bucarest, devenue le symbole de la contestation roumaine. - (AFP).

ROUMANIE

Le dirigeant étudiant Marian Munteanu a été libéré

CARTES POSTALES

La caravane des Mariolas

Les Mariolas sont arrivés sur une roue. A la caravane, il manquait un bouclon. Ils se sont installés au croisement de la route d'Anduze et d'un terrain caillouteux. Ils n'ont pas monté de chapiteau, seulement un portique et des treteaux.

Les Mariolas ont sorti le cage aux fauves. Elle contenait trois chats. Le camion a pris feu, il a fallu aller chercher des seaux. La troupe a défilé quinze chaînes et trois planches qu'on aurait prises pour des gradins. Les spectateurs ont préféré, pour beaucoup, rester debout à respirer.

Le Monsieur Loyal des Mariolas avait une allure d'impressionnaire. Il a dit bonsoir en anglais et prévenu que les artistes ne reviendraient pas de toute la saison. Miss Paola s'est raidie au pied des gradins avec sa sabbelle. Elle avait cousu quelques franges de western sur sa robe rouge. Les retardataires lui ont glissé vingt francs.

Mastriani le jongleur est entré en piste avec trois balles de tennis anciennement jaunes. Au temps où les cirques enfilmaient encore des lions dans la cage aux chats, Mastriani faisait le clown sur un tréteau avec un pantalon trop grand. Sans chapiteau, Mastriani se demande à quel service de grimper si haut selon à risque de tomber. Lorsqu'une balle a échappé au jongleur, l'impressionnaire a fait remarquer en italien qu'il faisait chaud.

Miss Milène avait une jupe d'institutrice. Elle a présenté Dolce et Juliette, les petits chiens comédiens qui avaient tout fait sauf tenir en place et qui se sont enfuis en courant.

dès qu'ils ont aperçu le toboggan. Sur la table de camping Miss Milène a donc tenté de faire valoir Miss Kelly, une chèvre de six mois que la vie d'artiste n'intéressait pas.

Mastriani l'équilibriste est venu réaliser un équilibre sur vieille chaise jaune. Puis un « équilibre sur cubes ». Et enfin « un équilibre avec descente de cubes » et vol d'accessoirs par Mastriani junior sans lâcher sa tétine. Avant une dernière petite quête, Miss Paola a enfin demi-tour, un lasso dans chaque main, et les rassembleurs, apercevant un demi-genou, ont promis de s'amener.

L'impressionnaire a annoncé le clou du spectacle et l'institutrice est réapparue avec deux gros chats funambules. Bianca s'est longuement concentrée. Rocky s'est fait les griffes sur les moules puis s'est jeté dans une « triple traversée sur corde souple » qui lui a valu des applaudissements bien au-delà des gradins.

C'était déjà fini. Les Mariolas ont demandé à l'assistance de partir sans emporter les chaises. Ils ont éteint le projecteur troué et se sont mis en quête d'un public pour demain. Les campings voisins se contentant de la ménagerie des estivants, les Mariolas sont repartis sur trois roues voir en Ardèche si on y accueillait pas mieux leur beau cirque à vingt francs.

De Saint-Jean-du-Gard (Gard)
CORINE LESNES

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

L'invasion du Koweït par l'Irak..... 3 à 6

POLITIQUE

M. Bernard Tapie, député..... 7

Forêt rhénane..... 7

SOCIÉTÉ

Mission spatiale franco-soviétique..... 9

Equitation..... 9

CULTURE

Raymond Loewy à Beaubourg..... 10

Golgotha à Fontfroide..... 10

SANS VISA

Moscou entre l'Amérique et les Roumains..... 10

ÉCONOMIE

Le tourisme en Autriche..... 17

Bibliographie..... 17

Transport et tourisme..... 18

COMMUNICATION

Tournages en anglais..... 19

Services

Abonnements..... 19

Carnet..... 15

Loisirs..... 20-21

Météorologie..... 15

Jeux..... 12

Radio-Télévision..... 16

Spectacles..... 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 3 août 1990 a été tiré à 532 477 exemplaires.

TRINITÉ-ET-TOBAGO : après l'échec de la tentative de coup d'État

Les rebelles musulmans seront jugés pour « trahison »

PORT-OF-SPAIN

de notre envoyé spécial

Trois cent cinquante soldats des îles voisines du CARICOM - le Marché commun des Caraïbes - étaient attendus vendredi 3 août à Trinité-et-Tobago, où la situation reste tendue en dépit de la reddition du commando musulman qui s'était emparé du premier ministre, M. Arthur Ray Robinson, et de quarante-cinq autres otages, la semaine dernière. Au cours d'une conférence de presse, jeudi, le porte-parole du gouvernement, M. Gregory Shaw, a précisé que le bilan de la tentative de coup d'État s'élevait à « une trentaine de morts ».

Les rebelles, musulmans membres de l'organisation radicale Jamaat Al Muslimeen, sous les verrous depuis mercredi, seront traduits devant les tribunaux. La loi trinitadienne prévoit la peine capitale par pendaison pour les chefs d'accusation - meurtre, enlèvement et surtout « trahison » - qui seront retenus contre eux. Le couvre-feu est toujours en vigueur de 18 heures à 10 heures, et jeudi

encore, la police a dû intervenir pour disperser des bandes de pillards à Port-of-Spain.

Les rues commerçantes du centre-ville sont dévastées. Les boutiques, les supermarchés et les galeries commerciales ont été pillées, parfois incendiées. Deux voitures piégées ont été découvertes à proximité de l'immeuble de la télévision nationale dont s'était emparé Abu Bakr, le leader des rebelles musulmans noirs. Les résidents du quartier ont été évacués, au cas où d'autres bombes seraient étalonnées par le commando. Port-of-Spain ressemble à une ville fantôme : les banques, les bureaux et les administrations sont fermés jusqu'à nouvel ordre. L'après-midi, lors de la levée du couvre-feu, la population sort timidement à la recherche d'aliments ou d'essence, tandis que des véhicules chargés de militaires nerveux sillonnent les rues de la capitale.

JEAN-MICHEL CAROIT

ÉTATS-UNIS

Le président Bush annonce une réduction de 25 % des forces américaines d'ici à 1995

Dans un discours centré sur la nouvelle stratégie globale des États-Unis, prononcé jeudi 2 août, devant l'institut Aspen de recherches économiques, scientifiques et politiques, à Aspen (Colorado), le président George Bush a annoncé une réduction de 25 % des forces américaines d'ici à 1995. Soulignant que les modifications des rapports Est-Ouest « ont transformé l'environnement de sécurité » des États-Unis, le président américain a ajouté : « Dans un monde au sein duquel la taille de nos forces sera dictée de plus en plus par les contingences régionales et la présence (militaire) en temps de paix, nous sommes conscients du fait que la taille de nos forces armées peut être plus petite. » Le président américain a cependant insisté sur le maintien à un niveau suffisant des forces stratégiques des États-Unis, menacées de coupes budgétaires au Congrès. M. Bush a souligné à ce propos qu'en dépit du rapprochement américain-soviétique, « l'URSS reste une puissance militaire d'envergure mondiale ». « Les États-Unis maintiendront des forces en Europe aussi longtemps que leurs alliés le désireront », a conclu le président américain, tout en précisant que « la taille et l'aspect de ces forces vont changer ». - (AFP).

EN BREF

■ RDA-RFA : les élections générales pourraient être avancées au 14 octobre. - Le Premier ministre est-allemand, Lothar de Maizière, a annoncé vendredi 3 août, à Berlin, qu'il proposait d'avancer au 14 octobre les élections générales initialement prévues le 2 décembre pour élire le Parlement de l'Allemagne unie. - (AFP).

■ HONGRIE : M. Göncz élu président de la République. - M. Arpad Göncz, président hongrois par intérim depuis mai dernier, a été élu vendredi 3 août président de la République par le Parlement. Cet écrivain de soixante-huit ans, membre du principal parti d'opposition (l'Alliance des démocrates libres) et seul candidat en lice, a obtenu 295 voix contre 13. - (AFP).

■ GABON : élections législatives en septembre. - C'est les 9 et 23 septembre qu'auront lieu les élections législatives. Cent vingt députés seront élus au suffrage universel direct et par scrutin uninominal à deux tours. Les candidatures individuelles seront acceptées. Seules les associations politiques qui s'étaient déclarées pendant la conférence nationale du printemps dernier auront le droit de présenter des candidats. - (AFP).

■ SALVADOR : onze personnes d'une même famille assassinées par des incriminés. - Onze civils, membres d'une même famille, ont été « assassinés » assassinés, mercredi soir 1^{er} août, par des inconnus fortement armés, à Cacotera, dans l'est du Salvador, selon des informations parues jeudi dans la presse salvadorienne. Les cas de violation des droits de l'homme ont récemment augmenté au Salvador, malgré la conclusion le 26 juillet dernier d'un accord dans ce domaine entre le gouvernement et la guérilla d'extrême-gauche. - (AFP).

URSS :

interrogé par la « Kommoskopska Pravda »

M. Jean-Marie Le Pen déconseille l'émigration aux Soviétiques

Dans une interview publiée vendredi 3 août par la « Kommoskopska Pravda », une première pour la presse soviétique, M. Jean-Marie Le Pen explique pourquoi il ne souhaite pas d'immigrants soviétiques : « Évidemment, dit-il, les Russes sont des Européens et nous avons beaucoup plus de points en commun avec eux qu'avec les immigrants d'Afrique du Nord. Mais à votre place, je n'encouragerais personne à quitter la Russie. On ne peut être heureux que sur sa terre natale, vous avez besoin de vos cadres, et l'Europe occidentale est arrivée au seuil optimal de sa démographie », ajoute-t-il.

M. Le Pen se défend d'entretenir des relations avec l'organisation russe Painsi, connue pour ses positions antisémites. Mais il dénonce « quelques organisations juives extrémistes en France qui visent dans notre défense des droits des Français à l'émigration pour les éléments exogènes ».

Le président du Front national rend un hommage à M. Mikhaïl Gorbatchev, « qui a changé la face de ce siècle et qui, quelle que soit l'issue de ses réformes, continuera à symboliser la libération d'un peuple de ses dogmes ».

■ L'ultimatum aux milices repoussé au 1^{er} septembre en Arménie. - Le ministre soviétique de l'Intérieur Vadim Bakatine a informé son homologue arménien que le décret du président Gorbatchev sur le désarmement des milices ne serait pas appliqué en Arménie avant le 1^{er} septembre, « en raison de la situation explosive » dans cette république, selon un porte-parole du mouvement national arménien, cité le 2 août par l'Agence d'information Novosti.

LIBÉRIA

Des pays africains réclament un cessez-le-feu

Les chefs d'État des sept pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) doivent se rencontrer, lundi 6 août, à Banjul en Gambie, pour évaluer la situation au Libéria. M. Abbas Bouda, secrétaire général de cette organisation, a déclaré que « l'important était d'arriver à un cessez-le-feu », ajoutant que « la force de supervision de la CEDEAO traiterait ensuite le cessez-le-feu et les respect ». En visite au Bénin, M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération, a précisé que si l'envoi d'une telle force « peut aider à éviter de faire couler le sang, la France ne peut que soutenir cette initiative et l'approuver ».

A Monrovia, des rebelles dissidents de Prince Johnson, menacés d'être pris à revers par le groupe rival dirigé par Charles Taylor, se sont retirés, jeudi, de positions stratégiques. Ce retrait a permis un redéploiement des forces du président Samuel Doe. A cet égard, les Douze viennent de demander aux belligérants de respecter la neutralité des ambassadeurs et des lieux de refuge (églises, hôpitaux, etc.) où des civils sans défense ont trouvé abri. - (AFP, Reuters).

Pour limiter les effets de la grève

Air Inter a affrété sept appareils supplémentaires

Les voyageurs ne devaient pas être trop pénalisés par la nouvelle grève - la quatrième en un mois - que connaît vendredi 3 août Air Inter, la compagnie ayant fait savoir qu'elle assurerait « plus de 80 % » de son trafic habituel, soit 280 vols au moins sur les 346 normalement programmés. Air Inter devait ainsi desservir toutes ses destinations, à l'exception de Madrid. Au départ de Paris, 11 aller-retour au lieu de 13 devaient ainsi être assurés sur Marseille, 16 sur 18 vers Toulouse, et 3 sur 3 en direction de Quimper. Un effort dont la compagnie devra payer le prix, puisqu'elle affrète pour la circonstance sept appareils supplémentaires et autant d'équipages.

En milieu de matinée, les retards enregistrés n'excédaient pas une dizaine de minutes. Des vols supplémentaires sont prévus samedi.

Des perturbations pourraient encore se produire la semaine prochaine. Un syndicat au moins, le SNPIT (autonome), qui anime le conflit aux côtés de la CGT, prévoit en effet de déposer un nouveau préavis de grève, dont les modalités, précise le syndicat, seront arrêtées après une consultation du personnel en assemblées générales après la grève de vendredi.

Par ailleurs, les passagers arrivant au terminal 1 de l'aéroport de Roissy ont encore dû attendre de longues heures leurs bagages jeudi 2 août, et se passer d'informations, en raison du mouvement de grève observé par une partie du personnel (100 personnes sur 800, selon la direction) d'Aéroports de Paris (ADP).

Les mesures d'aide à l'emploi en 1989

Forte baisse du nombre de stages d'initiation à la vie professionnelle

Les mesures d'aide à l'emploi ont encore davantage bénéficié aux jeunes qu'aux adultes en 1989. Selon une étude réalisée auprès du secteur marchand non agricole et récemment diffusée par l'INSEE, les formules destinées aux jeunes (stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), contrats de qualification et contrats d'adaptation) ont représenté, l'an dernier, 230 000 emplois contre quelque 245 000 en 1988. Parallèlement, les mesures destinées aux adultes (contrats de réinsertion en alternance et contrats de retour à l'emploi) ont représenté 47 000 emplois en 1989 contre 35 000 l'année précédente.

En ce qui concerne les dispositifs réservés aux jeunes, la baisse du nombre de bénéficiaires de SIVP, déjà sensible en 1988, s'est accentuée, l'année dernière, en raison de la « moralisation » de cette formule, effective depuis le 1^{er} février 1989. 27 000 jeunes se trouvaient, à la fin de l'année dernière, à la fin de l'année précédente. Conséquences directes de la gestion plus rigoureuse des SIVP, les stagiaires ont rajouté (78 % ont moins de

vingt-deux ans contre 68 % en 1988) et leur niveau de formation a diminué (37 % au lieu de 31 % n'ont aucun diplôme).

La progression constante des contrats de qualification et celle, plus lente, des contrats d'adaptation n'ont pas compensé cette diminution du nombre de SIVP. Fin 1989, 117 000 jeunes étaient sous contrat de qualification (au lieu de 80 000 fin 1988), tandis que 85 000 avaient signé un contrat d'adaptation.

CAPÉLOU
Les belles literies canapés-lits petites dimensions
Rangement par éléments.
EST OUVERT
du mardi au samedi 9 h à 12 h et 14 h à 17 h 30
37, av. de la République (114)
M^{rs} Parmentier, 43-57-46-35